

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉGIE DIRECTE

CONSIDÉRÉE AU POINT DE VUE DE

L'HYGIÈNE DANS LES VILLES

LA QUESTION A LYON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 29 Avril 1912, à 3 heures

PAR

JULES BUREL

Président : M. APPLETON, *professeur*

Suffragants { MM. PIC, *professeur*
GONNARD, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱,  I., doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱,  I., professeur honoraire.

AUDIBERT,  I., professeur honoraire.

FLURER,  I., doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD,  I., professeur de Droit criminel, membre de l'Institut.

APPLETON (Charles),  I., professeur de Droit romain.

COHENDY, ✱,  I., professeur de Droit commercial.

PIC,  I., professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean),  I., professeur de Droit administratif.

LAMBERT,  I., professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER,  I., professeur de Science financière et de Législation française de Finances.

LAMEIRE,  I., professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND,  I., professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILLET,  I., professeur d'Economie politique.

HUVELIN,  I., professeur de Droit romain.

LÉVY,  I., professeur de Droit civil.

GONNARD,  I., professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON,  I., professeur de Procédure civile.

BECQ (J.),  I., secrétaire.

LA RÉGIE DIRECTE

CONSIDÉRÉE AU POINT DE VUE DE

L'HYGIÈNE DANS LES VILLES

LA QUESTION A LYON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 29 Avril 1912, à 3 heures

PAR

JULES BUREL

Président : M. APPLETON, *professeur*

Suffragants { MM. PIC, *professeur*
GONNARD, *professeur*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA RÉGIE DIRECTE

CONSIDÉRÉE AU POINT DE VUE DE

L'HYGIÈNE DANS LES VILLES

INTRODUCTION

Personne ne conteste que l'hygiène ne soit une nécessité impérieuse de la vie et cependant les villes françaises, malgré les lois récentes et les améliorations déjà réalisées, sont bien loin d'être sans reproche à ce sujet et auraient, comme nous le verrons, beaucoup à apprendre des villes étrangères.

D'où vient notre infériorité ? De ce que nous sommes des timides, bien que nous croyons notre démocratie très avancée. Nous en sommes encore à discuter la légalité de mesures mises depuis longtemps en pratique dans des monarchies. Les pouvoirs publics doivent limiter leur action à des procédés d'intervention indirecte. Et à notre avis, comme nous nous proposons de le démontrer dans la suite, la mise en régie municipale directe de

certains services d'intérêt général tels que l'habitation, la fourniture du lait, de l'eau, de médicaments, la collecte des immondices, l'évacuation des vidanges, serait susceptible d'améliorer l'hygiène de nos villes.

« Etrange anomalie, » dit M. G. Cahen (1), « notre républicaine démocratie dont la fière devise est tout pour le peuple et par lui est la seule nation européenne que les théoriciens du laissez-faire aient conquise à la politique de l'inaction ».

Ce qu'on a appelé, peut-être peu exactement, le « Socialisme municipal », est condamné. Quand il s'est trouvé des municipalités assez audacieuses pour vouloir essayer chez nous ce qui avait si bien réussi à l'étranger, le Conseil d'Etat s'est chargé de réprimer leurs velléités d'affranchissement.

Pour ne citer que deux exemples, nous l'avons vu, à propos de la tentative de la ville de Roubaix d'établir une pharmacie à prix de revient. Nous l'avons vu, à Lyon, lorsque notre distingué maire, M. Herriot, ému par les misères du taudis, voulut entreprendre sur des terrains appartenant à la ville, la construction directe d'habitations salubres.

Quels arguments votre haut tribunal administratif fait-il valoir pour justifier cette hostilité ?

(1) Les habitations ouvrières et l'intervention des pouvoirs publics. G. Cahen, *Revue politique et parlementaire*, 1906, p. 42.

M. E. Bouvier (1) dans un très intéressant article, *La municipalisation des services publics devant la loi et la jurisprudence française*, et dans un livre récent (2), dont nous adopterons les conclusions, va nous le dire, et nous convaincre, par sa logique aisée et souveraine, de l'arbitraire et de la contradiction du Conseil d'Etat.

Ce qu'il nous oppose, ce sont d'abord des considérations économiques : les communes ne sont point aptes à faire le commerce : leurs employés n'auront aucun intérêt personnel à la bonne gestion des affaires : et surtout les influences politiques seront à craindre.

Puis ce sont des considérations juridiques : le principe de la spécialité des personnes morales : la loi de 1791 sur la libre concurrence et la liberté du commerce et de l'industrie.

Il n'admet les régies municipales que devant un texte positif ou des circonstances exceptionnelles : gratuité des exploitations communales : existence d'un monopole de fait.

L'efficacité de ces prohibitions est assurée :

1° Par des mesures préventives de tutelle : nécessité de l'autorisation de l'administration supérieure, décret, avis même du Conseil d'Etat;

(1) Rapport à l'Association française pour l'avancement des Sciences, 1907.

(2) L'exploitation collective des services publics, les régies municipales.

2° Par la possibilité de recours contentieux : de simples particuliers peuvent le saisir et le faire intervenir en tout ;

3° Par des mesures financières : attributions d'indemnités formidables aux concessions rachetées, basées sur les bénéfices actuels et non sur ceux prévus.

Que faut-il penser de cette jurisprudence ? M. Bouvier lui reproche de manquer de bienveillance et d'impartialité, de laisser une porte ouverte à l'arbitraire, d'entrer dans des considérations économiques, de faire le bon juge.

Si nous suivons cependant le Conseil d'Etat dans cette voie, l'exemple de l'étranger nous montre que sa thèse de l'incapacité commerciale des Communes est bien faible : ses critiques nous obligent pourtant à reconnaître une chose, la nécessité de l'organisation économique des communes (1), comme cela a été fait à l'étranger, notamment en Italie par la loi du 29 mars 1903 : remédier à l'absence d'intérêt du personnel par la participation aux bénéfices : constituer une organisation commerciale, en dehors des influences politiques.

Quant au point de vue juridique, une insuffisance de motifs... juridiques, s'imposerait surtout à l'attention. La théorie de la spécialité n'est qu'une création

(1) Bouvier (E.), De la nécessité d'une loi sur les régies municipales, *Ann. de la régie directe*, 1909, n° 3.

du Conseil d'Etat, à l'origine une arme anti-cléricale. Des auteurs considérables, comme Aubry et Rau, Lyon-Caen et Renault admettent la pleine capacité. Elle ne satisfait aucun juriste, ni M. le professeur Planiol (1) qui reconnaît au département et à la commune une mission générale; ni M. le professeur Berthélemy (2) qui oppose aux établissements publics spéciaux, les établissements publics généraux (états, départements, communes); ni le maître des requêtes M. Tissier (3) qui en donne ce motif: les établissements publics et d'utilité publique ne sont astreints à la règle de la spécialité, que parce qu'ils sont des démembrements des personnes morales territoriales, lesquelles ont donc toutes les attributions qui ne leur ont pas été enlevées, pour être conférées aux personnes morales tirées de leur sein: ils ont la plénitude de la représentation des intérêts collectifs de leurs ressortissants. Tout intérêt collectif dont la gestion ne leur a pas été expressément ou tacitement ôtée par la loi, s'incarne dans leur personnalité.

D'autre part, la liberté du commerce et de l'industrie ne saurait être prise en considération. Un certain nombre d'industrie ne peuvent être exercées sous le régime de la libre concurrence, par exemple, les monopoles de fait.

(1) Dalloz, 1895, I, 217, note 1.

(2) Berthélemy, *Traité de droit administratif*, 1901, p. 52.

(3) Tissier, *Traité des dons et legs*, 1896, I, p. 679-680.

La théorie jurisprudentielle bien loin de reposer sur une base légale est même en contradiction avec la loi : citons la loi de 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local.

Enfin elle se contredit elle-même : elle considère les villes comme de mauvais administrateurs et elle leur permet d'agir quand il y a gratuité des services ou bien absence de l'initiative privée : elle admet la régie des théâtres la plus dangereuse de toutes.

C'est là l'exercice d'une tutelle administrative des plus capricieuse qui se recommande par la contradiction de ses décisions et l'insuffisance de ses motifs juridiques.

Nous pouvons donc nous étonner de voir dans un article des *Annales de l'école libre des sciences politiques* (1) considérer le régime administratif actuel des communes comme « logique, souple avisé » malgré « certaines imprécisions » que l'auteur ne méconnaît cependant pas. Est-il logique d'admettre l'intervention des communes « lorsqu'en raison de circonstances exceptionnelles l'industrie privée se trouve par sa nature dans l'impossibilité de fournir d'une façon satisfaisante à un service d'intérêt général (2) », et de refuser à la ville de Lyon le droit de

(1) *Annales de l'école libre des Sciences politiques*, 1903, p. 197. Louis-Jaray (P.) *Le Socialisme municipal en France*.

(2) *Conseil d'Etat*, Bonardo S., 3, 107.

construire et d'exploiter directement des maisons salubres et à bon marché ?

Sans méconnaître les efforts faits par l'initiative privée elle est impuissante à assurer, à elle seule, l'hygiène du logement. Le mal est tellement grand qu'il n'était pas de trop de toutes les bonnes volontés. N'était-ce pas là une circonstance exceptionnelle devant laquelle le Conseil d'Etat eut dû s'incliner ? Pourquoi interpréter le mutisme du législateur de 1906 dans le sens de la prohibition ?

Les particuliers allaient-ils s'abstenir si les communes intervenaient ?

Un Sénateur et académicien éminent, M. Ribot, peu suspect à notre avis aux yeux des libéraux, nous affirme qu'en Angleterre l'initiative des municipalités n'a pas diminué l'initiative individuelle (1).

D'autres objections, générales celles-ci à toutes les régies, ont été encore formulées : nous les avons vues dans l'examen des motifs économiques du Conseil d'Etat.

Quant à celle-ci : « l'impôt payé par tous, paiera les avantages réservés à quelques-uns » : Nous répondons d'abord, que si, comme nous le demandons, les communes sont organisées commercialement, il n'en sera rien.

D'autre part, si nous ne considérons que les régies

(1) Ribot, *Les habitations à bon marché. Revue politique et parlementaire*, avril 1910.

intéressant l'hygiène et qui seront l'objet unique de cette étude, nous objecterons : en matière d'hygiène l'on ne peut parler d'avantages réservés à quelques-uns. La santé et la sécurité de tous ne sont-elles pas compromises par les contagions pestitentielles que répandent dans la cité les foyers de tuberculose et de fièvre typhoïde ? N'est-il pas de l'intérêt des classes riches que la classe ouvrière, qui, seule aujourd'hui, est encore un peu prolifique soit de santé vigoureuse pour défendre nos frontières toujours susceptibles d'être menacées ? Aussi serons-nous une fois de plus d'accord avec M. Ribot (1) pour dire : « Nous sommes tous solidaires... Si nous voulons rester une grande nation, avoir des fils vigoureux, il ne faut pas que la race dégénère, s'abatardisse : il faut qu'elle ait moyen de vivre dans des conditions hygiéniques... A quoi serviraient la fortune et l'aisance si elles ne devaient pas servir à développer la force et la richesse de notre pays... Quand il s'agit de la race, quand il s'agit de faire des hommes, de les maintenir en santé, de préparer des réserves pour demain, n'est-ce pas aussi nécessaire, plus nécessaire même que les bateaux et les canons ? Voilà ce que disent les Anglais : Voilà ce que devraient dire, chez nous, tous ceux qui sont soucieux de l'avenir de notre pays. »

(1) Ribot, *Revue politique et parlementaire*, n° cité plus haut.

Aussi les adversaires des régies en général, devraient-ils admettre la régie partout où l'hygiène est directement intéressée. Ici l'initiative privée ne peut-être abandonnée à elle seule, la tentation du gain pouvant produire, produisant même, peut-on dire sans crainte, des effets désastreux. C'est là d'ailleurs la conclusion de la Commission d'enquête américaine dont on ne peut suspecter l'impartialité : « Tout service touchant à la santé publique doit être régi par les autorités publiques (1). »

Nous plaçant donc uniquement sur le terrain de la santé publique, nous ne regarderons pas si nous allons, par là, réaliser « les utopies de Fourier et de son phalanstère dont Victor Considérant traçait le plan (2) ». Mais nous ne nous laisserons pas non plus effrayer par des mots, réservant tout notre effroi pour les misères et les révoltes engendrées par le taudis et les falsifications, pour tous les crimes contre l'hygiène.

Le danger est pressant. Les pouvoirs publics se doivent d'intervenir au plus vite. Le gouvernement semblait vouloir enfin le comprendre. Le ministère Caillaux avait déposé, en novembre, un projet permettant aux communes, par décret en Conseil d'Etat,

(1) *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1909, p. 353. E. Bouvier, *Une enquête américaine sur les régies municipales*.

(2) G. Renard, *Le Socialisme à l'œuvre* p. 193.

de créer des immeubles destinés à des logements hygiéniques et à bon marché.

Ce ministère avait même songé à déposer un projet prévoyant la création de boucheries et boulangeries municipales.

En outre, la commission de décentralisation et d'administration de la Chambre des Députés avait, au début de 1911, voté, à l'unanimité, sous la présidence de M. Beauquier, en faveur de la proposition de loi de MM. Marietton et Véber, « sur la Municipalisation des services publics (1) ».

Une ère nouvelle semble donc s'ouvrir pour les régies.

Il ne sagit d'ailleurs pas de bannir l'initiative privée là où comme en matière d'habitation elle peut, malgré son insuffisance, rendre quelques services.

Si une grande place reste encore réservée dans le domaine de l'hygiène à l'initiative privée, une place énorme échoit aux établissements publics, qui devront collaborer aux efforts des Municipalités, principalement dans la question du logement salubre. Les Bureaux de bienfaisance, Hôpitaux, Hospices, ne devront plus oublier, comme l'ont fait la plupart, que les lois de 1894 et 1906 leur permettent la construc-

(1) *Annales de la régie directe*, mai 1910, p. 216 et février 1911, p. 122.

tion directe d'habitations ouvrières. Que l'on ne voit plus à Lyon, en particulier, un établissement hospitalier posséder d'immenses terrains et y laisser édifier des masures au lieu de bâtir lui-même des maisons salubres. Ne vaut-il pas mieux prévenir que guérir ?

Notre étude ne vise pas à embrasser toutes les questions d'hygiène que l'on peut soulever dans une ville, mais seulement celles pour lesquelles il y a encore plus à faire.

Nous parlerons donc seulement de l'habitation, du lait, de l'eau, des bains, des lavoirs, de la pharmacie ; de l'enlèvement des immondices, de l'évacuation des vidanges, que nous étudierons dans cet ordre.

Nous envisagerons ces diverses questions d'abord sous leur aspect général dans notre pays, puis plus particulièrement dans la Ville de Lyon : à propos de toutes nous donnerons un aperçu de ce qui a été fait à l'étranger.

PREMIÈRE PARTIE

L'Habitation.

Chapitre I. — Le laudis devant l'initiative privée et la loi.

Chapitre II. — Les réformes à apporter dans notre législation.

L'exemple de l'étranger.

Chapitre III. — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché.

§ 1. — Exposé des motifs.

§ 2. — Projet.

§ 3. — Critique.

Appendice. — La question à Lyon.

§ 1. — Généralités. — L'intervention de la Caisse d'épargne et du Bureau de bienfaisance.

§ 2. — Le domaine des Hospices civils de Lyon.

§ 3. — L'œuvre de la municipalité.

CHAPITRE PREMIER

LE TAUDIS DEVANT L'INITIATIVE PRIVÉE ET LA LOI

La question du logement sous ses deux aspects, insalubrité et surpeuplement, est ancienne. Née avec le développement de la grande industrie, nous voyons déjà en 1840 le docteur Vuillermée et Louis Blanc en signaler les dangers. Depuis, par la désertion incessante des campagnes pour les villes tentaculaires, le péril a grandi et aujourd'hui les familles ouvrières nombreuses sont obligées de se loger en des bouges infects, foyers de tuberculose et de mortalité infantile, sources de prostitution par des promiscuités démoralisantes, de vagabondage chez les enfants, d'alcoolisme chez le père, fuyant les exhalaisons putrides de son taudis pour le cabaret où il emmène, souvent toute la « nichée. » Alcoolisme, dégradation, immoralité, mortalité, tels sont les produits du taudis.

Mais pourquoi nous attarder à décrire ces maux ? Des plumes plus autorisées que la nôtre ont montré

maintes et maintes fois, l'état désastreux de nos villes modernes « véritables cités lépreuses du Moyen-Age, plus dangereuses, en tous cas plus déshonorantes pour notre civilisation dont elles sont la honte », dit le docteur J. Héricourt (1) : Et il ajoute : « Les grandes villes sont transformées en champ de bataille infernal où les uns sont occupés à lutter contre les infections et les contagions par tous les moyens, que la science la plus parfaite, met à leur disposition, tandis que les autres sont condamnés à élaborer sans relâche les mêmes infections et contagions ».

Le docteur Dumesnil déclarait qu'il faudrait être des héros pour ne pas contracter la haine de la société en ces bouges.

Et le savant professeur Franz von Liszt a mis en lumière à l'aide de chiffres péremptoires les rapports étroits de la question du logement avec l'alcoolisme, la criminalité, l'immoralité et la dépravation de la jeunesse.

Pourtant l'initiative privée a tenté d'agir. Des patrons philanthropes ont essayé différents moyens d'intervention auxquels ont été reconnus des mérites divers. Ces interventions qui jouissent d'une médiocre faveur en Angleterre et aux Etats-Unis, ont pris une grande extension en Allemagne. En France la maison Dolfus de Mulhouse en fut l'inspiratrice ;

(1) Dr. J. Héricourt, *L'hygiène moderne*, p. 143, ch. III. *Le logis infectieux*.

de grandes compagnies industrielles, les compagnies de chemin de fer, les compagnies minières ont construit des logements pour leur personnel, mais on reproche surtout à cette intervention d'enchaîner l'ouvrier à l'usine.

Des associations philanthropiques pratiquent l'assistance par l'habitation. Exemple : la fondation Rotschild : malheureusement elles manquent souvent leur but et donnent des logements à des rentiers.

La spéculation à allure philanthropique comme la fondation Peabody à Londres, la société Mangini à Lyon, a aussi essayé de résoudre le problème. Mais ces sociétés sont trop peu nombreuses en France pour constituer un remède efficace.

La forme la plus féconde de l'initiative privée semblerait devoir être la coopération. Aux Etats-Unis elle a pris un grand développement (Buildings societies). En France sur les 307 sociétés qui, au premier avril 1910 avaient vu leurs statuts approuvés, 177 étaient des sociétés coopératives, mais comme elles visent surtout à la construction de maisons unitaires, elles s'adressent plutôt à une élite et contribuent peu à la solution du problème du taudis.

De son côté le législateur est intervenu par les lois de 1902 sur la santé publique et par celles de 1894 et 1906 sur les habitations à bon marché.

Nous passons sous silence la loi mort-née de 1850 et la loi du 10 avril 1908 sur la petite propriété

qui s'adresse à de futurs petits propriétaires et non à la clientèle des bouges.

Dans la loi de 1902, le chapitre II est consacré aux immeubles: il prévoit 2 séries de mesures.

Pour l'avenir aucune habitation ne peut être construite dans les villes de plus de 20.000 habitants sans un permis du maire constatant que les conditions prescrites par le règlement sanitaire ont été observées dans le projet qui lui est soumis. Comme sanction, des amendes de simple police, mais non la démolition de l'immeuble construit sans permis et en violation du règlement sanitaire: on lui appliquera les dispositions concernant les logements insalubres.

Pour le présent, pour les maisons existantes, distinction entre celles qui peuvent devenir salubres et celles qui ne le peuvent pas. Pour les premières, exécution forcée de travaux ou interdiction d'habitation. Pour les secondes, l'expropriation.

Les municipalités n'ont pas fait usage de la disposition visant, l'exécution forcée de travaux. Peut-être ont-elles craint l'insolvabilité des propriétaires, qui serait évidemment rare, mais toujours possible.

Quant à l'expropriation, il faudrait pour rendre cette mesure utilisable aux villes, une refonte de notre loi de 1841.

De toutes, l'interdiction d'habitation serait peut-être la disposition, actuellement, la plus efficace. Cependant, on ne peut y avoir recours en masse ni sans

délai, mais avec du doigté : car il faut toujours respecter les droits du propriétaire et surtout se souvenir que l'on ne dispose pas de logements salubres et à bon marché, en nombre suffisant, pour abriter les locataires qui seraient chassés de leurs logis par cette mesure.

La loi du 30 novembre 1894 combinée avec l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne et modifiée par celle du 12 avril 1906 avait justement pour but de pourvoir à l'édification de maisons salubres et à bon marché.

Après avoir déterminé l'habitation à bon marché d'après sa valeur locative, elle l'exempte pendant 12 ans de la contribution foncière et de l'impôt des portes et fenêtres.

Elle permet aux Bureaux de bienfaisance, Hôpitaux, Hospices et Caisses d'épargnes d'employer un cinquième au plus de leur capital à des constructions du genre déterminé ou à des prêts hypothécaires à des sociétés d'habitations, ou à des souscriptions d'obligations ou actions libérées à condition que ces dernières n'excèdent pas les $\frac{2}{3}$ du capital social.

La Caisse des dépôts et consignations peut également employer le cinquième de sa réserve à l'achat d'obligations négociables de ces mêmes sociétés.

Les départements et les communes peuvent prêter aux sociétés d'habitations à bon marché ou acquérir

des obligations de ces sociétés, leur souscrire des actions, leur apporter des terrains ou des constructions, garantir à leurs actionnaires un intérêt ou un dividende de 3 0/0.

Cependant, lors du recensement de 1906 dont on profita pour connaître la situation du logement en France, l'on fit des constatations douloureuses.

Comme l'on ne pouvait songer à publier les résultats de toutes les villes, l'on fit choix de 50 villes de grande, moyenne et minime importance, représentant une population de 3.145.348 habitants et près d'un million de logements.

L'on apprit que plus de 3/5, abritant 1/5 de la population étaient formés d'une seule pièce.

A Saint-Etienne, Lyon, Nantes cette moyenne atteint le 1/3 du total. A Brest elle monte à la moitié.

En outre, beaucoup de ces logements sont sans fenêtres. L'on en compte ainsi 423 à Toulouse, 743 à Bordeaux.

Dans la plupart l'enquête a révélé l'absence de cabinet spécial à chaque logement et ce pour 83 0/0 à Rouen, 86 0/0 à Nantes, 92 0/0 à Saint-Etienne 95 0/0 à Lille (1).

Dans son enquête sur le surpeuplement pour Paris

(1) *L'économiste français*, 1908, p. 769. E. Cheysson, *L'habitation ouvrière et le logement des familles nombreuses*.

et la Province le docteur Bertillon arrive à des conclusions analogues. A Paris 260 habitants sur 1.000 habitent des logements surpeuplés, 315 à Limoges, 324 à Saint-Etienne.

D'après Benoist Molon, à Paris sur 47.627 logements pauvres 27.385 n'ont qu'une seule pièce, 3.735 n'ont ni poêle ni cheminée, 6.824 ne sont éclairés que par une tabatière et ne reçoivent la lumière que de l'escalier ou du palier.

Telle était la situation aux environs de 1906. S'est-elle améliorée depuis ? Nous ne le croyons pas. Le recensement de 1911 ne va-t-il pas plutôt nous montrer une aggravation du mal favorisée par l'augmentation incessante de nos grandes villes ?

L'initiative privée et le législateur ont donc manqué leur but. Ils n'ont pas attaqué le mal à sa source. Ils se sont adressés à une aristocratie ouvrière dont il suffisait de mettre en jeu la prévoyance tout en l'aidant par des immunités fiscales ou autres encouragements déguisés.

Le législateur a surtout eu en vue la maison unitaire. Les sociétés d'habitations, tout en n'agissant pas dans un but de lucre, mais d'humanité, entendent cependant retirer un intérêt modéré de leur argent. Elles ignorent les familles nombreuses qui ne disposent pas d'au moins 5 francs par jour et auxquelles il faudrait pour se loger hygiéniquement un minimum de trois ou quatre pièces. Les sociétés ne pour-

raient leur livrer un tel appartement qu'au prix de 300 à 400 francs et elles disposent pour leurs loyers de 200 à 250 francs à peine (1).

Cette question a déjà été soulevée dans tous les congrès internationaux, notamment à Liège en 1905, et nous ne voyons pour la résoudre que l'intervention directe des communes et des établissements publics.

Malheureusement une hostilité très grande s'est manifestée jusqu'ici à la régie de l'habitation par les municipalités et le Conseil d'Etat a empêché toute tentative des villes dans ce but.

Plus libérale pour les établissements publics, la loi de 1894 modifiée par celle de 1906 leur permet la construction directe et c'est là une des dispositions du législateur qui aurait pu donner les meilleurs résultats.

Mais les établissements publics, on ne saurait trop le déplorer, n'ont fait qu'un bien faible usage de la faculté que leur reconnaissait la loi.

En ce qui concerne les caisses d'épargne, nous lisons dans le rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché (année 1910) : « leur participation n'est pas aussi considérable qu'on pourrait le désirer. Ces institutions qui rendent au monde du tra-

(1) *Réforme sociale*, 1903, I, p. 487. *Le logement des familles nombreuses à faible salaire*, E. Cheysson.

vail de si précieux services se créeraient un nouveau titre à la reconnaissance publique en développant davantage cette branche de leur bienfaisante action... Aux Etats-Unis à la base de toute Building society il y a une société d'épargne : de même en Angleterre. En Allemagne de puissantes sociétés d'habitations ont constitué leur capital à l'aide des sociétés d'épargne. »

« Les sommes consacrées en 1910 sont inférieures à celles consacrées en 1909 et n'atteignent pas 1.100.000 francs. Cependant au 31 décembre 1910, les sommes totales consacrées à l'habitations s'élevaient à 9.433.443 fr. 82 dont 5.620.690 fr. 21 pour la seule acquisition ou construction. »

Elles pourraient certes faire beaucoup mieux : néanmoins, elles ont fait beaucoup en comparaison des Bureaux de bienfaisance, Hospices et Hôpitaux qui pour la plupart ont ignoré la loi et leur devoir.

Dans l'énumération des établissements de bienfaisance ou hospitaliers qui ont su comprendre qu'on leur offrait ainsi un moyen efficace de diminuer leur clientèle de souffrants et de malheureux en empêchant la maladie et la misère de naître plutôt que de les soulager ensuite, il nous faut citer en première ligne le Bureau de bienfaisance de Nancy.

Avant 1906 il avait déjà construit 3 groupes de maisons d'une valeur de 56.300 franc. En 1906 il y

joint un nouveau groupe de 25.700 francs. Son but, c'est au lieu de donner des secours de terme, de procurer des logements. Pour une somme modique qui rétribue pourtant le capital engagé, par un intérêt assez élevé (4 0/0), l'on devient locataire d'un logement salubre et d'un jardin. L'on ne saurait trop louer ce mode d'assistance par l'habitation et le jardin (1).

En 1908, les Hospices et Bureaux de bienfaisance de Tourcoing, Dunkerque, Commines ont entrepris la construction de 4 maisons d'une valeur de 34.000 francs. Dans les Côtes-du-Nord, le Bureau de bienfaisance de Tréguier s'est procuré pour une somme de 9.012 fr. 50 des terrains sur lesquels il va édifier deux premiers groupes de logements évalués à 13.200 francs.

A Paris, l'Assistance Publique construit 6 maisons sur une rue nouvelle établie aux abords du square Delombre.

En 1909, dans le Nord encore, les Hospices de Commines ont entrepris la construction de 2 groupes de 10 maisons d'une valeur de 50.496 francs.

Le Bureau de bienfaisance de Valence décide l'édification d'un groupe de vingt maisons d'une valeur de 80.785 francs.

Et le Bureau de bienfaisance de Tréguier paraît dé-

(1) Rapports du Conseil supérieur des habitations à bon marché, 1906 à 1910 (inclus).

cidé à construire un troisième groupe de maisons.

En 1910, ce sont toujours les mêmes départements qui donnent le bon exemple.

Dans le Nord, les Hospices d'Haubourdin consacrent 47.000 francs à la construction de 10 maisons ouvrières ; les Hospices d'Armentières, 236.136 francs, à l'édification de 50 maisons ouvrières et les Hospices de Commines ajoutent 32 maisons d'une valeur de 98.720 francs au groupe des 10 de 1909 d'une valeur de 50.000 francs.

Le Bureau de bienfaisance d'Auxerre emploie 150.000 francs à bâtir 30 maisons.

Quelques autres établissements, de 1906 à 1911, ont consenti quelques prêts ou souscriptions d'actions. Mais au 31 décembre 1910, 1/10 seulement de nos départements avait vu leurs institutions charitables intervenir en faveur de l'angoissante question du logement.

CHAPITRE II

LES RÉFORMES A APPORTER DANS NOTRE LÉGISLATION.

— L'EXEMPLE DE L'ÉTRANGER

Les constatations que nous venons de faire ne nous permettent pas de dire, comme nous le lisons dans le rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché (année 1910), que notre législation sur le logement est parfaitement complète.

Nous venons de voir que les dispositions des lois de 1894 et 1906 concernant la construction directe par les établissements publics étaient à peu près restées lettre morte pour la plupart de ceux-ci.

Les Conseils d'administration des Hospices et des Bureaux de bienfaisance n'ont pas su comprendre que les sommes employées à l'amélioration du logement étaient pour eux de véritables « placements usuraires » (1) : que si l'argent employé à l'édification

(1) Rapport du Conseil supérieur, habitations à bon marché (année 1910).

de maisons salubres était susceptible de rendre un intérêt moins fort que les placements en actions ou obligations variées, ils n'en souffriraient pas en définitive, car leurs dépenses diminueraient dans bien d'autres proportions que leurs revenus.

L'Etat doit donc user de son pouvoir de tutelle pour leur indiquer leur véritable rôle. Le législateur doit leur imposer d'affecter une partie de leur patrimoine à l'édification d'habitations ouvrières.

Si le législateur doit user de son pouvoir de tutelle vis-à-vis des établissements publics il doit par contre émanciper les communes.

La loi de 1906 ne permet aux municipalités que des moyens d'action insuffisants. La municipalisation du logement s'impose. Car il est peu raisonnable surtout dans les grandes villes de s'en remettre à la seule philanthropie.

L'initiative privée n'entreprend que rarement la démolition de maisons insalubres, parce que c'est là une opération peu rémunératrice. Or, pour assurer l'hygiène dans nos villes, des quartiers entiers doivent être jetés à bas : leurs masures doivent être remplacées par des maisons salubres dont le prix des logements restera sensiblement égal à celui des bouges afin que la population qui y habitait ne soit pas chassée vers d'autres taudis qu'une mesure d'hygiène rendrait ainsi encore plus dangereux par le surpeuplement qui y serait causé.

Seules les municipalités peuvent entreprendre ces travaux immenses et encore le législateur devra-t-il leur aider en réformant notre loi de 1841 sur l'expropriation, par le vote de la proposition Siegfried (1).
« L'expropriation pour cause d'insalubrité. »

« Quand une ville exproprie un immeuble, l'indemnité ne devra plus être basée sur le seul revenu. Il faudra tenir compte de l'entassement et des réparations nécessaires pour rendre l'immeuble salubre. S'il y a impossibilité de l'habiter, l'indemnité ne sera due que pour les matériaux et le sol. »

Cependant, bien que l'initiative privée soit restée en deçà du but à atteindre, que le temps qui lui serait nécessaire pour aboutir, à supposer qu'elle en soit capable, soit trop considérable, qu'une œuvre aussi vaste et urgente ait besoin de toutes les forces de la Société (A Paris, 5 à 600 millions seraient nécessaires), la légitimité de l'intervention des communes a été pourtant contestée : « Le remède serait pire que le mal. » (E. Cheysson).

Pour nous, l'intervention des Communes se justifie par ce seul fait que dans bon nombre de localités, l'initiative privée est impuissante à assurer à tous, les logements répondant aux exigences élémentaires de l'hygiène. Le service de construction et

(1) La Chambre des députés vient enfin d'en commencer l'examen le 19 mars. Nous espérons qu'elle aura à cœur de la voter rapidement.

d'exploitation des habitations à bon marché constitue un service d'hygiène publique auquel non seulement les Communes peuvent mais doivent satisfaire. Sa légitimité résulte de cette obligation.

Donnera-t-il de mauvais résultats? Les agents de la Commune seront-ils incompetents dans la construction? L'ont-ils été dans la construction des hôpitaux, des écoles? Incapables dans l'exploitation et l'on nous cite les expériences abandonnées de Gênes et de Milan, mais les entreprises privées réussissent-elles toujours? Si l'on peut nous opposer des échecs, de quel poids sont-ils devant les résultats particulièrement brillants obtenus le plus souvent à l'étranger.

Les locataires, ajoute-t-on, en prendront à leur aise : Les loyers seront plus ou moins bien payés : les logements, mal tenus, nécessiteront des réparations incessantes.

En ce qui concerne le paiement des loyers, nous ne voyons pas pourquoi l'administration communale éprouverait plus de peine à l'obtenir qu'un propriétaire ou un régisseur.

Quant à la bonne tenue de l'appartement, la ville de Neufchâtel, en Suisse, a pris une excellente mesure pour l'assurer (1) :

(1) *Annales de la régie directe*, décembre 1910, p. 50. Habitations municipales en Suisse, à Neufchâtel.

Le loyer mensuel de chaque locataire est augmenté d'une somme fixe pour les réparations. Les frais faits pour chaque locataire pour améliorer son logement sont inscrits à son compte. Un règlement est fait tous les trois ans et les sommes qui restent à l'avoir du locataire sont portées sur son livret de caisse d'épargne.

Les résultats sont excellents : les logements sont bien tenus et bon nombre de locataires se sont vus rembourser la totalité de la somme consignée : d'autres en ont obtenu la moitié.

Mais pourquoi nous attacher à l'examen d'objections bien vieillotes, auxquelles la meilleure réponse à faire nous paraît devoir être l'examen de ce qui a été fait à l'étranger. Car nous ne pensons pas que les pouvoirs publics en France aient le monopole de l'incapacité ou de la corruption.

Les résultats de la municipalisation de l'habitation en Angleterre ont été exposés trop de fois pour que nous abordions encore à fond ce sujet (1).

Il nous suffira de dire que les villes de Londres, Aberdeen, Glasgow, Edimbourg, Birmingham, Hornsey, Haddersfield, Richmond, Liverpool, Manchester entrent de plus en plus dans cette voie.

A Londres, en particulier, le County Concil a

(1) P. Pic, *Un voyage social en Angleterre* ; H. Duret, *De l'intervention des municipalités en matières d'habitations ouvrières*, etc.

transformé des quartiers entiers : et si on a pu lui reprocher d'avoir construit plus cher que les Sociétés cela vient de ce qu'il a constitué un fonds spécial pour les réparations.

Quant à l'échec que le municipalisme aurait essuyé, aux élections de 1907, au Conseil de Comté à Londres, il a été beaucoup exagéré (1); les élections ne se sont pas faites sur la question de la municipalisation en général, mais sur la question spéciale de la municipalisation de l'électricité. La majorité élue, hostile au projet qui coûterait, en effet, très cher, bien loin de s'attaquer aux services déjà municipalisés, leur a rendu justice (2).

Les anti-municipalistes ont fait aussi grand bruit autour d'un livre récent de Lord Avebury : *Les Villes et l'Etat contre l'industrie privée : expériences municipales*, que M. Bouvier (2) juge en ces termes.

« Il est difficile de comprendre le succès fait à ce petit livre où l'auteur prétend résoudre en quelques pages l'immense problème des industries exercées non seulement par les Villes mais encore par l'Etat. »

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1908. — L. Paul Dubois, *Le Socialisme municipal en Angleterre*.

(2) E. Bouvier, *Les régies municipales, Société d'économie politique de Lyon*, 1907-8, p. 480. *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1909, p. 353. Une enquête américaine sur les régies municipales.

Nous ne nous attarderons donc pas à le critiquer : à part l'article de M. E. Bouvier, nous nous contenterons de citer un article paru dans les *Annales de la régie directe*, de mars 1910 (1), qui fait justice de ses allégations et un article paru dans l'*Economiste français* du 26 janvier 1907 (2) qui expose la thèse de Lord Avebury sans prendre parti.

Cependant, nous ajouterons que le municipalisme bien loin d'être en déclin va acquérir une nouvelle force par le vote du projet de John Burns (3) sur les habitations ouvrières dont le trait caractéristique est que la sanction du parlement n'est plus nécessaire, que les Conseils municipaux constituent l'autorité suprême dans la solution du problème de l'habitat humain.

En Allemagne (4) la construction directe pour le logement du personnel des municipalités est très en faveur. La construction directe pour les autres habitants est moins fréquente : nous la trouvons cependant à Ulm, Fribourg, Dusseldorf, Strasbourg, Mulhouse, Essen et Gluwitz. Mais des discussions des

(4) Réponse aux objections contre le municipalisme, par Marcus Gitumann.

(2) Une critique britannique de l'étatisme municipal, E. Levasseur.

(3) *Le monde économique*, 4 avril 1908, p. 425. Lettre de Londres et *Annales de la régie directe*, novembre 1910.

(4) Fuster, *Les habitations ouvrières et les pouvoirs publics en Allemagne*. — Strauss et Bauloz, *Les habitations à bon marché en Allemagne*. — *Annales de la régie directe*, décembre 1911, p. 33.

Congrès de Dusseldorf (1902) et de Liège (1904) il ressort que l'opinion de plus en plus dominante est pour l'intervention des Communes.

En Italie, la loi du 31 mars 1903 et le règlement du 24 avril 1904 donnent des facilités aux municipalités pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'assainissement et leur accordent le droit d'entreprendre la construction directe en vue de la location quand le besoin est reconnu de pourvoir de logements les classes les moins aisées et là où font défaut les Sociétés visées par la loi ou les institutions prévues par elle, ou bien si leur action est insuffisante, mais seulement pour donner ces habitations en location en se conformant aux lois en vigueur et à toutes les mesures régissant l'entreprise des services publics par les municipalités.

La délibération du Conseil pour être approuvée par l'autorité compétente doit être accompagnée de la preuve de l'existence des conditions de fait qui l'ont déterminée, ainsi que du plan technique et financier de l'opération.

On reprocha à cette loi, de ne pas mettre à la disposition des communes des ressources suffisantes, d'exiger une procédure d'expropriation trop longue et trop coûteuse et de donner des exonérations fiscales trop réduites. La loi du 2 janvier 1908 remédia à ces inconvénients.

Cependant, avant 1903, quelques villes s'étaient

déjà décidées à la construction d'habitations. On peut actuellement citer Milan qui a consacré 4 millions à cette œuvre, Este qui depuis 1902 alloue une annuité pour constituer un fond destiné à l'habitation ouvrière, Venise qui est intervenue en collaboration avec la caisse d'épargne, Parme, Reggio-Emilia, Vicence, Ravenne, Carare et Florence (voir 1, 2, 3, 4).

En Belgique, les communes recourent peu à la construction directe bien que, comme toutes les administrations publiques, elles puissent recevoir des dons et legs avec une semblable affectation et qu'une simple autorisation administrative leur suffise pour construire des maisons ouvrières à leurs frais.

L'on ne peut citer que deux exemples de communes qui sont intervenues directement : Waterloo avec deux maisons et Saint-Gilles avec plusieurs maisons collectives et un certain nombre d'individuelles.

Cependant, comme chez nous, cette intervention serait désirable pour la santé et la moralité publiques : car l'initiative privée a surtout eu en vue la maison unitaire, a travaillé pour une élite.

(1) *Revue économique internationale*, janvier 1907. *Les habitations économiques en Italie*, E. Beaujean.

(2) *Ann. de la régie directe*, 1909-10, p. 197. Le problème de l'habitation à Milan et l'action des Communes.

(3) *Réforme sociale*, 1^{er} avril 1907, p. 553. *La question des habitations à Venise*, E. Lepelletier.

(4) Duret, *Thèse citée*, p. 79.

L'idée de la construction d'habitation par la commune commence à s'implanter fortement en Suisse (1).

Dès 1899, Berne consacrait près d'un million à la construction de maisons destinées à une ou deux familles. Mais ces habitations étaient bien primitives. Cependant en 1910, le Conseil municipal a adopté une motion concernant la création de nouveaux logements.

En 1903-4, l'exemple de Berne était suivi par Lausanne. 84 logements de deux à quatre pièces d'une valeur de 172.400 francs étaient bâtis.

Genève en 1906-7 ajoute 3 bâtiments aux dix déjà existants et possède ainsi un total de 204 logements de 1 à 4 pièces et 48 magasins d'une valeur de 120.000 francs.

Plus récemment dans l'Est, Saint-Gall, dépense pour l'édification de 16 maisons, contenant 159 logements de 3 à 4 pièces, 870.000 francs.

En 1909, Winthertur, possède 7 maisons de 25 logements, ayant coûté 246.488 francs.

A Schaffouse s'élabore un beau projet de construction de 250 à 300 logements.

Mais Zurich surtout mérite une mention spéciale. La municipalité, approuvée par un referendum, le 21 avril 1907, décida la création de 225 logements

(1) *Annales de la régie directe*, mai 1911, p. 193. La question du logement et l'action des Communes en Suisse.

réunis en trois grands blocs de bâtiments à édifier dans le quartier industriel. Achievés en 1908, ils comprennent 23 corps de logis construits d'après onze types différents et comptant 40 logements de 2 pièces, 149 de 3 pièces, 38 de 4 pièces.

La dépense totale s'élève à 2.486.000 francs.

Le service de l'intérêt et de l'amortissement du capital représente une somme de 118.000 francs à raison de 4,75 0/0. C'est une entreprise autonome se suffisant à elle-même et ne rapportant pas de bénéfice. L'administration est contente des résultats, de la location et de la jouissance.

Beaucoup de demandes n'ont pu être satisfaites.

Aussi projette-t-on d'édifier encore 370 maisons ouvrières. Et il y a quelques mois à peine à la suite d'un nouveau referendum, un nouveau projet fut établi visant la construction d'habitations pour les gens qui possèdent une petite aisance.

Il s'agirait d'établir une véritable cité-jardins : 28 groupes de bâtiments comprenant 70 maisons, 288 logements entourés de jardins, seraient édifiés sur le penchant de la montagne.

Malheureusement à Bâle, la ville des millions et des aumônes, peu de chose a été fait. Nous devons cependant signaler une motion de la fraction social-démocrate du Grand Conseil, concernant la création de logements communaux.

En Autriche, Vienne a construit à titre d'essai

4 maisons comprenant 96 logements. Trieste (1) a créé un office communal ayant pour but la construction de logements.

En Hongrie, à Budapest, le maire, le D^r Stefan Bavezi a soumis au Conseil municipal un vaste programme de construction (2).

Au Danemark, le Trésor consent des prêts à 4 0/0 aux Sociétés et communes qui voudraient bâtir : une somme de 280.000 francs fut d'abord affectée à cette usage : elle fut portée ensuite à 5.600.000 francs.

Dans les Pays-Bas, la loi de 1901 s'occupe du logement. Mais les communes n'étaient pas restées inactives jusque-là. Les villes d'Amsterdam, Anheim, Leyde coopèrent avec des Sociétés : Franker et Idan reçoivent de l'Etat une subvention respective de 30.000 et 160.000 florins, pour la construction directe.

En Suède, en Norvège, les villes ont droit de construire des maisons destinées à servir de logements à leurs employés ou aux ouvriers en général. Plusieurs groupes ont été construits à Christiana et à Stockholm.

Aux Etats-Unis, le parlement de l'Etat de New-York a consacré 25 millions à l'expropriation des quartiers encombrés et à la construction de petits parcs à la place. Philadelphie, Chicago, Boston, Brooklyn,

(1) *Annales de la régie directe*, p. 286, 1909-1910.

(2) *Annales de la régie directe*, p. 228, 1909-1910.

Washington ont suivi l'exemple : mais les constructions sont partout l'œuvre de coopératives de crédit et de sociétés mi-philanthropiques, mi-commerciales.

Enfin les villes Australiennes ont bâti des logements pour leurs ouvriers, notamment Adélaïde, la capitale de l'Australie du Sud qui a construit un quartier spécial pour ouvriers âgés, avec jardins à bas prix (1).

L'exemple de l'étranger dont nous venons de donner un rapide aperçu, nous montre que le « remède n'est pas pire que le mal » et bat sérieusement en brèche la thèse de l'inaptitude des communes.

Si en l'état actuel de l'organisation communale en France, de réels inconvénients à l'intervention directe des communes ne peuvent être niés, si des abus, des influences électorales sont à craindre, ils ne seront plus à redouter avec une administration indépendante et un budget distinct, se suffisant à lui-même.

Le parlement doit s'atteler à cette œuvre : il ne faut plus que notre pays, qui a été si souvent à la tête du progrès, continue à occuper, en matière d'hygiène du logement, un rang peu enviable parmi les nations les plus arriérées. La construction directe doit être permise aux communes et imposée aux établissements publics.

(1) *Documents du Progrès*, 1909, p. 501, Hutchenson.

Mais dira-t-on, les communes, une fois autorisées à bâtir et à exploiter directement des maisons ouvrières, montreront-elles plus d'empressement à user de ce mode d'intervention qu'elles n'en ont montré à essayer ceux que la loi de 1906 leur permettait ?

Nous osons l'espérer. Car leur abstention a peut-être été causée parce qu'elles ont trouvé, comme M. le Maire de Lyon (1) des inconvénients aux prêts, apports de terrains, souscriptions d'actions ou d'obligations, garanties d'intérêts. Quoi qu'il en soit les villes qui comme Lorient, Calais, Arras, Saint-Omer, Onnaing, Arques-la-Bataille, Nancy, Montluçon, Gannat, Carcassonne, Gap, Cannes, Nice, Constantine et surtout Paris et Lyon, ont essayé de tirer parti de la loi de 1906, auront sans aucun doute à cœur d'user des nouvelles facultés que le législateur doit leur reconnaître.

Nous verrons plus loin, dans notre appendice l'œuvre de la municipalité lyonnaise. Ici nous allons exposer en quelques lignes quelle a été l'activité de la Ville de Paris en faveur de l'habitat ouvrier.

Bien avant la loi de 1906, le Conseil municipal s'est occupé à diverses reprises des habitations à bon marché (2).

(1) *Bulletin municipal de la ville de Lyon*, 11 octobre 1908.

(2) Turot et Bellamy, *Le surpeuplement et les habitations à bon marché*, p. 234.

Le 24 juin 1907 (1). M. Turot proposait de créer une société de construction dont la ville, comme la loi lui en donne le droit, souscrirait les deux tiers des actions, et l'Assistance publique l'autre tiers : celle-ci peut, en effet, user comme elle l'entend, du cinquième de son patrimoine pour les habitations à bon marché.

La légalité de cette société fut contestée par M. le Préfet de la Seine qui déclarait, en s'appuyant sur la circulaire ministérielle du 27 février 1907, que sauf le cas particulier de l'Assistance publique, lorsqu'elle construit de ses propres deniers, l'initiative privée doit toujours être mêlée avec l'intervention des pouvoirs publics.

Cependant, M. Turot parvenait, dans cette même séance, à faire adopter la délibération suivante :

« M. le Préfet de la Seine est invité :

« 1° A préparer le plus tôt possible un projet d'emprunt de 10 millions destinés à favoriser la construction d'habitations à bon marché.

« 2° A s'entendre le plus tôt possible avec le directeur de l'Assistance publique, pour la souscription d'actions de Sociétés spécialement constituées pour la construction d'habitations à bon marché, dans des maisons collectives et conformément à la loi de 1906. »

En outre, sur le rapport de MM. Jolibois et Paris, le Conseil émit le vœu :

(1) Henry Duret, p. 323, *Thèse citée*.

1° Que l'exécution des travaux d'assainissement des Municipalités, soit facilitée par l'intervention d'une loi d'expropriation publique pour cause d'insalubrité.

2° Que ladite loi prescrive que l'estimation de la valeur d'un immeuble insalubre, s'obtiendra en défalquant de la valeur du même immeuble, considéré comme salubre, la somme qui serait nécessaire pour le remettre en état de salubrité ;

3° Que la même loi se préoccupe : a) de la reconstruction des habitations salubres et à bon marché sur l'emplacement ou dans le voisinage immédiat des logements expropriés ; b) de la construction préalable d'un nombre de logements populaires égal à celui que l'expropriation fait disparaître.

A part ces propositions et vœux, le Conseil Municipal a cherché à utiliser sur une très grande échelle tous les modes d'intervention permis par la loi de 1906.

Pendant le cours des années 1907, 1908, 1909, 1910, la Municipalité a effectué de nombreuses cessions de terrains, notamment à l'abri temporaire, à la Société des logements économiques à bon marché, à la société des logements économiques pour familles nombreuses, à l'Association fraternelle des employés de chemin de fer et à la Société coopérative, la petite chaumière.

Et pendant le cours de l'année 1908, les interven-

tions de ce genre ont été particulièrement nombreuses.

Le Conseil Municipal a cherché encore à favoriser la solution du problème de l'habitat par d'autres moyens tels que des exonérations de taxes.

Mais un projet d'intervention plus énergique et plus directe a été adopté dans une délibération du Conseil municipal du 3 août 1907 sur la proposition de M. Turot « invitant l'administration à étudier un projet d'emprunt de 50 millions, destiné à la construction d'habitations à bon marché et gagé sur les loyers, qui compléterait tout en restant distinct, le projet d'exécution des grands travaux de Paris. »

Cette proposition a été réduite et incorporée au projet plus vaste de ce qu'on a appelé les grands travaux de Paris qui longuement étudié a été présenté le 14 juin 1909 en un mémoire où le Préfet de la Seine examine également les moyens financiers d'en assurer la réalisation.

Trois projets de résolution étaient proposés (1) : Afin de soustraire les familles nombreuses, vivant d'un faible salaire, aux dangers de surpeuplement dont elles sont les principales victimes, M. le Préfet pense que la ville devrait mettre à la disposition des sociétés d'habitation à bon marché, qui limiteraient

(1) Rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché, année 1909.

leurs bénéfices à 3 0/0 et qui réserveraient dans leurs immeubles la moitié des logements à des familles ayant au moins trois enfants à leur charge, des fonds à un intérêt de 2 0/0, comme le fait l'Etat d'après la loi du 10 avril 1908 pour faciliter l'acquisition de petites propriétés. 15 millions sont prévus pour cet emploi dans l'emprunt de 950 millions et on estime que cette somme serait suffisante pour aider à la construction de 30 à 40 groupes abritant chacun 600 personnes, soit, au total, 20.000 personnes environ.

Outre cette participation, le Préfet propose à la Municipalité de faire apport aux sociétés, de terrains communaux payables en actions et le mémoire fait observer, que pour que les logements puissent être établis à des prix rémunérateurs, les terrains qui feraient l'objet de ces apports ne devraient pas dépasser 100 francs le mètre carré.

Enfin le mémoire recommande aussi la garantie du dividende ou de l'intérêt des actions et obligations comme constituant encore un moyen de venir en aide aux sociétés, et il ajoute que pour agir efficacement dans ce sens, il faudrait que le taux d'intérêt fut porté de 3 à 3 1/2 0/0 et que le délai pendant lequel cette garantie serait accordée pût être étendu, et porté, par exemple, à cinquante ans à dater de l'émission. Enfin, il serait nécessaire que la garantie portât non seulement sur intérêts, mais aussi et surtout sur le service de l'amortissement :

Pour que cela soit possible légalement, le mémoire propose au Conseil municipal d'émettre un vœu demandant au Parlement la modification, en faveur de la Ville de Paris, du paragraphe 4 de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 dans le sens des indications qui précèdent.

Après avoir, en 1909, loué, comme il le convenait, ce noble exemple, le Conseil supérieur des habitations à bon marché déplorait, en 1910, qu'aucune décision ferme m'ait été prise depuis cette époque quant à l'exécution des projets proposés et que, bien que, sur d'autres points, les travaux aient été commencés, le Conseil municipal n'ait pas encore décidé quel serait le mode d'emploi de la modique somme qu'il a décidé de consacrer (sur le montant total de son emprunt de 950 millions) à provoquer la construction d'habitations saines destinées à remplacer les maisons insalubres qui existent encore en trop grand nombre dans la capitale.

Cependant, en suite de la délibération du Conseil municipal du 12 juillet 1911 (1) demandant à l'administration de procéder à une étude approfondie de la question des habitations à bon marché et de lui soumettre des propositions en vue d'arriver à une solution vivement réclamée par la population ouvrière, le nouveau Préfet de la Seine, M. Delanney, adressait,

(1) *Annales de la régie directe*, juillet 1911, p. 287.

le 21 février 1912, un mémoire au Conseil municipal.

D'après les indications du Conseil municipal, dit-il, il y avait lieu tout d'abord de demander aux sociétés d'habitations à bon marché sous quelle forme et dans quelle mesure elles désiraient obtenir le concours de la ville de Paris et quels seraient les projets qu'elles s'engageraient à exécuter ; ils'agissait, en outre, d'élaborer tout un plan de campagne pour permettre à la Ville de Paris d'entrer immédiatement dans la période de réalisation.

Ses collaborateurs s'étant mis à l'œuvre sur ces bases, M. le Préfet soumet les résultats de leurs études.

De l'enquête faite auprès des Sociétés d'habitations à bon marché il résulte que ce sont les demandes de concours financiers (prêts, souscriptions d'actions et d'obligations) qui sont les plus nombreuses. Si les sociétés privées sont toutes disposées à prêter leur collaboration, c'est surtout leur concours moral, leur compétence, leur bonne volonté philanthropique qu'elles offrent à la ville de Paris : mais ce sera à celle-ci, si elle veut que la construction d'habitations à bon marché prenne une extension sérieuse, à fournir la presque totalité des capitaux nécessaires. Une autre caractéristique de ces demandes de prêts, c'est la modicité de l'intérêt que les sociétés offrent de payer, généralement 2 0/0.

Si la loi de 1906 ne contient aucune réserve touchant le taux d'intérêt des prêts à consentir par les communes et si rien en principe n'interdit à la ville de Paris de se contenter de 2 0/0, il faut observer qu'étant donné que les loyers des maisons louées par les Sociétés bénéficiaires ne peuvent être calculés à moins de 4 0/0 du prix de revient de l'immeuble, le sacrifice consenti, tout en étant fort onéreux pour les finances municipales, n'aurait cependant aucune répercussion favorable sur les prix des loyers. L'intervention de la ville par le fait qu'elle obligerait les Sociétés à se tenir dans la limite prévue par la loi, d'exiger un loyer d'au moins 4 0/0 du prix de revient, impliquerait une augmentation au lieu d'amener un abaissement. D'ailleurs, les sociétés privées peuvent trouver ailleurs (à la Caisse d'épargne de Paris, à l'assistance publique) les ressources dont elles ont besoin : et là il n'y aura pas à craindre l'inconvénient signalé.

A un autre point de vue, étant donné que les Sociétés voudraient demander à la ville de participer pour la plus grosse part dans la construction des habitations à bon marché, si la ville est actionnaire et qu'elle ait fourni la majeure partie du capital, elle devra avoir nécessairement dans la gestion des immeubles une importance proportionnée à ses apports ; si elle intervient sous forme de prêts et que son concours approche des $\frac{4}{5}$ des fonds, comme on le demande,

elle sera amenée à stipuler de nombreuses et sérieuses garanties (contrôle étroit sur la construction, sur la gestion, nécessité rationnelle que la propriété des immeubles appartienne à la ville au bout d'un certain nombre d'années).

La logique des choses et l'équité amènent donc, d'après M. le Préfet, à sortir du cadre du contrat de prêt pour recourir à une combinaison plus rationnelle et plus conforme aux conditions de l'opération. Et il nous propose la régie intéressée qui n'est pas prévue dans la loi de 1906, mais dans un projet de loi dont il est permis d'espérer l'adoption. D'ailleurs, la ville devant provoquer une loi pour emprunter, il serait possible, en réglant l'affectation et l'emploi des fonds, de prévoir la construction et la gestion en régie.

Pour préciser les idées, M. le Préfet a fait établir un projet de Convention de régie intéressée dans le détail duquel nous ne croyons pas devoir entrer.

Puis, les bases du contrat fixées, il examine le plan de campagne dont la ville de Paris peut poursuivre l'exécution en régie intéressée. Et il étudie la question des terrains et celle des ressources à affecter aux constructions.

Enfin il termine en proposant le vote du projet de délibération suivant :

Article premier. — M. le Préfet de la Seine est invité à solliciter des pouvoirs publics l'autorisation

pour la ville de Paris, d'emprunter soit en une seule fois; soit par fractions, à un taux n'excédant pas 3 fr. 80 0/0 intérêts et primes de remboursement compris, une somme de 30 millions de francs, remboursable en 60 ans à partir de 1912, ou par périodes de 60 ans prenant leur point de départ aux réalisations successives de cet emprunt, et destinée à fournir la part de la ville dans la construction de maisons communales à bon marché.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites de la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront fixées par décrets du Président de la République, après délibération du conseil municipal.

Le service de l'emprunt sera assuré au moyen de la part revenant à la ville dans le produit de l'exploitation des dites maisons et, à défaut, par les ressources du budget municipal.

M. le Préfet de la Seine est invité à solliciter l'enregistrement au droit fixe de 1 franc des actes auquel le dit emprunt donnera lieu.

Article 2. — Sont réservés pour l'édification de maisons à bon marché dans les conditions prévues au cahier des charges approuvé par l'article qui suit, les terrains communaux figurant dans l'état ci-dessous (suit l'état.....)

Article 3. — Le projet de cahier des charges sus visé de régie intéressée est approuvé.

Article 4. — L'administration est invitée à provoquer des offres en vue de la construction et de la gestion en régie intéressée d'habitations communales à bon marché sur les terrains ci-dessus désignés.

Toutefois, il doit être bien entendu que la ville de Paris se réserve la faculté de ne donner aucune suite aux projets qui lui seront soumis, sans que les intéressés puissent prétendre à aucune indemnité.

Telle a été l'activité déployée par le Conseil municipal de Paris (1). Comme Lyon, Paris demande une réforme de la loi de 1906 pour pouvoir intervenir efficacement en faveur de l'habitat ouvrier. Un projet a été déposé, passons à son examen.

(1) Le 2 Avril 1912, le Conseil municipal votait à l'unanimité un projet dont voici les grandes lignes : un emprunt de 200 millions sera contracté par la ville de Paris et destiné à la construction d'habitations à bon marché et à l'assainissement de certains ilots insalubres.

Sur cette somme, 50 millions seront confiés à des sociétés privées et 150 seront utilisés directement par la ville.

Les loyers seront calculés sur les bases suivantes : 4 pièces, 400 francs ; 3 pièces, 333 francs ; 2 pièces, 233 francs, avec dégrèvements progressifs pour les familles de plus de 3 enfants, à condition qu'elles habitent Paris depuis 5 ans.

Ces logements sont réservés aux familles de nationalité française.

CHAPITRE III

PROJET DE LOI, MODIFIANT ET COMPLÉTANT LA LOI DU
12 AVRIL 1906 SUR LES HABITATIONS A BON MARCHÉ,
PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT LE 21 NO-
VEMBRE 1911 ET RENVOYÉ A LA COMMISSION D'ASSU-
RANCE ET DE PRÉVOYANCE SOCIALE.

§ 1. — *Exposé des motifs.*

MESSIEURS,

L'opinion publique se préoccupe vivement du ren-
chérissement des loyers qui sévit à l'heure actuelle
sur l'ensemble des habitations et plus particulière-
ment sur les logements populaires.

Les causes premières de cette crise tiennent à l'ac-
croissement du prix des matériaux et de la main-
d'œuvre, qui dans ces dernières années, a élevé
de 30 0/0 environ le coût des maisons neuves. En
présence de la majoration des frais de construction,
de nombreux particuliers se sont abstenus d'édifier

des maisons, ce qui a diminué d'autant le nombre des logements normalement offerts à la population. Il est également vraisemblable que le prix des loyers subtille contre coup de toutes les causes générales du renchérissement de l'existence. Quoi qu'il en soit, cette situation présente une gravité particulière pour les ouvriers et les personnes qui disposent de ressources limitées. L'ouvrier doit trouver un abri, et il ne peut restreindre, sans dommage pour sa santé et celle des siens, le logement si étroitement mesuré qu'il occupe déjà. Pour arracher les personnes peu fortunées au taudis qui les guette et aux misères matérielles et morales qu'il engendre, nous avons pensé que les pouvoirs publics avaient non seulement le droit, mais le devoir d'intervenir résolument.

Ce n'est pas à dire que le législateur soit resté indifférent, jusqu'ici, à la question des logements populaires. C'est pour favoriser leur développement, que sont intervenues les lois des 30 novembre 1894, et 12 avril 1906, dont les résultats sont déjà très appréciables. Si l'on en juge d'après le chiffre total des immunités fiscales consenties chaque année en faveur des habitations à bon marché, le développement de celles-ci est en voie de progrès constant. Toutefois, il semble bien que l'initiative privée, malgré les encouragements qui lui sont accordés par la législation actuelle, n'a pu éviter la pénurie de logements salubres dont la population ouvrière a de plus

en plus à souffrir. Aussi paraît-il nécessaire d'élargir la faculté concédée aux communes et aux départements de contribuer à l'œuvre des habitations à bon marché. Tel est le but du projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Dans l'ordre des modifications à la loi de 1906, il a, tout d'abord, paru opportun d'apporter à la législation actuelle sur les habitations à bon marché, une réforme d'ordre secondaire, mais qui n'en est pas moins réclamée, dans la pratique, avec une certaine insistance. Le renchérissement de la main-d'œuvre et de tous les matériaux a rendu insuffisants, depuis quelques temps déjà, les maxima de valeur locative fixés par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906. La suppression de la commission départementale par la loi de finances du 13 juillet 1911, a apporté une amélioration sensible à cet égard, en rendant impossible toute diminution des chiffres fixés par la loi.

Il y a lieu de faire un pas de plus et d'augmenter ces chiffres eux-mêmes simultanément : il importe de réprimer certains abus que la pratique avait révélés, en fixant un nombre de pièces minimum, auquel correspondent ces maxima qui seront réduits à mesure que le nombre des pièces composant le logement diminuera. Il deviendra ainsi impossible de louer, comme le fait s'est produit, des chambres avec cuisine 450 francs, à Paris, tout en bénéficiant des exonérations fiscales prévues par la loi de 1906.

A cet égard il a paru que le gouvernement pouvait adopter les évaluations établies dans l'amendement déposé par M. Strauss au Sénat, lors de la discussion de la loi de finances, d'autant plus que ce texte, après étude approfondie, avait fait l'objet d'un avis favorable du Conseil d'administration de la Société française des habitations à bon marché.

L'article 2 modifie sur deux points l'article 6 de la loi de 1906.

Le texte actuellement en vigueur admet les départements et les communes à souscrire des actions, des obligations ou des prêts en faveur des sociétés d'habitation à bon marché, mais à la condition expresse que les maisons ne puissent être louées à des prix inférieurs à 4 0/0 du prix de revient, ce revenu devant être considéré comme un revenu net de toutes charges et notamment de l'amortissement en 30 années pour les maisons individuelles et en 60 pour les maisons collectives. Si pour apprécier la portée de cette disposition, on se réfère aux renseignements fournis à la commission sénatoriale au moment de la préparation de la loi de 1906, on constate qu'en fait les loyers d'une maison collective doivent être calculés sur le taux de 8 0/0 du prix de revient, que les différentes réserves atteignent un chiffre trop élevé qui dépasse 1 0/0 de ce prix, et qu'une maison bien construite et bien entretenue ayant une durée de beaucoup supérieure à 50 ans,

l'immeuble sera complètement amorti au bout de cette période et les actionnaires continueront à toucher des revenus, tout en se trouvant alors totalement remboursés de leurs actions. Le taux imposé par la loi semble donc excessif : nombre de propriétaires privés se contentent d'un revenu moindre.

Pour donner plus de souplesse à l'action des départements et des communes et en augmenter les bienfaits, nous vous proposons de décider que le prix de location des habitations à bon marché, dont la construction aura provoqué et justifié leur concours, sera déterminé d'après un type de loyer dit normal, égal pour chaque catégorie de logements au loyer en usage dans la ville ou le quartier où sont situés les immeubles, étant tenu compte des avantages fiscaux dont jouissent les Sociétés qui nous intéressent. Ce loyer normal sera arrêté par le Ministre du travail, après avis d'une commission composée de directeurs généraux des Contributions directes et de l'enregistrement, du directeur de l'administration départementale et communale, du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales et d'un membre du comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché, c'est-à-dire sous les garanties de compétence et d'impartialité que présentent les personnes les mieux qualifiées pour connaître et apprécier le revenu et la valeur des propriétés immobilières.

Cette innovation qui rappelle l'institution du salaire normal, telle qu'elle résulte des décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance, mettra fin à une situation vraiment paradoxale. On ne saurait admettre plus longtemps qu'une loi destinée à favoriser la multiplication des logements à bon marché puisse, en fait, leur imposer un régime moins favorable que celui qui résulte des conditions générales de l'habitat dans une agglomération déterminée.

Au surplus est maintenue l'approbation préalable des emplois de fonds de cette nature par le ministre du Travail après avis du comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché et du directeur de l'administration départementale et communale, telle qu'elle a été sagement prévue par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906. Le principe de la parité économique entre les logements privés et les habitations à bon marché nous paraît toutefois devoir comporter une exception, et cette exception, on peut le déclarer sans crainte, ce sont les propriétaires qui auront, indirectement, contribué à la rendre nécessaire. Ceux-ci, on ne saurait leur en faire un reproche, en construisant ou en achetant des maisons, songent surtout à faire de leur argent un placement avantageux. Il ne leur est guère possible sans com-

promettre leurs intérêts, de réserver des logements suffisamment spacieux pour les loyers modiques, et à moins de faire de la philanthropie, ils ne sauraient prendre en considération la situation de famille de leurs locataires.

Or, les difficultés qu'éprouvent pour se loger les familles nombreuses sont connues de tous. En effet si le nombre des enfants augmente dans une famille, le salaire du chef demeure fixe. La femme, qui avait une occupation au dehors, doit y renoncer pour se consacrer aux soins domestiques : et au moment même où un surcroît de ressources serait indispensable pour répondre aux besoins accrus d'un logement salubre la situation devient plus critique. Trop heureux s'il peut se maintenir dans un logement surpeuplé, éviter le taudis et échapper à la misère errante. Devant une telle situation, nous n'hésitons pas à vous proposer de décider que, lorsque les logements à bon marché seront en majorité réservés à des familles de plus de trois enfants, les communes pourront consentir une subvention annuelle, limitée à 10/0 du montant du prix de revient de l'immeuble. Ce mode de contribution qui présente le double avantage d'être facile à sanctionner et renouvelable permettra d'abaisser le loyer réclamé des familles chargées d'enfants dans une proportion très appréciable. Il se justifie, d'ailleurs, par cette dernière considération, qui, pour rester d'ordre local, ne mérite pas moins

d'être retenue. En s'efforçant d'arracher les familles nombreuses au mauvais logement, aux misères physiques et morales qui en découlent, aux risques morbides et contagieux qu'il comporte, la commune n'accomplit pas seulement une bonne œuvre au point de vue philanthropique : elle réalise un acte de bonne administration. Elle satisfait, d'une manière préventive au premier de ses devoirs qui est de pourvoir à tout ce qui intéresse l'hygiène, la santé et la salubrité publiques. Enfin, en sauvagardant l'heureux développement de ces familles, elle s'épargne pour l'avenir les dépenses les plus ingrates, les plus lourdes et parfois les plus douloureuses, celles de l'assistance publique.

En énumérant les divers modes suivant lesquels les communes et les départements sont admis à favoriser le développement des habitations populaires l'article 6 de la loi de 1906 n'avait pas prévu la construction directe. Sans doute, il paraîtra toujours préférable que les collectivités se bornent à seconder les initiatives privées et que, dans ce but, elles usent le plus largement possible des facultés étendues que leur ménagent les dispositions nouvelles soumises à votre approbation. Mais il peut se présenter des circonstances exceptionnelles où les communes se trouvent dans la nécessité de pourvoir elles-mêmes au logement de certains de leurs habitants. Il est avéré que, dans des cas critiques, l'Etat, les Com-

munes ont dû assurer le fonctionnement de certains services essentiels, exploités en temps normal par l'industrie et le commerce. Or, dans nos climats, l'abri est presque aussi indispensable à l'homme que la nourriture par exemple. Il ne faudrait certes pas exagérer et prétendre que le nombre des familles qui ont été jetées à la rue par suite de la cherté des loyers et auxquelles tout logement a été refusé, soit bien considérable. Il suffit cependant que de pareils cas aient pu se présenter. D'autre part l'élévation du prix de location n'oblige pas moins trop souvent la population ouvrière à se resserrer dans des logements plus étroits, plus incommodés, au grand dommage de la salubrité de la cité tout entière. Comment, dans ce cas, ne pas reconnaître à la commune, gardienne de l'hygiène publique, la faculté de construire les logements salubres que l'initiative privée ne peut ou ne se soucie pas de fournir ! Les pays voisins ne se sont pas embarrassés dans des objections doctrinales qui ont empêché le législateur de 1906 d'accepter le principe de la construction directe par les communes de maisons destinées à la location. L'Allemagne, la Suisse nous offrent des exemples de ce mode d'intervention : l'Angleterre possède toute une législation et une réglementation pour la construction et l'exploitation des maisons municipales : il en est de même de l'Italie. La France ne peut plus rester en arrière, elle n'a aucune raison de s'abs-

tenir d'une solution qui a fait ailleurs ses preuves.

Le projet ne subordonne à aucune condition exorbitante du droit commun l'exercice pour les Municipalités du droit d'intervention directe en matière d'habitations à bon marché : mais il tient à prévoir deux cas qui constitueront, en fait, les principales espèces où elles auront à user de cette faculté. En premier lieu, celui où des opérations de voirie entraînent la disparition d'un nombre important de petits logements : la commune afin d'éviter que les habitants déplacés s'éloignent trop du centre de leurs occupations, peut avoir le légitime désir d'établir à leur intention de nouveaux logements, soit sur l'emplacement des maisons démolies, soit à proximité. En second lieu, elle aura lieu d'intervenir directement, lorsqu'il aura été reconnu que l'initiative privée est impuissante à pourvoir la population des logements dont celle-ci a besoin et cette insuffisance, nous la reconnaissons au surpeuplement des habitations.

D'autre part, il ne faut pas que la commune puisse par suite d'un entraînement irréfléchi, établir le taux des loyers à un prix trop bas, ce qui pourrait être désastreux pour les finances municipales et paralyser l'initiative privée, on pourrait éviter cet écueil en décidant que les capitaux engagés par la commune devront produire un revenu égal au revenu moyen produit par la même catégorie d'habitations, dans les localités où seront situés les im-

meubles. Ce revenu moyen sera déterminé dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que le loyer normal prévu par les dispositions précédentes. Sa fixation sera singulièrement facilitée par ce fait qu'il ne s'agit point d'évaluer le produit normal de l'ensemble des diverses catégories d'habitations existant dans l'agglomération ; les habitations à bon marché sont presque toutes conformes à des types soigneusement étudiés et bien définis et c'est presque exclusivement sur les logements similaires ou analogues à ces types que devront porter les recherches et les enquêtes des services financiers chargés de préparer les décisions du Ministre du Travail. La tâche sera acceptée d'autant plus aisément qu'elle sera plus limitée.

Le revenu moyen ainsi établi serait abaissé de 1 0/0 pour les immeubles consacrés en majeure partie au logement des familles nombreuses, ce qui représente comme précédemment un dégrèvement en leur faveur. Ce sacrifice, correspondant à une subvention directe, serait prélevé sur les ressources générales du budget communal et non sur les fonds propres de l'opération.

Nous venons de voir que les communes auront la faculté de construire directement des logements à bon marché, mais qu'elles n'y seront pas astreintes. Toutefois, il peut se présenter dans la pratique, des cas exceptionnels dictés par un intérêt supérieur où

les municipalités manqueraient à leur devoir, en s'abstenant de procéder à des constructions de ce genre. Telle est la catégorie d'hypothèses prévue par l'article 4, qui porte que, lorsqu'il est établi par une enquête administrative que l'état sanitaire local nécessite la création de logements salubres, l'administration pourra intervenir auprès de la commune dans une forme analogue à celle prévue par les dispositions de l'article 9 de la loi du 15 février 1902, sur la protection de la santé publique. Cette procédure établit d'ailleurs une série de voies de recours qui constitue pour la commune, à cet égard, une garantie suffisamment efficace.

D'une façon générale et absolue l'établissement et l'exploitation des habitations à bon marché devront faire l'objet d'une régie intéressée. Il en résultera un double avantage.

Le régisseur interviendra au contrat avec son intérêt propre et nettement garanti, ce qui tiendra à rapprocher les entreprises municipales des entreprises privées, en leur imposant des conditions économiques analogues, en évitant les excès et les abandons, plus dangereux encore pour les finances communales que pour les propriétaires de la localité. En outre, l'acte de concession, dont les modalités devront être expresses et précises permettra au gouvernement, en Conseil d'Etat, non seulement d'examiner l'économie générale de chacun des projets qui

lui seront soumis, mais encore d'en étudier dans le détail la réalisation et la mise en pratique. Ainsi il sera possible, après enquête et instructions complètes, de s'assurer que les capitaux engagés seront rémunérés par les revenus des immeubles sans avoir recours au budget communal. Car les établissements publics si on les autorise à entrer en concurrence avec les particuliers, doivent se comporter comme ceux-ci, sans jouir d'aucun avantage ni d'aucun privilège, et les maisons construites devront être placées sous un régime d'autonomie financière et se suffire à elles-mêmes. Aussi tout abus pourra être évité et les devoirs de solidarité sociale, qui, dans une démocratie s'imposent à toute collectivité, pourront être sagement conciliés avec le respect dû à la propriété individuelle.

Dans certaines villes, notamment à Paris, l'œuvre à accomplir est considérable et urgente. Toutes les bonnes volontés doivent se grouper pour lutter contre cette crise du logement qui conduit directement à la diminution de la natalité, au surpeuplement des locaux et à leur insalubrité.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre laisse subsister tous les encouragements déjà accordés à l'initiative privée en élargissant notablement le champ de leur application. Il introduit d'autre part, un élément nouveau dans notre législation, l'intervention directe des Communes déjà pra-

tiquée dans plusieurs pays voisins. Nous sommes convaincus que ces différentes mesures ne peuvent manquer d'avoir des effets heureux et décisifs.

§ 2. — *Projet de loi.*

Le Président de la République.

Décrète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur, par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et par le ministre des Finances qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

Art. 1^{er}. — Le premier paragraphe de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché est remplacé par les dispositions suivantes :

Les avantages concédés par la présente loi s'appliquent aux maisons destinées à l'habitation collective, lorsque la valeur locative réelle de chaque logement ne dépasse pas, au moment de la constitution, les maxima déterminés ci-après :

Désignations	Logements comprenant :			
	3 pièces destinées à l'habitation, de 9 m. superficiels au moins, cuisine et water-closets	3 pièces destinées à l'habitation, de 9 m. superficiels au moins, cuisine et water-closets	1 pièce destinée à l'habitation, de 9 m. superficiels au moins, cuisine	1 chambre isolée de 9 mètres superficiels au moins
	francs	francs	francs	francs
1 ^o Communes au-dessous de 1.000 habitants	150	125	80	50
2 ^o Communes de 1.000 à 2.000 habitants	220	180	120	70
3 ^o Communes de 2.001 à 5.000 habitants	250	205	125	80
4 ^o Communes de 5.001 à 30.000 habitants et banlieue des communes de 30.001 à 200.000 habitants dans un rayon de 10 kilomètres . . .	275	225	150	90
5 ^o Communes de 30.001 à 200.000 habitants. Banlieues des communes de 200.001 habitants et au-dessus dans un rayon de 15 kilomètres et grande banlieue de Paris, c'est à dire communes dont la distance aux fortifications est supérieure à 15 kilomètres et n'excède pas 40 kilomètres	350	285	185	115
6 ^o Petite banlieue de Paris dans un rayon de 15 kilomètres.	450	350	235	150
7 ^o Communes de 200.001 habitants et au-dessus	475	375	250	175
8 ^o Ville de Paris.	600	500	350	200

Art. 2. — L'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché est remplacé par les dispositions suivantes :

Les Bureaux de bienfaisance et d'assistance, les Hospices et Hôpitaux peuvent, avec l'autorisation du Préfet, employer une fraction de leur patrimoine, qui ne pourra excéder un cinquième, soit à la construction de maisons à bon marché soit...

Art. 3. — Les Communes pourront par décret en Conseil d'Etat, être autorisées à créer des immeubles destinés à des logements hygiéniques à bon marché, notamment quand des opérations de voirie feront disparaître un nombre important de logements d'un loyer inférieur au maximum prévu pour les logements à bon marché, ou lorsqu'il sera reconnu que l'élévation des loyers amène un surpeuplement des habitations préjudiciable à la santé publique. Cette faculté leur est concédée sous les réserves suivantes :

1° La demande de la commune devra être appuyée de tous les renseignements et statistiques permettant d'en apprécier le bien fondé ;

2° Elle sera soumise à une enquête d'un mois.

3° La Commune devra indiquer l'économie financière de l'opération et les capitaux engagés devront rapporter un revenu égal au revenu moyen produit par la même catégorie d'habitations dans la localité où seront situés les immeubles, le revenu moyen étant déterminé dans les formes prévues au précédent article pour la fixation du loyer normal :

C'est-à-dire (art. 2 § 2) qui sera arrêté par décision du ministre du travail, après avis d'une commission composée des directeurs généraux des contributions directes et de l'enregistrement, du directeur de l'administration départementale et communale, du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales et d'un membre du comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché, le loyer normal devant être déterminé sur la base des loyers en usage dans chaque localité ou dans chaque quartier des villes où les constructions seront élevées, en tenant compte des avantages de fiscalités conférés par la loi aux sociétés d'habitations à bon marché.

Toutefois, si la moitié au moins des logements doit être réservée à des familles ayant plus de trois enfants âgés de moins de seize ans ou incapables, pour raison de santé, de gagner leur vie, le taux du revenu pourra être abaissé de 10/0 à condition que les ressources générales de la commune puissent lui permettre de supporter la différence ;

4° La construction et la gestion de ces immeubles seront assurées par voie de régie intéressée, et les bases de cette régie devront être soumises au Conseil d'Etat en même temps que la demande d'autorisation.

Art. 4. — Lorsqu'il est établi, à la suite d'une enquête ordonnée par le préfet, que l'état sanitaire d'une commune nécessite la création de logements

salubres, le préfet, après mise en demeure à la commune, non suivie d'effet, invite le Conseil départemental d'hygiène et le comité de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale à délibérer sur l'utilité de la construction d'habitations à bon marché. Le maire est mis en demeure de présenter ses observations au Conseil départemental d'hygiène.

En cas d'avis du Conseil départemental d'hygiène contraire à l'établissement du projet, ou de réclamation de la part de la Commune, le préfet transmet la délibération du Conseil au Ministre du Travail, qui soumet la question au Comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché. Sur les avis du Conseil départemental d'hygiène et du Comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché, le Préfet met la commune en demeure de dresser le projet et de procéder aux travaux.

Si, dans le mois qui suit la mise en demeure, le Conseil municipal ne s'est pas engagé à y déférer, ou si, dans les trois mois, il n'a pris aucune mesure en vue de l'exécution des travaux, un décret du Président de la République, rendu en Conseil d'Etat, sur la proposition des Ministres de l'Intérieur et du Travail, ordonne les travaux dont il détermine les conditions d'exécution.

La dépense ne pourra être mise à la charge de la commune que par une loi.

Art. 5. — Un règlement d'administration publique, rendu sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du ministre des Finances déterminera les mesures propres à assurer l'application de la présente loi.

Fait à Paris, le 21 novembre 1911.

Signé : A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur,

Signé : J. CAILLAUX

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Signé : René RENAULT

Le ministre des Finances :

Signé : L.-L. KLOTZ

§ 3. — *Critique.*

Tel est le projet dont nous avons cru devoir donner d'une façon complète l'exposé des motifs et même certaines dispositions en dehors de l'intervention directe qui doit seule nous préoccuper ici, afin de mieux comprendre les règles auxquelles on pense subordonner cette intervention proprement dite.

En ce qui nous concerne, ce qu'il nous faut surtout retirer de la nouvelle législation qu'on nous propose, c'est de voir enfin admettre en principe la régie de l'habitation par les municipalités devant l'impuissance avouée de l'initiative privée.

Mais ce qu'il nous faut regretter c'est de voir une fois ce principe admis, en soumettre son exercice à une foule de formalités :

1° La demande de la commune devra être appuyée de tous les renseignements et statistiques permettant d'en apprécier le bien fondé;

2° Elle sera soumise à une enquête d'un mois.

Pourquoi toutes ces paperasseries alors que les statistiques nous montrent éloquemment l'urgence de cette intervention.

Ne vaudrait-il pas mieux donner à toutes les communes le droit, d'une façon générale, de construire si elles le jugent à propos, après délibération du Conseil municipal qui serait réglementaire sauf annulation par le Préfet ou par décret du président de la République sur la proposition du ministre de l'Intérieur, pour les villes dont le revenu est de trois millions de francs au moins, ledit revenu étant déterminé conformément à l'article 145 de la loi du 5 avril 1884, annulation qui serait opérée dans le cas bien improbable où la situation de la commune ne demanderait

pas la création d'habitations salubres par la municipalité.

3° *La Commune devra indiquer l'économie financière de l'opération et les capitaux engagés devront rapporter un revenu égal au revenu moyen produit par la même catégorie d'habitations dans la localité où seront situés les immeubles, le revenu moyen étant déterminé dans les formes prévues au précédent article pour la fixation du loyer normal... toutefois, si la moitié au moins du logement doit être réservée à des familles de plus de 3 enfants le taux du revenu pourra être abaissé de 1 0/0 à condition que les ressources de la commune puissent leur permettre de supporter la différence;*

4° *La construction et la gestion seront assurées par voie de régie intéressée et les bases de cette régie devront être soumises au Conseil d'État.*

Il serait préférable selon nous, au lieu de faire indiquer par chaque commune l'économie financière de son projet, d'imposer à toutes que le service de l'habitation soumis à l'exploitation directe devra constituer un service spécial, distinct de l'administration générale de la commune, dirigé par un service d'administration nommé par le Conseil municipal parmi des gens capables en la matière, dont le budget serait séparé de celui de la Commune, ainsi que les comptes et qui serait enfin responsable vis-à-vis des tiers dans les termes du droit commun et soumis aux

lois existantes sur l'organisation du travail et de l'industrie.

Cette disposition : *que les capitaux employés devront rapporter un revenu égal au revenu moyen produit par la même catégorie d'habitations, déterminée comme le loyer normal*, ne vous dit rien qui vaille.

Il suffirait d'imposer que le service se suffise à lui-même, sauf possibilité de subventions par la commune, subventions que pourraient examiner, réduire à volonté les autorités supérieures grâce à l'exercice de leur droit de règlement du budget.

Ces réserves faites, il est à peu près inutile d'ajouter que nous sommes peu favorable au recours à la régie intéressée, à un intermédiaire parasitaire dont les émoluments seront pris sur le bien-être des locataires du service municipal des habitations.

Pour nous résumer, si l'on veut essayer de l'intervention directe des municipalités, il ne faut pas le faire avec répugnance : au lieu de continuer à maintenir, sous une autre forme, les communes dans une éternelle minorité, il vaudra beaucoup mieux les organiser économiquement.

En outre, il faudra pour la construction des habitations autoriser les communes à faire appel aux avances de l'Etat. MM. Sembat et Chéron viennent d'ailleurs de déposer une proposition de loi dans ce sens. Ces avances seraient consenties sous forme de prêts amortissables par la Caisse nationale des retraites.

Et dans cette proposition il n'est plus question de revenu moyen déterminé comme le loyer normal : mais le taux des loyers sera déterminé par délibération du Conseil municipal, approuvée par le ministre de l'Intérieur.

Il devra être suffisant pour couvrir la commune de l'intérêt et de l'amortissement du capital emprunté par elle et de tous les frais d'entretien et de réparations à la charge du bailleur.

APPENDICE

LA QUESTION A LYON (1).

§§ 1. — *Généralités. — L'intervention de la caisse d'épargne et du Bureau de bienfaisance.*

A Lyon, exemple très net du développement rapide des grandes agglomérations urbaines, se pose dans toute son acuité le problème du logement de l'ouvrier, aggravé encore par diverses causes locales telles que l'humidité par suite du climat ou de l'adossement de certains immeubles aux collines : telles que l'existence de l'alcôve et de la soupente. — Cette dernière, il est vrai, est en voie de disparition, —

(1) Voir I. Duret Henry, thèse citée, *La question devant le Conseil municipal de Lyon*, p. 337 ;

II. Francisque Moyroud, *Le logement de l'ouvrier et la législation française. La question à Lyon*, p. 349 ;

III. Péhu (Maurice et Antonin), *Les logements insalubres à Lyon de 1891 à 1904* ;

IV. Lacomme et Dupin, *La topographie de la tuberculose à Lyon, 1908-04* (préface de J. Courmont).

telles que : la situation déplorable des loges de concierge et des maisons bâties sur terrains des hospices qui couvrent la plus grande partie des Brotteaux et une superficie appréciable de la Guillotière.

Les foyers de tuberculose ordinairement cités seraient au premier arrondissement la Grande Côte à l'intersection des rues Neyret, Imbert-Colomès, des Tables Claudiennes et Vieille monnaie. Nous croyons pouvoir y ajouter les rues Bouteille et Sergent-Blandan de la montée des Carmélites au quai.

Au deuxième ne pourrait-on pas citer la rue Port du Temple et ses aboutissants, et la partie comprise entre la rue Mercière et le quai ?

Au troisième les rues Marignan, de l'Epée, Moncey et Paul Bert, aux environs de la place du Pont ainsi que la plupart des maisons bâties sur terrains des hospices.

Au quatrième, les rues de Nuit, du Chariot d'Or, et du Mail.

Au cinquième les rues Saint-Georges, des Epis et la Montée du Gourguillon.

Quant au sixième il est bâti en grande partie sur terrains des hospices ; c'est tout dire.

Quelles mesures ont été prises devant cet état déplorable de notre deuxième ville de France !

Des sociétés diverses sont intervenues telles que la « Chaumine » telles que le « Rêve » et l'« Espérance du foyer » auxquelles la ville a cédé des terrains,

telles que, surtout, la « Société lyonnaise des logements économiques », fondée par MM. Aynard, Gillet, F. et L. Mangini.

Mais voyons quel a été particulièrement le rôle, des grandes collectivités publiques que nous voudrions voir intervenir partout et qui selon nous, pourrait sinon solutionner, tout au moins améliorer, en de grandes proportions, la situation.

La Caisse d'épargne fut d'abord mêlée à l'histoire des maisons Mangini, à la construction desquelles elle participa, dès la fondation de la société, en 1886, pour une somme de 150.000 francs d'abord et successivement jusqu'à un million en 1893 (1).

Puis le Conseil d'administration acheta des terrains dans des centres ouvriers assez éloignés de Lyon mais très importants et où les logements ouvriers étaient particulièrement défectueux : il y construisit un total de 24 maisons avec 56 locataires, soit 4 à Cours et 18 locataires, 7 à Thizy et 21 locataires, 8 à Pont-Trambouze et 18 locataires, et enfin, 5 à Bourg de Thizy et 11 locataires.

La Caisse consentit aussi divers prêts à la « Chaumine » et à une société d'employés P.-L.-M.

Le Bureau de bienfaisance, sur les instances de la municipalité, qui lui cède des terrains à prix réduit, décide de consacrer le 1/5 de ses revenus, soit

(1) *Société d'économie politique*, 1909-10, p. 361. *Les habitations ouvrières à Lyon*.

220.000 francs à la construction d'une maison, à édifier à Perrache entre les rues Quivogne et Smith et en façade sur le Cours Bayard, d'une contenance de 31 à 33 logements de 2, 3, 4 pièces (1).

Quant aux hospices civils de Lyon qui auraient pu intervenir peut-être le plus efficacement, voyons quelle a été leur attitude.

§ 2. — *Le domaine des Hospices civils de Lyon.*

En 1725, par suite du don de M^m Catherine de Mazenod, Veuve de Servient, d'un vaste terrain appelé le domaine de la Part-Dieu, moyennant une rente viagère de 6.000 francs, le domaine des Hospices civils de Lyon était constitué.

En 1757, l'ancien lit du Rhône venait s'y ajouter en compensation de la dépense d'un tiers supportée par l'Hôtel-Dieu dans la construction de la digue du Grand Camp : puis les domaines Dunoir, Tête d'or et d'autres acquisitions moins importantes.

En 1784, d'ailleurs, ce domaine n'était que sables et broussailles d'où le nom de Brotteaux. L'architecte Décrénice projeta alors d'en faire un quartier habité.

Mais pendant cinquante ans encore il fut délaissé

(1) Moyroud, *Thèse citée*, p. 349.

jusqu'en 1826, époque à laquelle la Commune de la Guillotière s'entend avec les Hospices pour faire à frais communs la mise en voirie.

Des installations foraines viennent alors s'y installer. Puis des spéculateurs louent les terrains aux Hospices pour les sous-louer à des petits locataires qui les couvrent de jardins et de maisonnettes.

Cette initiative se manifeste d'abord sur les terrains au nord de l'Avenue Duquesne, dès 1845, puis en 1853 aux alentours du Cours Lafayette, vers 1877, sur la terre dite de la Bannière, vers 1880, à la cité Tête d'Or, vulgairement nommée le Tonkin, enfin vers 1882 dans le quartier Corne de Cerf.

Vers 1893, le fort des Brotteaux était rasé.

Entre temps, des églises étaient construites : Saint-Pothin, en 1840, la Rédemption et l'Immaculée-Conception en 1860 : en 1850 un quartier de cavalerie était installé : en 1856 le parc de la Tête d'Or était planté et enfin en 1890 l'Hôtel de la Préfecture était bâti.

Telle est l'histoire rapide du domaine des Hospices qui couvre à peu près entièrement les Brotteaux et une grande partie de la Guillotière jusqu'à la rue Villeroi plus deux ou trois îlots plus bas (Montesquieu, la Madeleine).

Son mode d'exploitation, ce fut dès l'origine, le bail à court terme et ce l'est encore malheureu-

sement aujourd'hui. Justifiable au début : il ne l'est plus à notre époque.

C'est là une dangereuse et déconcertante routine.

Les locataires à court terme 12 ou 15 ans ordinairement, quelquefois 7 et même 4 ans, lorsqu'il s'agit de fixer une échéance commune à une même masse, sont obligés d'amortir en ce laps de temps leurs capitaux et de retirer un intérêt de leur argent. Les mesures en sont donc la résultante inévitable.

M. Courmont dans un meeting organisé par le syndicat des locataires disait (1) :

« Il y a à Lyon deux plaies publiques qu'il faut cicatriser à tous prix : l'insalubrité scandaleuse des loges de concierges et l'insalubrité générale des maisons construites sur terrains des Hospices. On dirait que les Hospices de Lyon, craignant de manquer de malades, s'efforcent d'entretenir des foyers de contamination. »

Une enquête dans les rues désolées de ce domaine nous avait déjà montré l'horrible vérité de ces paroles. Au lieu de la santé et de la lumière qui devraient habiter dans un quartier neuf, des milieux les plus tristes et les plus hideux. La réalité dépasse tout ce que l'imagination pourrait concevoir.

La maladie trône à peu près partout en maîtresse

(1) Cirque Rancy, 14 janvier 1912.

dans cet enfer d'intolérables misères et souffrances humaines que sont les infâmes réduits qu'il nous a été donné de voir et en comparaison desquels les plus noires prisons sont des palais.

Que de misérables constructions à un, deux ou trois étages, quelquefois même réduites au rez-de-chaussée, tenant à peine debout ! Que d'escaliers délabrés et branlants, aux marches gluantes, aux senteurs écœurantes ! que de taudis humides et surpeuplés !

Mais, dira-t-on, n'y a-t-il pas quelque exagération à présenter le bouge comme caractéristique à peu près générale des maisons bâties sur terrains des hospices. Pour être juste, il faut reconnaître que le mal s'y présente sous des degrés différents. Mais de maisons véritablement hygiéniques, le nombre en est fort limité.

Cependant, grâce à une demande du maire de Lyon, prévoyant des baux de 45 ans, pour les maisons construites dans les parages de la nouvelle gare des Brotteaux, ces dernières n'ont pas l'aspect horrible que nous avons constaté à peu près partout. Cependant, construites assez légèrement, il faudra les revoir dans quelques années, lorsqu'elles auront subi les rigueurs du temps.

Nous nous faisons aussi un devoir de signaler une maison, située 118, Avenue Thiers, qui présente un éclatant contraste avec ce que nous avons été ha-

bitués à voir. Quelques autres méritent la même mention, mais en bien petit nombre, devant la masse des taudis. Leur situation plus favorable découle d'une durée de bail plus grande, qui a permis une construction plus soignée, sans être cependant sans reproche : leur tare fondamentale qui est la location du terrain, sur lequel elles ont été élevés, ne tardera pas à apparaître sous l'injure des ans.

Quoi qu'il en soit, la situation est d'une façon générale épouvantable.

Que ceux qui seraient tentés de nous accuser d'exagération ou de parti pris, aillent jeter un regard d'ensemble sur l'aspect misérable du quartier des Brotteaux, — à part 4 ou 5 grandes avenues, — et les parties de celui de la Guillotière où existent des immeubles bâtis sur terrains des hospices : que munis d'un plan indicateur du domaine hospitalier, ils visitent plus spécialement, derrière la gare des Brotteaux, les rues Desgranges, chemin de Bellecombe, rue Pétrequin, des Prés, etc. : un peu plus loin les quartiers Corne de Cerf et de la Villette et surtout les rues Riboud, d'Aubigny, Gaudolière, Ternois, chemin Corne de Cerf.

Un peu plus bas, la partie de la rue Paul Bert entre les rues Danton, d'Esling, de la Bannière et du Lar.

Mais ici nous sommes en plein faubourg à clientèle un peu spéciale et où la situation tout en ne

cessant pas d'être déplorable pourrait encore à la rigueur présenter quelque excuse.

Mais, si de la rue Paul Bert, nous gagnons la rue Garibaldi où les quelques immeubles bâtis sur terrains des Hospices en présentent toutes les caractéristiques générales, particulièrement aux abords de la rue Moncey, la situation ne change pas. C'est d'abord la partie de la rue Masséna entre la rue Moncey et le cours Lafayette.

Pius bas, en allant au Rhône, le quadrilatère formé par les rues Tête d'Or, de Sèze, Garibaldi, Lafayette et en particulier la rue Robert.

Sur le cours Vitton, à gauche en allant à Villeurbanne une masse sombre se détache, entre les rues Masséna et proximité de la rue Tête d'Or. C'est un nouvel et vivant exemple de ce qu'est capable de produire l'administration des biens des Hospices.

Puis en plein centre des Brotteaux entre les somptueuses, sinon artistiques, villas du Boulevard du Nord et les palais de l'avenue de Noailles, ce sont les rues Sully, Montgolfier, l'avenue Duquesne, les rues Montbernard, Barème, commandant Faurax, coupées par les rues Tête d'Or, Garibaldi, du Musée, Boileau, Félix Jacquier, Duguesclin, de Créqui et Vendôme où tout serait à signaler sauf quelques immeubles salubres, quelquefois même somptueux, mais dont les terrains n'appartiennent plus aux Hospices.

Attirent particulièrement l'attention une ou deux mesures derrière l'église de la Rédemption et la masse de la rue Sully comprise entre les rues de Créqui et du Musée : à côté dans les rues de Crillon et Tronchet, il y aurait aussi quelques immeubles à signaler.

De l'autre côté du Cours Morand, c'est le quadrilatère formé par les rues Duguesclin, Bossuet Créqui et la Cours Lafayette et en particulier le passage Vendôme.

Enfin, pour en terminer avec les Brotteaux la masse entre les rues Garibaldi, Cuvier, Duguesclin et le Cours Lafayette.

Sur le cours Lafayette lui-même, beaucoup de constructions misérables à côté de maisons modernes illustrent à peu près partout les terrains des Hospices.

Parvenu de nouveau à la Guillotière, nous citons, au passage, les rues Rabelais, Charpenais, de Bonnel, Dunoir, Servient, de la Part-Dieu et Mazenod, traversées par les rues Vendôme, Créqui, Duguesclin, Boileau et les rues Voltaire et François Garcin, et toute la rue Moncey : A noter parmi un assemblage à peu près uniforme de mesures, le contraste offert, place Guichard, par les façades en bordure sur les rues Vendôme et Créqui et celles riveraines des rues de la Part-Dieu et Mazenod, contraste qui indique suffisamment les propriétaires de ces divers terrains.

A signaler aussi dans cette masse, où le regard n'a que l'embarras du choix, la splendeur plus particulière encore des bouges de la rue Voltaire aux environs de la rue de la Part-Dieu.

Sur l'Avenue de Saxe, nous remarquons la partie comprise entre les rues Charpenay et Chaponnay, du côté gauche en suivant le Cours du Rhône : du côté droit, les façades entre les rues de la Part-Dieu et Moncey et à proximité de la rue Paul Bert.

Puis, à deux pas de la Préfecture, dans les rues Pierre Corneille et Molière, dans les limites formées par les rues Servient et Villeroy, de nombreuses maisons pourraient concourir, sans désavantage, avec tout ce que nous avons remarqué de plus horrible.

En traversant, à nouveau, l'Avenue de Saxe, nous sommes conduits aux environs de la Place Voltaire et de la rue Vaudray où les constatations sont encore particulièrement faciles.

Au Sud de la rue Villeroy, les Hospices ne possèdent que quelques ilots, suffisants cependant pour jeter leur note sombre dans un quartier déjà peu luxueux.

Ce sont les environs de la place Vendôme vers les rues Vendômes et du Pensionnat.

Ce sont les masses comprises entre les rues de la Madeleine, Saint-Lazard, du Colombier ; quelques maisons dans la rue d'Avignon à proximité de la rue

des Trois Pierres et Dumoulin (du côté gauche en suivant le Rhône) et le quadrilatère des rues d'Avignon, Trois Pierres, Creuzet et Dumoulin. Enfin, à proximité de la rue de Marseille le quadrilatère des rues Saint-Michel, Croix-Jordan-Montesquieu et Béchevelin où se trouvent une ou deux maisons passables à côté de masures innomables.

Telle est, rapidement entrevue, la situation déplorable des maisons bâties sur le domaine des Hospices situé dans la ville de Lyon.

En dehors de Lyon, notre grand établissement hospitalier, possède, à Villeurbanne, d'immenses terrains dans le quartier, vulgairement nommé le Tonkin, où il serait possible de faire aussi de nombreuses critiques surtout à proximité du parc, mais où également la situation serait peut-être moins lamentable.

Bien que toutes les protestations nécessaires, devant cet état de chose désastreux, n'aient pas été formulées, la question a été cependant portée devant le Conseil municipal, en mars 1906, à la suite de l'écroulement d'une maison située rue Bugeaud, qui fit plusieurs victimes (1). L'instigateur, M. Curtelin, exposa que nombre de maisons bâties sur le terrain des Hospices ne présentaient pas plus de garanties de solidité que celle qui venait de s'écrouler. Les

(1) *Bulletin municipal de la ville de Lyon*. Séance du 6 mars 1906. (*Procès-verbaux*, 1906, I, p. 41).

propriétaires, disait-il, à la merci d'un renouvellement de bail, se désintéressent absolument de la sécurité de leurs locataires et ne font qu'au dernier moment les réparations indispensables.

M. Pic s'associait à ces paroles et se demandait si le procédé employé par les Hospices est bien le meilleur et s'il n'y a pas de très gros inconvénients à entretenir dans le centre de la ville de véritables masures : il lui semblait indispensable de mettre à l'étude d'autres procédés de mise en valeur du sol et il terminait en demandant, conformément à un vœu du Bureau d'hygiène, la création du Casier sanitaire des maisons : car il pensait que les mesures que l'administration prendrait auraient peut-être aussi l'avantage de faire sortir les Hospices de leur routine et d'avancer la solution du problème des logements ouvriers.

M. Arnaud, malgré les observations de M. le Maire, dégageant la responsabilité des Hospices, concernant l'accident, disait : « Il y a bien quelqu'un qui doit être responsable, au moins moralement... M. Pic avait raison quand il disait qu'on devrait prendre des mesures pour interdire les procédés d'exploitation actuelle des terrains des Hospices et faire disparaître les tristes masures qui les couvrent et qui donnent à leurs propriétaires un rendement bien supérieur à celui des maisons modernes. Il y a là une véritable exploitation de la classe ouvrière qui

doit disparaître. Nous sommes tous partisans de la création de logements ouvriers à bon marché et sains et notre tâche doit être de vaincre la routine de l'administration des Hospices qui dans une certaine mesure est responsable de l'accident que nous déplorons. »

En 1912 ces paroles seraient encore à formuler. La routine n'a pas été vaincue.

Cependant au début de 1910, une excellente mesure a été prise par le Bureau d'hygiène.

A la suite d'une entente entre l'administration préfectorale et l'administration municipale, les Hospices doivent communiquer au Bureau d'hygiène les projets de renouvellement des baux des terrains à construction.

Une visite est opérée par le service d'Hygiène qui inspecte les constructions édifiées sur ces terrains et prescrit les travaux d'assainissement reconnus nécessaires. Les locataires sont invités par l'administration des Hospices à signer un engagement, stipulant qu'ils se conforment aux prescriptions administratives, sous peine de voir leur bail annulé.

La plupart des propriétaires ont jusqu'ici fait exécuter les travaux qui leur avaient été prescrits.

Dans un certain nombre de cas, il a dû être prononcé des interdictions d'habitations, concernant des locaux impossible à améliorer.

Et ainsi 30 interdictions étaient prononcées

en 1910 et 39 du 1^{er} janvier au 15 novembre 1911.

C'est là une excellente mesure, susceptible d'apporter quelque amélioration, mais non la solution du problème.

D'une part, les enquêtes sont faites longtemps avant la fin du bail (ordinairement trois ans) : si bien qu'une maison à peu près salubre à cette époque, pourra, si l'on considère sa construction légère, avoir besoin de réparations, dès le début du nouveau bail.

D'autre part, peut-on toujours ordonner toutes les réparations indispensables ? N'est-on pas réduit à un minimum insuffisant, si l'on songe que la reconstruction complète serait souvent à demander ?

Enfin, quant à l'exercice du droit d'interdiction lui-même, n'est-on pas souvent obligé de fermer les yeux ? Si l'on voulait sévir, l'on serait obligé d'interdire un nombre incalculable de logements.

Or, en l'état actuel de l'habitation ouvrière où irait se loger la population qui habite ces taudis.

Cette histoire navrante qui nous a été contée, déjà assez fréquente, paraît-il, se renouvellerait sans cesse :

Un locataire ayant vu le logement qu'il occupait, frappé d'interdiction d'habitation, vint au Bureau d'hygiène : il y reconnut parfaitement l'insalubrité de sa demeure, la justesse de la mesure prise ; mais il se demandait où il irait se loger pour le même prix : un autre taudis qu'il paierait probablement plus cher

l'attendait encore et si le service d'hygiène voulait généraliser cette mesure c'était la rue qui le guettait ainsi qu'une foule de pauvres gens comme lui.

Il est donc impossible de procéder à une interdiction générale de tous les bouges, si l'on ne possède pas des logis salubres pour les remplacer.

La mesure qui s'impose est d'obliger les hospices à construire des maisons salubres et à bon marché. Ce serait aussi, si l'interdiction complète de la location de leurs terrains est à peu près impossible, de ne leur pas permettre la concession de baux de moins de 45 ans, pour les emplacements destinés à l'habitation.

La question est d'une excessive gravité, si l'on considère que le troisième et le sixième arrondissement comptent parmi les quartiers où la tuberculose sévit le plus et où la durée moyenne de la vie est la plus courte, comme nous le montre le tableau ci-contre :

*Décès par tuberculose et moyenne de vie
dans les différents arrondissements de Lyon*

	1 ^{er} arrondissement	2 ^e arrondissement	3 ^e arrondissement	4 ^e arrondissement	5 ^e arrondissement	6 ^e arrondissement	Total
Nombre de décès par tuberculose en 1910.	157	176	570	82	196	234	1.415
Proportion p 1.000 .	2,79	2,40	3,55	2,26	3,25	2,78	2,99
Moyenne de vie . .	45,98	46,01	41,55	55,85	50,90	42,05	45,35

Si nous possédions le casier sanitaire de chaque maison, quelles terribles histoires nous conteraient ces bouges issus de l'exploitation des hospices, ces foyers de tuberculose où le mal va sans cesse en s'exaspérant.

Aussi désirerions-nous voir la Presse tout entière et surtout nos grands quotidiens mener l'ardente campagne que comporte cette administration déplorable.

Un jeune hebdomadaire défunt, *Le Lyonnais*, a déjà jeté le cri d'alarme (1). Son premier article dépeignant la triste situation du quartier des Brotteaux, lui ayant valu une réponse de la *Construction lyonnaise* (2), trouvant inopportun d'attaquer l'institution séculaire dont s'honore la ville de « Lyon » et injuste de crier au « scandale » devant l'exploitation de son domaine, M. Armand Bickert, rédacteur en chef de *L'hebdomadaire*, répondait : « il y a scandale », pour un établissement hospitalier « d'entretenir dans un quartier, la tuberculose et la prostitution ».

§ 3. — *L'œuvre de la municipalité.*

Si les hospices de Lyon n'ont pas compris quel était leur véritable rôle et même leur devoir, la mu-

(1) *Le Lyonnais. Le scandale des hospices*, A. Bickert, 30 avril 1911, 7 et 28 mai 1911.

(2) *La Construction lyonnaise*, 11 mai 1911.

nicipalé par contre, dès octobre 1908, avait senti l'insuffisance des moyens d'action accordés expressément par la loi de 1906 aux communes, dans la solution du problème de l'habitation. Elle avait vu combien aurait été plus efficace l'intervention directe ; et dans le silence des textes de loi, M. Herriot, maire de Lyon, proposait, par un rapport en date du 17 juillet 1908, de faire édifier et exploiter par la ville, sur les terrains lui appartenant, des habitations hygiéniques à bon marché, conformes aux prescriptions édictées par la loi du 12 avril 1906 et avec attribution des avantages conférés par elle (1).

Au Conseil municipal une longue discussion, portant sur la légalité de cette proposition, fut soulevée par M. Regaud : cependant sur la demande du maire le vœu suivant fut adopté :

« Le Conseil municipal,

• Profondément convaincu que les constructions d'habitations à bon marché ont une utilité de premier ordre pour la classe ouvrière,

Prie instamment M. le Président du Conseil et M. le ministre du Travail de bien vouloir faire rapporter ou interpréter libéralement la circulaire ministérielle du 27 février 1907 et examiner de très près la question de savoir si la loi du 12 avril 1906, n'autorise pas les

(1) *Bulletin municipal (Procès-verbaux, 1908, II, 11 octobre.*

communes à construire directement des habitations à bon marché. »

M. le Maire pressentit alors le Bureau de bienfaisance qui déclara pouvoir affecter à une entreprise de ce genre 220.000 francs, soit le 1/5 de son patrimoine, limite déterminée par la loi de 1906. C'était insuffisant.

L'administration de notre ville se décida alors à susciter la création d'une société anonyme qu'elle favoriserait dans les limites déterminées par la loi. Une commission spéciale fut nommée dans le sein du Conseil municipal et chargée d'élaborer les statuts d'une société d'habitations économiques qui porterait le nom de « Société anonyme démocratique des habitations hygiéniques à bon marché de Lyon (1) ».

Les statuts furent approuvés par l'autorité supérieure et la société constituée au capital de 400.000 fr.

L'intervention de la ville se manifeste sous deux formes ;

1° Par la garantie d'un intérêt de 3 0/0 pendant 10 ans.

2° Par des réductions de prix à accorder dans les limites légales, sur les terrains que la ville serait appelée à céder à la société.

Cette œuvre est en bonne voie, mais ne pourra pro-

(1) *Bulletin municipal* du 24 avril 1910.

duire que de bien faibles résultats ; et M. Herriot reste convaincu que la solution du problème de l'habitat humain dépend pour beaucoup de l'intervention directe des municipalités ; c'est du moins l'esprit qui se dégage de ses dernières conférences où fut traitée cette question (1).

Il y demanda et la réforme de notre loi désuète de 1841 sur l'expropriation et la reconnaissance de la faculté pour les communes de pouvoir construire et exploiter en régie des habitations salubres et à bon marché.

Notre ville paraît d'ailleurs des mieux placée, pour intervenir ; d'une part, elle possède de vastes terrains, principalement dans le quartier Perrache où des habitations salubres et à bon marché seraient les bienvenues. D'autre part, des quartiers entiers doivent être démolis : la ville devra avoir à ce moment le droit de construire des maisons afin que la spéculation ne s'empare pas des terrains et y fasse construire des habitations d'où les ouvriers qui occupent actuellement ces quartiers seraient bannis.

L'ignoble quartier Moncey sera probablement, un des premiers, appelé à disparaître : un fond de réserve est en voie de constitution à ce sujet.

(1) Impressions d'Allemagne : Salle Rameau, 3 décembre 1911. Meeting des locataires, 14 janvier 1912, Cirque Rancy.

Mais pour voir la réalisation de ces projets il est de toute nécessité que notre loi de 1841 sur l'expropriation soit révisée dans le sens que nous avons déjà indiqué : les finances municipales ne seraient jamais en effet capables de supporter les prétentions exorbitantes des propriétaires de masures, prétentions dont un avant goût nous a été donné lors de quelques expropriations nécessitées par la voirie ou la construction de groupes scolaires : pour le premier cas, notamment à l'intersection des rues des Tables Claudiennes et montée de la Grande Côte, où un immeuble à destination d'ignobles garnis a dû être payé 80.000 francs alors qu'en toute justice l'indemnité n'aurait été due que pour le terrain et les matériaux de démolition.

Pour conclure, nous dirons donc que notre municipalité attend avec impatience que la loi lui donne les moyens d'intervenir avec efficacité. Nous croyons pouvoir avoir toute confiance en son activité lorsque le législateur aura accompli ce que nous attendons de lui.

La loi de 1902 y est, en effet, appliquée aussi bien qu'elle peut l'être, et la quotité de travail fournie par le Bureau d'hygiène nous est révélée par le nombre croissant des plaintes instruites, visant l'insalubrité du logement :

En 1902.	270 environ	
— 1903.	295	—
— 1904.	678	} Chiffres exacts
— 1905.	838	
— 1906.	891	
— 1907.	928	
— 1908.	1.096	
— 1909.	1 130	} Chiffres exacts
— 1910.	1.263	
— 1911.	2.000 environ	

Ce que nous demanderons, cependant, avec insistance, c'est la création rapide du Casier sanitaire. On nous a assuré d'ailleurs que la réalisation n'était plus qu'une question de jours : nous espérons que le nombre n'en sera pas trop important.

DEUXIÈME PARTIE

Le lait.

Chapitre I. — Les dangers de la production et de la vente actuelle du lait.

Chapitre II. — Le Remède.

CHAPITRE PREMIER

LES DANGERS DE LA PRODUCTION ET DE LA VENTE ACTUELLES DU LAIT

Si l'habitation est un facteur influent de la santé humaine, l'alimentation et en particulier le lait dont l'usage est de plus en plus fréquent, n'en est pas un moindre. Il entre dans la préparation de nombre de plats simples et peu coûteux. La médecine l'emploie chaque jour davantage. Les dures nécessités de l'atelier ou celles moins justifiables de la mode obligent les mères à renoncer au nourrissage au sein. Un lait abondant et de bonne qualité nous serait donc de plus en plus nécessaire. Malheureusement si la quantité ne fait pas défaut, il n'en est pas de même de la qualité.

Produit, assez souvent, dans des étables mal tenues par des vaches tuberculeuses ou nourries de façon défectueuse. — Les résidus de distillerie remplacent quelquefois le pâturage — dans des condi-

tions de traite déplorables — vaches et doigts du trayeur souillés — il est envoyé au loin par toutes les intempéries, dans de mauvaises conditions de transport, renfermé dans des bidons non plombés, après un ramassage peu rapide, favorisant les mouillages, les écrémages, les transvasements.

A l'arrivée manipulations de toutes sortes par les garçonslaitiers, nouveaux transvasements, échanges, partages. Chez le laitier une installation sommaire l'attend. Puis c'est la livraison à domicile avec tous ses inconvénients : le lait se baratte, s'écume par suite des cahots : Les livreurs puisent dans les bidons, souvent découverts, à l'aide de récipients exposés aux poussières de la rue. Aucun contrôle pendant cette opération : les transvasements, les mouillages peuvent s'opérer impunément.

Ainsi un aliment sain et nutritif devient, grâce à une production souvent défectueuse à une collecte et une vente désastreuses, un agent de troubles vitaux de toutes sortes.

Les médecins peuvent-ils ordonner une pareille mixture comme régime aux personnes souffrant de l'estomac ou d'autres affections ?

Mais surtout cet aliment indispensable aux enfants est la source d'une mortalité infantile effroyable. A Lyon sur environ 8.500 naissances par an, 1.200 sont suivies de mort la première année, et pour moitié les troubles digestifs en sont la cause. La mortalité

qui s'élève de 15 à 30 0/0 pour les enfants nourris au sein atteint jusqu'à 44 0/0 pour ceux nourris par le lait de vache. Puisque malgré les louables efforts de quelques sociétés, l'allaitement maternel disparaît de plus en plus, il faudrait au moins que le lait de vache soit produit par des bêtes saines, nourries avec des soins spéciaux et nous offre des garanties innombrables de pureté et d'intégrité.

A notre époque où la question de la dépopulation de la France est sur toutes les bouches, où l'on propose les remèdes les plus divers : encouragements aux familles nombreuses — et en attendant elles sont à la rue ou en des bouges — impôt sur les célibataires, sur les familles sans enfants : obligation pour les fonctionnaires d'être mariés, d'avoir des enfants et même de voir régler leur avancement suivant leur nombre, il ne nous paraît pas trop osé de demander l'intervention directe de ces grandes collectivités qui sont les communes et les établissements publics dans cette grave question de l'aliment essentiel du premier âge.

Si, comme nous le pensons, malgré tous les remèdes proposés, il est à peu près impossible, en notre état de civilisation, dans notre France malthusianiste, de relever notre natalité, que l'on prenne au moins les mesures nécessaires pour enrayer cette effroyable mortalité des tout petits que nous subissons, grâce au taudis et à une alimentation défectueuse.

Nous ne manquons peut-être pas tant de naissances que de mesures pour conserver ceux qui souvent ne demanderaient qu'à vivre. L'on pourrait même, en effet, s'étonner que la mortalité ne soit pas plus élevée dans les conditions actuelles de l'allaitement. L'on parle de dégénérescence de la race et pourtant un nombre encore important de ces petits estomacs délicats supportent le breuvage innomable qu'on leur présente sous le nom du lait. Le mouillage peut se faire dans une proportion de 20 à 30 0/0 et diminuer ainsi la valeur du lait de $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{3}$ sans que cette opération soit reconnaissable à première vue. Ajoutez à cela les altérations anti-hygiéniques par suite de la malpropreté ou de l'infection de l'eau du mouillage, ou l'écémage, ou l'emploi de produits chimiques, sous prétexte de conservation. Ce liquide contient alors assez de germes morbides pour que nous puissions voir des inconvénients à ce qu'il soit débité par un marchand tuberculeux comme cela arrive quelquefois(1). Ainsi donc, sont approvisionnées en lait toutes les grandes villes où le producteur vendant lui-même son produit devient de plus en plus rare. A Lyon on n'en pourrait encore compter que quelques centaines.

Mais là même ou le producteur vend lui-même, la situation est-elle meilleure ? Nous ne le croyons pas.

(1) *Annales de la régie directe*, 1909, p. 67. Dr N. Ensich, *L'hygiène publique et la régie du lait*.

Seul peut-être et encore ! — l'emploi de produits chimiques est moins à craindre. Mais les mouillages, écrémages, transvasements y sont aussi en honneur que la propreté l'est peu. Combien de fois n'avons-nous pas vu dans une ville assez importante de notre région et approvisionnée complètement par les producteurs un certain nombre de ceux-ci renoncer à la vente du breuvage qu'ils apportaient aux bonnes gens de la ville et retourner chez eux à l'annonce de la possibilité d'une inspection pourtant bien peu redoutable.

Cependant comme certains ont, et à juste titre, la réputation d'avoir du bon lait, les demandes affluent. Ne pouvant satisfaire à toutes les offres d'achat ils s'adressent à leurs collègues. Et alors ce sont des échanges, des transvasements innombrables opérés souvent sur la voie publique.

Que dire du débit lui-même ? Les consommateurs viennent s'approvisionner avec des récipients divers, souvent avec des bouteilles plus ou moins propres à l'extérieur. Pour éviter une perte de ce liquide précieux les flacons sont placés au-dessus de l'ouverture du bidon dans lequel retombe augmenté ce que laisse échapper le verseur maladroit.

Petites ou grandes, fournies par les producteurs ou par des intermédiaires, les villes sont alimentées en lait d'une façon fâcheuse pour la santé publique. Qu'ont-elles pour se garantir contre cet état de chose ?

Seulement les vagues garanties que nous confère la police, souvent désarmée, des denrées alimentaires. Nous ignorons tout de la vache et de son alimentation, de l'étable et de la traite.

Ce contrôle lui-même est relativement difficile et incertain. Il a fallu établir des données minima si bien que tel lait satisfaisant à l'analyse a pu être falsifié tandis qu'un autre approchant de la limite peut être pur.

A Lyon en particulier, d'après M. Maurer (1), ce contrôle serait très peu actif. Autrefois confié à la municipalité, il est actuellement un service préfectoral. Cependant, les saisies et analyses faites ont démontré l'existence de 75 0/0 de lait falsifié. Sur cent échantillons prélevés cinq seulement furent reconnus parfaitement bons, si bien que si l'inspection voulait sévir la ville serait privée de lait (2).

D'ailleurs, malgré les efforts de certains commerçants généreux et intelligents, mais trop peu nombreux, malgré surtout l'œuvre des gouttes de lait qui existent à Vaise, aux Charpennes et sont particulièrement bien installées à la Guillotière mais dont le chiffre d'affaire est trop restreint, notre ville est réellement dépourvue de bon lait, puisque la municipalité a pris l'initiative heureuse de la vacherie du

(1) et (2) Marius Maurer, *Du rôle des débouchés en agriculture. La production et la vente du lait dans la région lyonnaise*, 3^e partie, ch. 1.

Parc, installation moderne et pratique comprenant une quarantaine de vaches choisies par le vétérinaire de l'établissement, bonnes laitières plutôt que de formes irréprochables et toutes tuberculinisées.

L'étable est spacieuse et éclairée par de hautes fenêtres, surmontée d'une grange et bâtie sur cave-silo desservie par des monte-charges. Les mangeoires et les râteliers sont supprimés. A la hauteur de la tête de l'animal un bâti en ciment court de chaque côté d'un couloir central assez large pour donner passage à un char. La coupe verticale de ce bâti présente l'aspect d'une table un peu surélevée d'environ 40 centimètres de largeur et servant à déposer la nourriture des bêtes, puis d'une cuvette servant alternativement de mangeoire et d'auge. Les cuvettes, isolées les uns des autres, ont chacune un robinet qui y amène à volonté l'eau chaude ou froide et un autre robinet servant à vidanger.

L'entretien de chaque bête revient à deux francs par jour. Le lait coûte environ 0,235 le litre. Il est stérilisé par un procédé simple et hygiénique. On le maintient pendant une heure à 110°. Après cette opération il revient à 0,33.

On ne peut que louer la municipalité de cette tentative excellente tout en regrettant que la vacherie ne puisse fournir que les crèches municipales.

CHAPITRE II

LE REMÈDE

Nous venons de voir le mal. Quel doit être le remède ? Comment atteindre ces crimes contre l'hygiène. Il faut, dit M. Ensich (1), substituer à une responsabilité éparpillée une responsabilité collective. De même que l'on a été conduit à la régie de l'eau, on sera infailliblement amené à la régie du lait.

En Angleterre les établissements charitables de Sheffield ont établi une ferme à Ecclesfield dans le but de produire du lait et de donner du travail aux gens sans travail qui s'en montreraient dignes.

A Londres, le Conseil de Comté fournit directement le lait à ses asiles, Workhouses, infirmeries, hôpitaux d'isolement. De même les métropolitan asylands board.

Certaines villes entretiennent du bétail dans leur

(1) Dr N. Ensich, *L'hygiène publique et la régie du lait, Annales de la régie directe*, 1909, p. 67.

domaine agricole. Il en est ainsi à Birmingham, Reading, Nottingham et à Liverpool il est question de la production et de la municipalisation du lait dans les fermes possédées par la ville.

Les municipalités de Saint-Hélens, Liverpool et Bateria ont établi des usines pour la production de lait stérilisé et maternisé.

Ce mouvement généreux doit être suivi en France. Il ne s'agit pas bien entendu de demander aux villes et aux établissements publics de prendre la place des nombreux producteurs actuels. Ce serait une utopie irréalisable.

Mais les établissements publics pourraient, comme en Angleterre — et ce serait leur rôle essentiel — édifier des étables modèles régulatrices avec des conditions d'hygiène que le consommateur est en droit d'attendre.

Les villes, comme cela existe à Lyon par la vacherie du Parc, pourraient les suivre dans cette voie. Mais là n'est pas et ne doit pas se borner leur rôle essentiel. Ce n'est pas la solution du problème. Elles devront intervenir directement entre les producteurs et les consommateurs, réclamant aux déposants, qui seront ainsi amenés à se grouper en syndicats pour défendre leurs intérêts, toutes les garanties d'hygiène, et écoulant le dépôt dans les meilleures conditions pour la santé publique.

La régie municipale n'acceptera le lait que des

propriétaires ou fermiers isolés ou groupés en syndicats qui s'engageront à le livrer dans les conditions stipulées dans un contrat qui devra contenir les clauses suivantes, obligatoires sous peine d'amendes et de résiliation :

1° Détermination de la race des vaches :

2° Nécessité de leur tuberculinisation ;

3° Obligation d'une nourriture saine, de bonne qualité, exempte de substances qui pourraient altérer la composition et la saveur du lait, tels que résidus de distillerie, navets, choux, gesses, betteraves, tourteaux de colza, etc.

4° Aucun prétexte ne pourra être invoqué pour les laisser à l'étable pendant l'été ;

5° Les étables devront être bien tenues, la paille renouvelée, les bêtes nettoyées avant chaque traite ainsi que les mains des trayeurs ;

6° Des inspecteurs veilleront à l'exécution de ces stipulations.

Une bonne production étant ainsi assurée, une collecte rapide devra être organisée. Aussitôt ramassé le lait devra être enfermé dans des bidons rigoureusement plombés.

Les villes devront imposer aux compagnies de chemin de fer, là où il y aura lieu d'y avoir recours, l'amélioration de leurs moyens de transport.

Puis le lait sera amené en des dépôts parfaitement bien organisés pour sa conservation et sa pasteurisation.

sation, contenant des laboratoires, des salles de refroidissement, etc.

Des magasins de vente y seront annexés. Dans les grandes villes, le régime actuel des garçons livreurs pourra être maintenu. Mais pour empêcher le lait de se baratter et de s'écrémer par suite des cahots, d'être exposé aux poussières de la rue par suite de l'ouverture des bidons et d'être mouillé, il ne sera livré qu'en bouteilles cachetées ou bien l'on emploiera des voitures parallépipédiques, comme cela a lieu en Allemagne, divisées en compartiments verticaux dans lesquels on placera un récipient à lait de forme prismatique, fermé d'un cadenas, muni d'un robinet et dont l'intérieur renferme trois cloisons horizontales en métal.

Cette organisation serait coûteuse. Aussi les villes sont-elles seules capables de la réaliser : et du fait que l'hygiène la réclame, la municipalisation du lait s'impose.

Nous avons déjà vu que la terre classique de la liberté individuelle, l'Angleterre, était entrée dans cette voie.

Des villes allemandes comme Cologne, Munich, Edelsbach, Ulm ont suivi cet exemple.

En Suisse, soit par peur du Socialisme, soit par considérations financières, soit par crainte de ne pouvoir concurrencer les petites entreprises travaillant à peu de frais, l'assemblée communale de la

Ville de Zurich, a rejeté le projet de la municipalité (1) prévoyant une laiterie coopérative communale; cependant elle adoptait la motion Badmer-Weber invitant le Conseil municipal à étudier d'autres moyens susceptibles d'accroître l'influence de la ville dans la fourniture du lait et « la majorité du Conseil municipal reconnaissait ainsi que la fourniture du lait est une question qui ne peut ni ne doit être enterrée définitivement ». Le rôle que joue le lait dans la vie du peuple, dans la vie des populations urbaines, en général, et dans la vie de chaque famille, exige que l'on prenne des mesures pour faire cesser les abus existants. La tâche qui s'impose le plus immédiatement aux autorités municipales est de procurer aux nourrissons un lait parfaitement pur (2). »

D'autre part des projets sont à l'étude à Berne (3) et à Bienne.

A Milan où le lait se trouve au point de vue industriel dans des conditions déplorables — étables dégoûtantes, vaches souvent tuberculeuses, modes de transport primitifs, laiteries rudimentaires, la question a été portée devant le Conseil municipal (4) où il a été proposé : 1° de recevoir le lait dans un dépôt

(1) *Annales de la régie directe*, 1909, p. 122.

(2) *Annales de la régie directe*, avril 1910, p. 188.

(3) *Annales de la régie directe*, avril 1911, p. 192.

(4) *Annales de la régie directe*, septembre 1911, p. 343.

unique afin d'y être examiné, stérilisé, mis en bouteille : 2° d'indiquer le lait écrémé à l'acheteur.

En France, le rapport déposé par M. Lucien Cornet, au nom de la Commission de l'Agriculture dans la précédente législature, sur le bureau de la Chambre des Députés et relatif à la proposition de loi ayant pour but la répression des fraudes dans le commerce du lait, devenu caduc, a été repris sur la demande signée de 20 membres, conformément à l'article 18 du Règlement de la Chambre, modifié par la résolution du 16 juin 1903, et renvoyé à la commission de l'Hygiène publique (1).

Le rapporteur indique d'abord la nécessité d'une législation spéciale sur le lait, la loi générale du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en restant un adjuvant nécessaire, réglementant la procédure à suivre pour les prélèvements, les analyses et expertises et fixant les pénalités encourues par les délinquants.

Puis il envisage quels seront les effets de son application au point de vue de l'hygiène publique et surtout de la diminution de la mortalité infantile.

Après avoir cité les paroles, prononcées par M. Waldeck-Rousseau, au Sénat : « En France on ne naît pas assez et on meurt trop, » M. Cornet, considérant qu'il est plus facile de diminuer le nombre des décès

(1) *Industrie laitière*, 23 avril 1911, p. 281.

que d'engager les gens à procréer, examine les causes de la mortalité infantile due d'après lui pour 55 à 60 0/0 à la gastro-entérite et à l'athrepsi, occasionnées elles-mêmes, d'une part, par le manque, chez les mères, de notions d'hygiène infantile rudimentaires et d'autre part et surtout par la mauvaise qualité du lait.

Quant à la mauvaise qualité du lait elle viendrait de l'alimentation défectueuse des bêtes laitières : il nous cite l'exemple de Lille où les vaches sont en stabulation constante et nourries non de verdure, qui n'y existe pour ainsi dire pas, mais de tourteaux et de son et surtout des particulièrement dangereuses drèches et pulpes. Les pulpes ensilées principalement, dès que la température augmente forment de véritables toxines qui, ingérées par les vaches, passent dans le lait et ne sont détruites ni par l'ébullition ni par la stérilisation.

Comme il est à peu près impossible d'interdire aux producteurs, vendant du lait destiné aux enfants, d'alimenter leurs bêtes laitières avec des drèches ou des pulpes on pourrait y arriver indirectement, en fixant, comme l'indique la proposition de loi, un minimum de teneur en beurre du lait pur : car les drèches et les pulpes diminuent considérablement la teneur en matières grasses du lait.

Mais la mauvaise qualité vient aussi de l'écémage ; comme il n'est pas possible d'interdire la vente de

lait écrémé, il faut faire pour le lait ce que la loi du 16 avril 1897 a fait pour le beurre et la margarine, la séparation complète des deux commerces.

Puis après des conditions générales sur la disparition de l'allaitement maternel et la constatation que la mortalité par gastro-entérite sévit pour au moins 95 0/0 des cas, chez les enfants allaités artificiellement, M. Cornet passe à l'examen de la proposition de loi dont voici le texte, amendé et remanié par lui:

Art. 1^{er}. — Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente, d'importer au d'exporter, sous le nom de lait, avec ou sans qualificatif, un produit qui ne serait pas le résultat de la traite complète et normale d'animaux sains et non atteints de maladies contagieuses ou transmissibles.

Toute addition ou retrait d'un des éléments constitutifs du lait sera réputé falsification.

Art. 2. — Sera considéré comme lait normal, tout lait contenant au minimum de 3 0/0 de matière grasse et de 12 0/0 d'extrait sec.

Art. 3. — Sont prohibées, l'exposition, la mise en vente, l'importation ou l'exportation, la désignation en vue de la consommation publique d'une substance falsifiée comme il est dit à l'article premier ainsi que le lait colostral : le lait altéré par des microgermes ou des produits infectieux (lait acide, visqueux, putride, amer, bleu, rouge, etc.) soit à raison d'un état anormal ou d'une alimentation défectueuse

du bétail, soit par suite d'une tenue défectueuse de l'étable, de la laiterie ou des ustensiles de transport, soit pour tout autre cause (manipulations effectuées par des personnes peu soigneuses, etc.) : le lait provenant des animaux aux aliments desquels auraient été mêlées des plantes vénéneuses ou provenant d'animaux médicamentés à l'aide de substances toxiques.

Art. 4. — Les débitants de lait ne pourront sous aucun prétexte détenir aucune espèce de lait dont le commerce est interdit.

Art. 5. — Il est interdit à quiconque se livre à la vente du lait pur, défini par les articles 1, 2 et 3 de la présente loi, de détenir dans ses locaux ou dans quelque lieu que ce soit et de vendre du lait écrémé, ni d'en laisser vendre et détenir par une autre personne dans les locaux occupés par lui.

Le commerce du lait écrémé est interdit sur la voie publique.

Art. 6. — Toute personne qui veut se livrer à la vente du lait écrémé est tenue d'en faire la déclaration, à Paris, à la Préfecture de police, et, dans les départements, au maire de la commune où elle veut établir son débit.

Art. 7. — Les locaux, dans lesquels on conserve en dépôt et où on vend du lait écrémé, doivent porter une enseigne indiquant en caractères apparents d'au moins 30 centimètres (0^m,30) de hauteur, les mots : « Dépôt ou débit de lait écrémé. »

Art. 8. — Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les formalités à remplir pour opérer des prélèvements et la procédure à suivre pour assurer l'analyse contradictoire des marchandises ainsi prélevées, seront les mêmes que celles déterminées par les règlements d'administration publique prévus par l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905.

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 1^{er} août 1905 sont applicables à la présente loi.

Un décret, portant règlement d'administration publique, déterminera dans quelles conditions sera organisée et fonctionnera l'inspection sanitaire des étables, en vue de l'application des articles 1 et 3 de la présente loi.

Art. 9. — Sont présumés avoir connu la falsification ceux qui ne pourront indiquer le nom du vendeur ou de l'expéditeur et faire preuve que la falsification incombe à ces derniers.

Art. 10. — Ceux, qui auront sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi, seront punis des peines portées par les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 de la loi du 1^{er} août 1905 sur la « Répression des Fraudes » dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux laits condensés, aux laits

concentrés sucrés ou non, ainsi qu'aux laits deséchés en poudre.

Art. 12. — La présente loi est applicable en Algérie et aux colonies.

Cette proposition de loi émane d'une heureuse initiative : mais nous craignons un peu son inefficacité.

Nous savons, en effet, que des données minima de pureté sont toujours incertaines. Tel lait satisfaisant à l'analyse pourra être falsifié, tandis que tel autre approchant de la limite peut être pur.

D'un autre côté le rapporteur de la loi ne voit pas lui-même la possibilité d'interdire aux producteurs d'alimenter leurs bêtes avec des drèches ou des pulpes et croit y arriver en fixant un minimum de teneur en beurre, du lait pur. Nous croyons pouvoir lui objecter encore l'incertitude que nous donnera ce minimum de teneur en beurre, cette teneur pouvant varier beaucoup suivant la race des vaches.

Aussi même votée, cette loi sera insuffisante et la municipalisation du lait s'imposera.

Si l'on nous oppose que semblable municipalisation ne sera possible que d'une façon exceptionnelle, nous répondrons que presque toutes les municipalités ont la possibilité de prendre en régie directe au moins la fourniture du lait destiné aux nourrissons et que ce sera un grand pas fait dans la solution du problème.

Pour conclure, nous citerons ce passage emprunté

à un article du docteur Otto Kasdorf sur la question du lait dans les grandes villes (1).

« Les municipalités seront amenées, bon gré mal gré, à un contrôle et une réglementation, non seulement de la vente, mais de la production du lait. — Il suffira, pour cela, de créer des offices municipaux qui, sans porter atteinte à la liberté du commerce, donneront à l'arrivage plus de régularité, établiront l'équilibre entre la fourniture et les variations de la consommation mettront plus de stabilité dans les prix et veilleront à ce que producteurs et marchands observent les prescriptions hygiéniques qui leur seront imposées. »

« Pour cette œuvre, les municipalités devront faire appel à la collaboration, non seulement des spécialistes de la question du lait, mais des vétérinaires, des médecins et des économistes. Il y a encore, ici, pour les communes, un vaste champ d'action pratique, un champ dans lequel travaillent actuellement des forces sans cohésion, à qui les problèmes de détail font perdre de vue le problème d'ensemble qui est d'assurer l'alimentation et la santé du peuple. »

(1) *Documents du progrès*, mai 1911, p. 379.

TROISIÈME PARTIE

L'eau, les bains, les lavoirs.

Chapitre I. — L'eau.

Chapitre II. — Les bains.

Chapitre III. — Les lavoirs.

CHAPITRE PREMIER

L'EAU

L'eau est l'élément le plus essentiel de l'hygiène. L'eau doit être partout, l'eau doit être assurée à tous. Personne ne doit pouvoir arguer de sa misère pour vivre dans la malpropreté. « Livrer de l'eau à un prix tel, que les consommateurs soient portés à la ménager est un véritable crime social » (E. Bouvier) (1).

Le soin d'alimenter les villes, en eau potable, incombe aux municipalités et l'on a pu dire que c'était le service qui se prêtait le plus aisément à la régie directe.

Les commissaires de l'enquête américaine se sont tous trouvés d'accord au sujet de cette municipalisation. Là où le service des eaux a été municipalisé on a trouvé :

1° Une réduction de prix ;

2° Un service excellent ;

(1) E. Bouvier, *Les régies municipales*, livre cité, p. 108.

- 3° D'excellentes usines ;
- 4° Une amélioration de l'hygiène publique ;
- 5° Une rapide extinction du passif patrimonial.

Aussi en Angleterre, d'après M. Bouvier (1), en 1904, 1.045 entreprises étaient exploitées par les autorités locales et 251 par des compagnies. En Ecosse, existaient 14 compagnies seulement et pas une en Irlande.

En Allemagne dans 36 villes sur les 40 qui ont de 50 à 150.000 habitants le service avait été municipalisé et au total dans 45 villes. Ces services sont surtout bien organisés à Fribourg en Brisgau et à Munich (2).

En Italie, la régie existe dans plus de 140 villes. Le service des eaux est d'ailleurs obligatoire pour les communes italiennes en vertu de la loi d'hygiène du 22 décembre 1888 (art. 44 et 62) et la municipalisation a été en vigueur bien avant la loi de 1903, qui comprend ce service dans la liste, d'ailleurs non limitative, des entreprises pouvant être municipalisées.

Les services les plus importants sont ceux de Milan dont les recettes atteignent 2 millions, Florence, 1 million, Parme, Brescia, Turin, Spezzia, plus de 100.000 mille francs.

En Belgique (3) il y a régie dans trois grandes

(1) E. Bouvier, *Société d'économie politique. Les Régies municipales*, 1907-8, p. 480.

(2) *Annales de la régie directe*, 1909-10, p. 63 et 106.

(3) Ernest Breess, *Les régies et concessions communales en Belgique*.

viles dont Liège et Gand et dans la majorité des petites localités : quelques communes ont formé des syndicats intercommunaux.

En Suisse, ainsi qu'en Hollande, toutes les villes gèrent ce service.

Aux Etats-Unis, en 1899, 1.797 entreprises étaient municipales contre 1.539 entreprises privées.

En France, d'après M. Pic (1), plus de la moitié des villes exploitent directement le service des eaux.

A Lyon, en particulier, le service est municipal depuis 1902. D'après M. Edouard Herriot (2) « la ré-
« gie directe a procuré des résultats financiers apprê-
« ciable, elle a donné à l'administration municipale
« la possibilité de mettre en abondance l'eau, cet élé-
« ment si indispensable à l'hygiène, à la portée de
« tous, des ménages riches ou pauvres, car, non seu-
« lement, le prix des abonnements, pour l'usage do-
« mestique a été considérablement abaissé, (des 2/3)
« mais encore le prix de l'eau vendue aux proprié-
« taires de maisons ouvrières pour l'alimentation de
« leurs locataires a été réduit en de fortes propor-
« tions.

« Au triple point de vue, économique, hygiénique et
« social, une mesure administrative sage a été de re-

(1) P. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, 1908, p. 507.

(2) *Annales de la régie directe, 1909-10. La mise en régie du service des eaux à Lyon et ses résultats*, p. 37.

« fuser la régie intéressée proposée par la compagnie
 « qui aurait ainsi encaissé, sans risques et la ville dé-
 « boursé sans profits. »

Malgré donc l'énorme indemnité accordée par le Conseil d'Etat à la compagnie dépossédée, les résultats financiers sont satisfaisants. L'organisation de la compagnie, souvent quelque peu critiquable, a été entièrement révisée. Les usines à vapeur ont été transformées en usines électriques : les canalisations souvent défectueuses, comme dans la rue de la République où les eaux d'égouts peuvent contaminer l'eau potable, sont en voie de réfection : les réservoirs ont été et vont être encore augmentés : 25 nouveaux puits de filtration vont être creusés, sur la rive gauche du Rhône, près de l'usine du Grand Camp et assureront ainsi pour longtemps une marge suffisante pour faire face à l'accroissement de la consommation dû à l'augmentation incessante du nombre des abonnés qui à peine au nombre de 38.000 en 1901, c'est-à-dire pendant l'exploitation de l'ancienne compagnie, arrivent à celui de 105.000 en 1911.

Mais toutes ces améliorations allaient-elles être faites en pure perte, par suite du projet de captation, au profit de Paris, non plus de la force motrice du Rhône, comme cela avait déjà été proposé, mais de son eau même, à l'issu du lac Léman. Ce projet occasionnerait en effet un préjudice énorme à Lyon ainsi qu'aux autres villes riveraines par suite de

l'abaissement considérable du plan d'eau du fleuve. Aussi, M. Herriot (1), tout en démontrant « la stupidité » de « mettre l'alimentation en eau de Paris sous la dépendance d'un aqueduc de 500 kilomètres qui pourrait être détruit très facilement en cas d'émeute, en cas de guerre ou par un simple acte de sabotage » prêche la « résistance absolue » à ce projet néfaste et fait appel à l'union de toutes les villes de la vallée du Rhône.

(1) Journal *Le Progrès de Lyon*, 14 janvier 1912. Paris voudrait détourner le Rhône.

CHAPITRE II

LES BAINS

Sans nous attarder à développer l'adage ancien *mens sana in corpore sano*, et démontrer l'utilité des bains pour la santé du corps, nous pourrions cependant déplorer de voir les soins de propreté interdits à la masse, dans beaucoup de villes encore, par suite des prix élevés des établissements privés. Comment, en effet, une famille ouvrière, de 5 ou 6 membres, pourrait-elle y consacrer 0 fr. 50 ou 0 fr. 60, prix ordinaire de ces maisons, par personne ?

A l'étranger, il n'en est pas ainsi. En Angleterre (1), le premier acte relatif aux bains publics remonte à 1846 et en 1906, 225 villes exploitaient des bains.

Liverpool, la première cité qui en bâtit (dès 1842) était en 1879 la plus riche en bains. En 1895 pour

(1) Boverat, *Le Socialisme municipal en Angleterre et ses résultats financiers*, ch. III, p. 333.

réremédier aux noyades, elle établit des bains en plein air. Les prix en ont été fixés si bas, qu'actuellement encore ils ne paient pas les frais d'exploitation ; quant aux frais de construction, c'est la corporation qui les a supportés. En 1905, existaient 60 établissements de natation pour homme, 30 pour femme.

A Birmingham, des bains furent établis dès 1851 mais eurent d'abord peu de succès, ce qui entraîna une inaction de la municipalité pendant 15 ans. De nouveaux efforts, assez coûteux, furent tentés ensuite et M. Boverat reproche à cette ville de prodiguer un peu l'argent des contribuables.

Glasgow compte aujourd'hui 8 établissements de bains, excessivement bon marché.

Manchester possède 12 établissements à très bas prix.

M. Boverat trouve cette initiative excellente, mais désirerait voir construire plus économiquement, comme cela a été fait en dernier lieu à Liverpool, avec des bains à ciel ouvert ; il voudrait surtout ne plus voir les petites localités se lancer à la légère dans des entreprises coûteuses, pour concurrencer les stations thermales, dans un esprit de lucre et de spéculation.

L'on trouve également des bains bien installés en Allemagne et aux Etats-Unis.

Dans beaucoup de Villes allemandes (1), existent

(1) *Annales de la régie directe*, p. 258, 1908-1909. Extrait du livre de M. Jules Huret. *En Allemagne*, Berlin, p. 332 et suiv.

des établissements de bains populaires avec piscines d'eau courante ou changée 2 fois par jour, des cabines de douches chaudes et froides, des cabines avec baignoires. A Berlin, Hambourg, Hanovre, Munich, les établissements de bains sont de vrais palais ainsi que d'ailleurs dans beaucoup de petites villes de 35.000 habitants, comme Göttingen, qui en possèdent d'aussi luxueux que les capitales.

Les piscines d'une longueur de 40 à 60 mètres, d'une profondeur de 75 centimètres à 3 m. 25, sont d'une propreté admirable. Tout baigneur doit prendre une douche au savon avant son immersion. L'entrée coûte 10 pfennigs.

Des bains chauds sont distribués dans des cabines en faïence contenant de superbes baignoires. Le prix du bain est de 60 pfennigs en première classe et de 25 en deuxième.

Un seul des établissements de Berlin donne 3.000 bains, par jour, sans compter les douches : et les veilles de fêtes il arrive jusqu'au nombre de 7.000.

A Munich, grâce à un legs de 2 millions, auquel la Ville a ajouté 500.000 francs, a été édifié un superbe monument, orné de statues où des centaines de nageurs peuvent prendre leurs ébats. Les prix d'entrée sont de 40 pfennigs le jour et de 25 le soir : les samedis à partir de 5 heures ils s'abaissent à 10 pfennigs.

A côté des piscines se trouvent des bains chauds.

Les chiens sont admis et sont traités aussi bien que les hommes.

Mais, la mesure la plus démocratique, qui a été prise à Munich, a été la création de bains libres, installation ni riche ni luxueuse, mais simple et commode. La municipalité a dérivé l'eau de l'Isar dans un bassin de 100 mètres de long sur 20 de large, creusé entre une rangée de marronniers. L'eau se change, d'elle-même, 2 fois par jour ; Tout le monde y est admis librement : les gens se déshabillent sous un auvent, garni de bancs et de crochets : 3 à 4.000 personnes les visitent chaque jour ; on ne saurait trop louer cette installation de bains d'été qui, établie, à peu de frais, rend d'immenses services.

Des bains de soleil ont été également aménagés dans un vaste espace libre de sable fin que le soleil frappe librement.

Un courant d'eau très froide, venant de l'Isar, sert aux ablutions des baigneurs. Un système de douches, en plein air, a été disposé ainsi que des appareils de gymnastique.

Les femmes jouissent d'un établissement analogue établi un peu plus loin.

Aux Etats-Unis l'on cite d'ordinaire les bains de Chicago qui existent depuis 1893 et comptent 10 établissements. Ils sont ouverts dans la soirée et coûtent 0 fr. 20 par bain (1).

(1) *Annales de la régie directe*, 1908-9, p. 124.

En France, dès 1850 (1), une commission de savants, présidée par le chimiste Dumas, se déclare pour la municipalisation des bains, s'appuyant sur les bons résultats, déjà obtenus, en Angleterre.

La loi du 3 février 1851 en fut le résultat : elle permettait aux communes la création de bains ou lavoirs modèles, gratuits ou à prix réduits, dont la dépense leur incomberait pour les 2/3 : un crédit de 600.000 francs était ouvert pour les subventionner.

Aucune commune n'en fit usage, si bien que le crédit fut retiré.

Cependant, Paris décidait, en 1891, la création d'une piscine, rue Rouvet dont les prix variaient de 0,10 à 0,25 au lieu de 0,50 à 0,75 des établissements privés. D'autres établissements suivirent cette heureuse tentative (2).

Des établissements municipaux de bains furent également créés à Reims ainsi qu'à Roubaix, Lille et Montpellier et tout récemment Saint-Claude a municipalisé l'unique installation privée de bains qui menaçait de disparaître (3).

Rouen, Tourcoing, Dunkerque, Dijon et Lyon subventionnent des sociétés à but plus ou moins charitable.

(1) L. Stehelin, *Essais de socialisme municipal*, p. 172. Bains et lavoirs municipaux.

(2) P. Mercier, *Les exploitations municipales, commerciales et industrielles en France*, p. 113.

(3) *Annales de la régie directe*, février 1911, p. 124.

Nous devons signaler aussi l'intervention d'un certain nombre de Caisses d'épargne qui, au 31 décembre 1910 (1), avaient consacré 1.213.154 fr. 31 à des installations de bains-douches qui ont été les bienvenus dans nombre de villes importantes qui ne possédaient que des établissements privés, plus ou moins bien installés et à prix assez élevés.

Quoi qu'il en soit, il reste fort à faire et l'on ne saurait trop inciter les municipalités et les établissements publics à intervenir. Leurs budgets n'auraient pas à souffrir de la réalisation de cette œuvre d'hygiène, si nécessaire, car il est prouvé que les établissements de bains-douches à prix réduit à 0 fr. 15 ou 0 fr. 20 peuvent se suffire.

A Lyon, en particulier, la municipalité donne 20.000 francs de subventions à une société qui distribue des bains à 0 fr. 15 : les soins de propreté sont donc à la portée de tous. La municipalisation pourrait peut-être cependant permettre la distribution de bains à 0 fr. 10 comme à Paris ou économiser 20.000 francs à la ville en laissant le prix à 0 fr. 15.

Mais une œuvre plus nécessaire serait à réaliser. Ce serait l'installation de bains d'été, comme par exemple cela a été fait à Munich, on éviterait

(1) Rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché, 1910.

nombre de noyades que nous ramène chaque année la saison chaude. Et à cet effet ne pourrait-on pas, comme cela a été proposé, aménager les immenses bas ports du Rhône, actuellement à peu près inutiles ?

CHAPITRE III

LES LAVOIRS

Il serait aussi très désirable que les municipalités s'occupent de la création de lavoirs hygiéniques prévus par la loi du 3 février 1851.

A Paris, notamment. d'après M. Stehelin (1), ces établissements seraient assez défectueux. Comme le coulage s'y fait la nuit, la ménagère est obligée d'apporter son linge la veille du jour où elle se propose de le blanchir. En outre, les paquets sont amoncelés ensemble au grand dommage de la santé publique : la place est parcimonieusement mesurée à la lavandière, malgré les prix élevés : deux baquets lui reviennent à 0 fr. 05 l'heure, l'eau de lessive chaude et froide 0 fr. 05 à 0 fr. 10 le sceau : elle doit payer un supplément pour faire essorer son linge, pour l'étendre dans le séchoir et ce n'est que le troisième jour seulement qu'il rentre en sa possession.

(1) L. Stehelin, *Thèse citée*, p. 172.

A Londres, au contraire, où existent des lavoirs municipaux, le linge est livré au coulage à l'arrivée de la lavandière qui peut confier ses enfants à l'asile annexé à l'établissement.

Le linge est lavé séparément, coulé en trente minutes : chaque pièce est blanchie dans des auges en faïence où l'eau chaude et froide arrive en abondance. Aussitôt lavé, le linge est transporté dans un séchoir à air chaud, dans une case correspondant avec le numéro de la place au lavoir, où la lessive est séchée, vite et bien. Enfin, pour le repasser des fers et calendes sont mis à la disposition de la ménagère dans une salle spéciale.

Economie et salubrité, telles sont donc les avantages des lavoirs municipaux.

En 1885, une proposition avait été faite au Conseil municipal de Paris dans le but de créer ces établissements. Mais elle n'aboutit pas.

A Lyon, à la suite d'enquêtes, faites par le service d'hygiène, à la fin de 1908, dans une vingtaine d'établissements, certaines réparations, telles que siphonnage de cabinets, meilleur écoulement des eaux, dallage du sol, furent ordonnées et effectuées.

Cependant, il y aurait beaucoup à dire sur ces installations, et la ville, bien que la question ne présente pas à Lyon la même acuité que dans beaucoup d'autres localités, par suite de l'existence des « plates » sur le Rhône et la Saône, devrait créer

quelques lavoirs modèles. Car certaines personnes ne peuvent venir aux « plates » soit par suite de leur éloignement du Rhône ou de la Saône, soit par suite de leur tempérament qui ne leur permet pas de supporter le roulis des bateaux lavoirs.

Il y aurait grand intérêt à imiter ici encore l'exemple de l'étranger et en particulier de l'Angleterre où les lavoirs comme les bains sont à peu près tous devenus services municipaux.

Nous avons déjà vu comment ils fonctionnaient à Londres. M. Boverat (1) nous parle de leur installation à Liverpool, Glasgow et Manchester.

Liverpool possède 5 lavoirs publics dont 3 annexés à des établissements de bains. Ils sont situés dans les districts les plus pauvres, bien installés, divisés en stalles où les lavandières peuvent commodément laver leur linge. Des séchoirs, des salles de repassage y sont annexés.

A Glasgow, l'installation des lavoirs publics est particulièrement bien comprise. Pour une somme de 2 d. on dispose d'une chaudière perfectionnée, de laquets d'eau chaude et froide à volonté. Le séchage est opéré en deux ou trois minutes au moyen de machines centrifuges : puis, le linge est posé sur des cadres mobiles qui l'emmènent dans une chambre à température élevée. Enfin, si on le désire, on peut

(1) Boverat, p. 333, *Thèse citée*.

se servir d'une large calende, mue, comme tout le reste, par une machine à vapeur.

Au bout d'une heure, la ménagère peut rentrer chez elle avec ses effets blanchis, séchés, repassés.

Dans chaque établissement a été annexée une blanchisserie, mais elle a peu de succès.

A Manchester, à Shonditch, etc., etc., existent également des lavoirs municipaux.

QUATRIÈME PARTIE

La Pharmacie.

Chapitre I. — Nécessité de la municipalisation de la pharmacie.

Chapitre II. — Les Pharmacies d'hospices.

CHAPITRE PREMIER

LA NÉCESSITÉ DE LA MUNICIPALISATION DE LA PHARMACIE

Tout concourt à implanter la maladie au foyer de l'ouvrier et il lui est à peu près impossible de se soigner. Il pourrait, peut-être encore, faire appel au médecin, en pressurant son pauvre budget déjà bien maigre à l'ordinaire, mais à quoi bon ! Pourquoi le faire venir ? Pour apprendre que tel remède le soulagerait alors qu'il est dans l'impossibilité de se le procurer. Comment avoir de l'argent pour le pharmacien, ce cauchemar des bourses modestes, tandis que souvent il y en a à peine pour le boulanger ?

Il est inconcevable que dans une démocratie comme la nôtre, les moyens de recouvrer la santé ne soient pas toujours assurés à tous. Nous avons bien des hôpitaux, mais trop souvent hélas, ils sont encombrés par des gens aisés, quelquefois même fortunés. Et quand les pauvres sont enfin admis, il est

trop tard ; le mal a fait son œuvre, alors que s'ils avaient pu se procuré seulement les remèdes nécessaires et surtout les fortifiants indispensables, aux prix actuellement prohibitifs, ils ne traîneraient pas une vie misérable avec, comme conséquence inéluctable, la mort à brève échéance.

La loi du 15 juillet 1893, sur l'assistance médicale est un louable effort.

Mais c'est d'abord une œuvre incomplète. L'article du projet de loi du gouvernement, prévoyant la création de dispensaires, où les médecins du service de l'Assistance donneraient leurs consultations et distribueraient les médicaments prescrits, a été supprimé dans la loi, pour ne pas imposer des charges trop lourdes aux communes.

En outre, c'est une œuvre d'assistance et l'assistance est toujours humiliante : bon nombre de gens préféreront ne pas se soigner que d'avoir recours aux nombreuses démarches que nécessite son obtention. Et le voudraient-ils, pourrait-on accueillir toutes les demandes ?

Ceux-là même qui en bénéficient reçoivent-ils toujours les médicaments ordonnés par le médecin ? Ne pourrait-on pas citer des cas où la délivrance de remèdes prescrit par le médecin a été refusée à cause de leur cherté ?

Ne vaudrait-il donc pas mieux, pour le dignité de tous et aussi pour les finances de la commune, déjà

bien alourdies par l'application de toutes les lois sociales, qu'elles municipalités puissent exploiter des pharmacies? Il leur serait, en effet, possible, comme nous le verrons dans la suite, de livrer les médicaments à 50 0/0, meilleur marché, sans grever le budget local.

La municipalité de Roubaix voulut réaliser cette belle œuvre et le 13 octobre 1892 décidait la création d'une pharmacie municipale livrant les médicaments à prix de revient (1).

Mais le Préfet du Nord, d'abord sans invoquer un texte de loi, déclara qu'il ne pouvait approuver la délibération intervenue.

Le Conseil municipal ayant confirmé son vote, le Préfet, d'accord avec le ministre de l'Intérieur, se retrancha derrière la loi du 4 avril 1884.

« L'ouverture d'une pharmacie municipale affectée au public ou tel autre établissement de vente ne figure pas au nombre des institutions que la loi de 1884 autorise les assemblées communales à créer. Le vote du Conseil est donc en opposition absolue avec le principe de la loi de 1884. »

Le Conseil municipal vota, pour la troisième fois le projet le 15 décembre 1893, se prévalant du silence de la loi.

La loi de 1884 ne spécifie, nulle part, que l'explo-

(1) L. Stehelin, *Essais de socialisme municipal*, 4^e partie, p. 160.
La pharmacie municipale de Roubaix.

tation d'une pharmacie, ne rentre pas dans les attributions des élus municipaux.

Elle dit : ces attributions comprennent la défense des intérêts des administrés et la sauvegarde des deniers publics.

Les moyens de lutter avec le moins de frais possibles contre la maladie ne pourraient-ils pas rentrer dans le nombre des intérêts de la défense desquels les édiles sont chargés.

Pour sauvegarder les deniers publics, la commune n'a-t-elle pas intérêt à diminuer le nombre de ceux qui par suite de maladies et faute de médicaments retombent à la charge du Bureau de bienfaisance ou des Hospices ?

Cependant, la section de l'Intérieur, du Conseil d'Etat, répondait (1) :

« Considérant que, si par application de l'article 61 de la loi de 1884, les Conseils municipaux règlent les affaires de la Commune, elle ne leur confère pas une capacité illimitée : qu'ils sont tenus de se renfermer dans le cercle de leurs attributions et que, notamment, ils ne sauraient sans excéder la limite de leurs pouvoirs, engager les communes dans des entreprises commerciales. »

« Considérant que la gestion d'une pharmacie constitue l'exercice d'un commerce. Que si la ville de Roubaix se propose de revendre des médicaments

(1) 17 juillet 1894, D. 98, 3, 3.

au prix de revient, cette circonstance n'est pas de nature, en présence des termes de l'article 632 du Code de commerce, à modifier la qualification juridique des opérations auxquelles elle se livrerait : qu'ainsi le caractère commercial de l'entreprise projetée ne saurait être contesté. »

Un autre avis du Conseil d'Etat du 2 août 1894 (1) abondait dans le même sens :

« Considérant que la fabrication, l'achat et la vente de médicaments constituent des opérations industrielles ou commerciales étrangères aux attributions spéciales des Communes, que d'ailleurs les lois et règlements sur la pharmacie s'opposent à ce qu'une officine soit gérée par un autre que le propriétaire, lequel doit être muni d'un diplôme de pharmacien, que s'il résulte que l'interprétation du texte n'est pas applicable aux pharmacies d'hospices, cette exception ne saurait être étendue aux communes. De ce qu'il précède il résulte que l'établissement d'une pharmacie municipale est à la fois contraire aux prescriptions de la loi du 5 avril 1884 et à celles de la loi du 21 germinal an XI sur l'exercice de la pharmacie. »

D'après M. Mercier (2), c'est « par pur scrupule de jurisconsulte que les rédacteurs de cet avis ont invo-

(1) *Revue générale d'administration*, 1894, 3, 434.

(2) P. Mercier, *Les exploitations municipales, commerciales et industrielles en France*, p. 110.

qué cette raison spéciale (la loi du 21 germinal an XI) mais leur pensée dominante était bien que la commune n'a pas droit d'intervenir dans la vie économique même pour un objet d'assistance. »

Nous avons déjà dit, dans notre introduction, ce que nous pensions de voir le Conseil d'Etat entrer dans des considérations économiques. Nous n'y reviendrons donc pas.

Cependant une interpellation était déposée par M. Jules Guesde à la rentrée des chambres. Lors de sa discussion (1) de beaux discours furent prononcés, de côté et d'autre, pour ou contre le collectivisme : malheureusement il fut trop peu question de la pharmacie, cause pourtant primordiale du début.

Néanmoins dans sa réponse à M. Guesde, le Président du Conseil fit valoir comme motifs de l'annulation, d'abord la protestation des pharmaciens qui méritait certes d'être prise en considération. Mais tout progrès fait des victimes : N'aurait-il jamais fallu établir de chemins de fer sous prétexte du tort qu'on allait faire aux conducteurs de « pataches » ?

Les Bureaux de bienfaisance, ajoutait le Président du Conseil, sont là pour les besoins des indigents et la municipalité peut intervenir sous forme de subside et de subventions.

Mais était-ce un argument ! L'insuffisance des Bu-

(1) *Journal officiel*, 21 novembre 1894.

reaux de bienfaisance n'est-elle pas notoire : en outre, ne doit-on pas viser à diminuer le nombre des assistés plutôt que de l'augmenter sans cesse ?

Et le Ministre terminait en montrant que c'était laisser la porte ouverte au « dangereux industrialisme municipal. »

Depuis, les idées ont marché. Cet industrialisme m'inspire plus actuellement la même terreur à nos gouvernants, tout au moins à ceux d'hier, puisque comme nous l'avons vu, un ministère a osé déposer un projet sur la régie de l'habitation et avait même pensé en déposer un sur la municipalisation de la boucherie et de la boulangerie. Aussi, espérons-nous voir bientôt une loi permettre l'exercice de la pharmacie aux communes.

La pharmacie municipale s'impose, d'abord, pour mettre les médicaments mieux à la portée des petites gens qui, s'il leur était possible de se soigner à temps, sans recourir à une assistance souvent illusoire et toujours humiliante, déchargeraient les hôpitaux ou hospices et verraient leur vie conservée à notre pays. Elle permettrait, en outre, de rétablir l'article du projet de loi du gouvernement sur l'assistance médicale, prévoyant la création de dispensaires et supprimé, comme nous l'avons vu, pour des raisons financières. En réalisant un léger bénéfice qui passerait inaperçu du public, devant les prix élevés des pharmaciens, le budget communal pour-

rait supporter sans danger la création de ces dispensaires.

Grâce à la municipalisation la distribution gratuite de remèdes aux indigents pourrait être assurée au mieux des intérêts des finances locales et cependant le public, tout en bénéficiant d'un abaissement de prix considérable, aurait l'assurance d'avoir des produits de première fraîcheur et à l'abri de toute falsification, certitude qu'il ne trouve peut-être pas toujours actuellement en payant le fort prix.

Quant aux médecins, lisons-nous, dans les *Annales de la régie directe* à propos de la pharmacie municipale de Reggio-Emilia (1) « ils ne peuvent que désirer de voir le pharmacien soustrait à la spéculation commerciale et trouver en celui qui doit exécuter leurs prescriptions un employé facile à contrôler, instruit, possédant tout ce qu'il faut pour s'acquitter de ses délicates fonctions, affranchi de toute préoccupation de gain, à l'abri de soupçons parfois légitimes et ne se mêlant pas de donner des consultations médicales souvent aussi préjudiciables aux clients qu'au médecin lui-même ».

« Ces aspirations sont réalisées dans la pharmacie municipale où le pharmacien est un véritable employé qui, n'étant plus sous l'influence d'un patron, n'est plus obligé de jouer le rôle d'un charlatan,

(1) *Annales de la régie directe*, 1910-11, p. 208.

mais peut vaquer à son travail en toute sécurité et conscience. Il sait qu'il fait partie d'un vaste et puissant organisme, doté de ressources qu'on chercherait en vain dans les petites pharmacies et où il peut montrer et développer toutes ses aptitudes personnelles en ne se voyant plus contraint aux besognes des plus humbles et les plus matérielles. »

Ce ne sont pas là des phrases creuses : une heureuse expérience complètement couronnée de succès nous en démontre la vérité : nous voulons parler de la pharmacie municipale de la ville de Reggio-Emilia en Italie (1).

Cette ville avait à sa charge la délivrance de médicaments aux pauvres qui, n'étant pas domiciliés depuis 5 ans, n'étaient pas inscrits sur les listes de la Congrégation de Charité : pour assurer cette assistance, la municipalité s'était adressée aux pharmaciens de la ville qui la fournissait moyennant un tarif spécial.

En 1900, ceux-ci voulaient élever leurs prix. La Municipalité riposta en décidant la création d'une pharmacie communale.

L'institution se borna d'abord à assurer la distribution gratuite. Quelques mois après, en octobre, elle fournissait toutes les institutions locales qui

(1) *Annales de la régie directe*, 1909-10, p. 91 et 112, 1910-11, p. 208.

souffraient également des prétentions des pharmaciens.

Après la loi de 1903, elle vendit au public qui accueillit avec faveur cette innovation. Un recours des pharmaciens fut repoussé par la Commission royale pour le crédit communal et provincial : le corps électoral, par un vote explicite, en envoyant siéger au Conseil de la Cité les partisans de la régie, réclama l'établissement de succursales.

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement devant les avantages donnés au public.

Les prix étaient notablement abaissés (jusqu'à 60 0/0). Ainsi, entre autres l'antipyrine se vendait 0 fr. 05 le gramme au lieu de 0 fr. 25 : le tube de sublimé corrosif 0 fr. 35 au lieu de 0 fr. 60, le sulfate de quinine 0 fr. 42 au lieu de 0 fr. 30 etc., etc. La qualité était plutôt supérieure, les produits de première fraîcheur.

Plus de falsifications à redouter. La pharmacie municipale était munie d'un laboratoire d'analyses. Les autres pharmaciens, au contraire, qui pour la plupart n'en possèdent pas, sont incapables de reconnaître les fraudes d'autant plus possibles que souvent ils peuvent se laisser allécher par le bon marché d'une marque qu'ils ne connaissent pas.

Les médecins d'abord hostiles sont revenus de cette première opinion.

Cette institution qui jouit de la faveur du public et

des médecins produit des résultats économiques excellents. Du temps de la fourniture par les pharmaciens, chaque ordonnance coûtait en moyenne 0 fr. 65 à la ville : avec la régie, son prix s'abaisse à 0 fr. 36 au premier trimestre de 1900 et diminue depuis d'une façon sensible encore, grâce à la vente au public : cependant le nombre des individus soignés gratuitement s'est accru.

Du 1^{er} juillet 1900 au 31 décembre 1907, 162.497 fr. 02 de bénéfice ont été réalisés sur le tarif payé aux pharmaciens avant la régie. En 1908-9, les bénéfices s'élèvent à plus de 200.000 francs.

Quant aux autres institutions, leurs dépenses pharmaceutiques ont été réduites de 18 à 20 0/0.

Les recettes de la vente au public s'élèvent à plus de 500 francs par jour.

Les pharmaciens effrayés par un tel résultat ont essayé de tous les moyens. Après l'échec de leurs recours contentieux, ils ont essayé de jeter le discrédit sur la pharmacie communale en l'accusant de vendre des produits falsifiés. Puis on changea de tactique ; on essaie aujourd'hui en abaissant les prix de certaines spécialités connues, quitte à se rattraper sur les ordonnances, de faire croire que l'entreprise de la ville vend plus cher.

Mais ces procédés restent vains et le public montre de plus en plus d'empressement à se fournir à l'institution municipale.

Aussi devant les résultats obtenus, peut-on s'étonner que cette tentative soit à peu près unique, non seulement en Italie mais à l'étranger.

Nous ne pouvons guère citer qu'un exemple en Russie, à Saint-Pétersbourg (1) où la ville fournit des médicaments à tous les services concernant la désinfection et la santé publique et vend aux particuliers 20 0/0 moins cher que les autres pharmaciens.

En France nous ne pouvons signaler que les dispensaires de la ville de Rouen, qui, en butte aux attaques des pharmaciens, ne put garder que 2 succursales auxquelles elle préposa deux pharmaciens diplômés, ensuite de l'arrêt de la Cour d'appel du 1^{er} mai 1890 ; après la tentative de la ville de Roubaix, celle de la ville de Dijon, qui, en 1897, voulut installer une pharmacie municipale sous le couvert de la pharmacie centrale des hôpitaux : mais ceux-ci s'y refusèrent.

Quoi qu'il en soit, c'est là une entreprise qui s'impose sous les réserves, bien entendu, de lui donner le caractère commercial avec tous ses risques, de la constituer avec un budget distinct de celui de la Commune, de mettre à sa tête un comité technique.

Elle présente une nécessité plus grande que certaines autres exploitations (boucherie, boulangerie) que le Ministère Caillaux se proposait de permettre aux Communes.

(1) *Annales de la régie directe*, 1909-10, p. 122.

A tous les arguments en faveur de la municipalisation de la pharmacie, l'on ne peut guère opposer, à part les critiques formulées sur les régies en général et dont il a été fait justice, que des intérêts privés qui pour être très respectables, doivent cependant céder le pas à l'intérêt général.

Une révolution est d'ailleurs en train de s'accomplir dans la pharmacie. Les anciennes officines végètent ou disparaissent sous les coups des grandes entreprises commerciales. Quand la municipalisation fera à celles-ci le même sort, nous ne voyons pas quel droit elles auront de se plaindre.

CHAPITRE II

LES PHARMACIES D'HOSPICES

Les établissements hospitaliers, plus heureux que les municipalités peuvent depuis longtemps non seulement avoir une pharmacie pour leurs propres besoins, mais même vendre au public.

Ainsi les Hospices civils de la ville de Lyon possèdent depuis plus de 25 ans une pharmacie centrale établie pour centraliser l'acquisition des médicaments à utiliser dans les hôpitaux ou hospices et une pharmacie de vente à l'Hôtel-Dieu.

M. Caillemer, président de la commission des Hospices de Lyon, à qui nous empruntons ces détails, nous narre sa curieuse histoire (1).

Tout le cours du xvii^e et xviii^e siècle est occupé par des contestations entre les recteurs de l'hôpital et les apothicaires de la ville.

(1) *Société d'économie politique de Lyon*, 1908-9. *Les Hospices civils de Lyon*. Rapport par M. E. Caillemer, p. 342.

Le parlement de Paris en eut même connaissance et rendit un arrêt en 1766.

Pour se mettre en règle avec la déclaration royale du 25 avril 1777 qui défendit aux hôpitaux d'avoir une pharmacie, sinon pour leur usage particulier ou intérieur, l'Hôtel-Dieu se fit à prix d'argent agréger à la communauté des maîtres apothicaires. Ceci eut pour effet de leur donner le droit de vendre au public toute espèce de remède directement par un apothicaire diplômé.

Au cours du ^{xix}^e siècle, de vives attaques furent dirigées contre la pharmacie hospitalière, bien qu'elle ne fasse rien pour nuire à l'initiative privée. Les pharmaciens de la ville demandèrent maintes et maintes fois sa fermeture et pour ce recoururent à la voie administrative ou judiciaire. Par voie administrative ils faillirent même réussir, sous le gouvernement de juillet. Mais sa cause, ayant été plaidée énergiquement par les représentants de Lyon, à la Chambre des Pairs et des Députés, la fermeture fut renvoyée.

Ils furent moins heureux devant les tribunaux judiciaires. Le Tribunal et la Cour d'Appel de Lyon jugèrent son existence régulière. Ils n'eurent pas plus raison en Cassation (1).

En désespoir de cause les apothicaires adressèrent

(1) Cour d'appel, 23 juin 1847. Cassation, 17 avril 1848.

leurs doléances au Parlement. La pharmacie de l'Hôtel-Dieu fut accusée de faire le commerce de linges, de liqueurs.

En effet, dit M. Caillemer, 106 litres de vin de Bordeaux furent vendus, en 1906 ? Et il ajoutait : Faudrait-il s'affliger si elle délivrait à bas prix aux malades pauvres qui ont besoin de toniques réparateurs de bons vins ayant vieilli dans leurs caves centrales ?

Quoi qu'il en soit elle jouit depuis longtemps d'une grande faveur auprès du public, attiré plutôt par la renommée de fraîcheur de ses produits, que par le bon marché, si l'on excepte les tisanes rafraîchissantes, que les braves gens viennent en foule chercher pendant la saison chaude et auxquelles ils accordent toutes sortes de vertus.

Mais, au reproche, qu'on pourrait peut-être faire aux Hospices de ne pas comprendre ici encore leur rôle qui serait de mettre les médicaments mieux à la portée de tous, ceux-ci pourraient répondre, non sans raison, qu'ils sont déjà ainsi assez en butte à l'hostilité des autres pharmaciens sans leur donner des armes contre eux.

CINQUIÈME PARTIE

Les immondices. — Les vidanges.

Chapitre I. — Collecte. — Transport. — Traitement des immondices.

Chapitre II. — L'évacuation des vidanges.

CHAPITRE PREMIER

COLLECTE. TRANSPORT ET TRAITEMENT DES IMMONDICES

La question de la collecte, du transport et du traitement des immondices est un important problème d'hygiène publique, méritant l'attention particulière des Conseils municipaux. Les gadoues sont des matières incommodes et dangereuses dont il convient de débarrasser au plus vite et dans les meilleures conditions l'habitation et la voie publique.

Malheureusement dans beaucoup de villes, de petite et moyenne importance, l'enlèvement n'en est pas fait suivant les desiderata de l'hygiène.

Dans nombre de localités, le propriétaire ne fournit aucun récipient spécial pour les contenir. Le soin en est laissé aux locataires, qui y pourvoient par des moyens de fortune, soit par des seaux usagés ou plus souvent par des caisses en bois non couvertes et dans un état de vétusté avancée, qu'ils placent chaque matin sur le trottoir et dont les chiffonniers et les chiens répandent à qui mieux mieux le contenu.

Certains habitants ne prennent pas même cette peine et répandent directement leurs ordures dans la rue le soir même au grand désespoir des habitants des rez-de-chaussées.

Quant au transport il est effectué par ceux qui doivent utiliser les détrit^{us}, en l'occurrence les paysans, pour la fumure de leurs terres. Ils emploient de vieux tombereaux ordinairement à quatre roues à peu près hors d'usage et formés de planches mobiles que l'on disjoint lorsque la récolte est abondante. La collecte est faite sans soins, les caisses sont lancées violemment dans les voitures et répandent ainsi d'abondantes poussières. Aussi quel plaisir pour le passant, obligé de sortir aux heures de l'enlèvement des ordures ! N'oublions aussi, que souvent à cette heure, les fenêtres des appartements sont ouvertes pour laisser pénétrer l'air frais du matin !

La récolte terminée, très rarement, le tombereau sera recouvert d'une mauvaise bâche. Est-il besoin d'ajouter que les rues sont d'une saleté repoussante après cette opération de nettoyage, par suite des détrit^{us} tombés, lors du chargement et à peine ramassés, ou que le tombereau soit trop chargé, soit couvert d'une façon défectueuse laisse lui-même échapper. De plus comme les collecteurs n'enlèvent que ce qui leur sera utile, les habitants sont obligés de ruser ou d'employer le pourboire pour se débarrasser de débris inutilisables en agriculture.

Il conviendrait que les municipalités de ces villes, dont certaines dépassent trente mille habitants, imposent, d'une part, aux propriétaires de fournir à leurs locataires des récipients, en tôle, et couverts et d'autre part municipalisent la collecte et le transport qui seraient opérés, convenablement, par les cantonniers de la ville au moyen de tombereaux hygiéniques et complètement clos : puis les ordures seraient amenées dans les champs des paysans qui en feraient la demande et moyennant une légère indemnité, qui avec une taxe modique sur les propriétaires assureraient le côté financier de l'entreprise qui s'impose pour le bon renom de coquettes cités de notre région, en particulier.

Dans les grandes villes, l'opération est heureusement faite plus proprement. Les propriétaires fournissent des récipients, mais souvent découverts.

A Paris il est interdit aux locataires de déposer leurs ordures, autre part que dans les boîtes affectées à cet usage, en tôle galvanisée, mais découvertes. Ce sont les chiffonniers, qui, par entente avec les concierges, sortent les boîtes, le matin, tout en y opérant leur prélèvement, opération peu favorable à l'hygiène, mais qu'il sera difficile de supprimer, le chiffonnage, faisant vivre un assez grand nombre de gens.

La collecte est faite en deux heures par trois catégories d'ouvriers travaillant ensemble, un charretier fourni par l'entrepreneur, sauf dans les arrondisse-

ments où l'enlèvement est fait en régie directe, un chiffonnier et deux ouvriers municipaux, un cantonnier et une ouvrière balayeuse. La collecte terminée, une bâche recouvre la voiture qui est dirigée vers l'usine de traitement, ou lorsque les ordures restent la propriété de l'entrepreneur vers leur lieu d'emploi.

Dans quatre arrondissements : I^{er}, VIII^e, XII^e, XVI^e, l'enlèvement et le transport sont encore effectués à forfait. Les entrepreneurs sont propriétaires des ordures qui sont utilisées dans la banlieue ou au loin et amenées par voitures, bateaux ou chemins de fer. Les voitures employées pour la collecte sont généralement des tombereaux en bois, à deux roues, qui doivent être convenablement bâchées après l'opération.

Dans douze autres arrondissements : II^e, IV^e, V^e, VI^e, VII^e, IX^e, XI^e, XII^e, XIV^e, XV^e, XVII^e, XVIII^e, l'opération est faite dans les mêmes conditions, mais les ordures deviennent la propriété de sociétés exploitant des usines de traitement.

Quant au III^e, X^e, XIX^e, et XX^e arrondissement, l'enlèvement, depuis le 16 juillet 1909, est effectué en régie par l'administration municipale (1). Une usine de traitement et de vastes hangars ont été édifiés, pour le remisage du matériel ; des écuries

(1) *Annales de la régie directe*, 1909, p. 125.

pouvant contenir 320 chevaux, ont été installées. Un embranchement particulier doit relier cet établissement au chemin de fer de l'Est.

Les voitures, choisies à la suite d'un concours, sont des chariots, à quatre roues dont la caisse, en tôle, peut basculer à l'aide d'une crémaillère, actionnée par une manivelle à bras. Une bâche, disposée à l'avant, permet de recouvrir les véhicules. Provisoirement les chevaux n'appartiennent pas à la ville.

Les améliorations qu'il conviendrait d'apporter à l'enlèvement des immondices à Paris, ainsi que dans beaucoup d'autres grandes villes, où la situation est moins bonne encore, seraient d'abord d'imposer aux propriétaires de fournir des récipients entièrement clos, de supprimer le chiffonnage — mais là on se heurtera à de grosses difficultés — d'utiliser un matériel perfectionné, comme celui actuellement à l'essai pour le transport à l'usine de Romainville des ordures de quatre arrondissements cités plus haut, et qui appartenant à la ville et exploité directement par son administration verra son entretien et sa désinfection mieux assurés que par les adjudicataires sur lesquels une surveillance constante est difficile à exercer.

Plus spécialement l'on devra s'occuper de créer un modèle de voiture satisfaisant aux desiderata de l'hygiène, auxquels ne répondent plus, d'après M. Girou,

conseiller municipal de Paris (1), les véhicules actuellement employés sauf quelques-uns utilisés à titre d'essai.

A Lyon, à la suite d'un concours auquel prirent part divers industriels, MM. Meunier, Roux, Oschner, Berliet etc., inventeurs de tombereaux hygiéniques, celui de M. Meunier fut adopté après un essai de six mois qui donna d'excellents résultats.

C'est un tombereau, en tôle, couvert, à deux roues. A l'arrière se trouve une plate-forme, où le baquet à ordures est placé et soulevé par un mécanisme, analogue aux chaînes à godets, mis en mouvement au moyen d'une manivelle : son contenu une fois déversé à l'intérieur, il est ramené vide sur la plate-forme. Un râteau manœuvré de l'extérieur répartit uniformément les dépôts dans la Caisse du tombereau.

L'expérience ayant montré la valeur des tombereaux Meunier, le 14 mars 1910, le Conseil municipal votait un crédit pour l'achat d'un certain nombre de ces véhicules, dont le prix s'élève à 1.200 francs l'un. Dans la même séance, la ville était divisée en secteurs de nettoyage, groupés en 29 lots qui devaient être mis en adjudication. L'enlèvement des immondices devait avoir lieu au moyen du matériel

(1) Rapport au Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences, août 1909. Voir P. Razous, *Collecte, transport et traitement des déchets urbains*, p. 11.

appartenant aux adjudicataires, c'est-à-dire de tombereaux en bois à deux roues, bâchés après l'opération, sauf la faculté réservée à la ville d'y substituer le tombereau Meunier, moyennant une redevance de 200 francs.

Le Conseil ayant également décidé d'acheter 84 tombereaux hygiéniques, ceux-ci furent affectés dans la proportion d'1/3 des véhicules par lots à l'enlèvement des ordures.

Par la suite le nombre en fut accru et la ville de Lyon n'utilisera bientôt plus que ces tombereaux.

Une excellente mesure administrative est venue compléter cette heureuse innovation. Les propriétaires doivent munir leurs immeubles de caisses fermées selon un modèle donné par l'administration. Ces caisses de dimensions identiques s'adaptant très facilement sur le système à bascule du tombereau, permettent un enlèvement rapide des immondices, sans épandage de poussières, ou de détritits, aux alentours des voitures.

Lorsque les tombereaux hygiéniques auront complètement remplacé les anciennes voitures et lorsque, comme nous le pensons, la régie aura remplacé le système d'adjudications par petits lots qui a été conclu pour trois ans en mars 1910, le service d'enlèvement des ordures fonctionnera à Lyon aussi bien qu'on peut le désirer actuellement en attendant qu'il puisse être réalisé dans les conditions idéales discu-

tées à la section d'hygiène du Congrès de 1909 de l'association française pour l'avancement des sciences (1).

« Au point de vue de l'hygiène, il est certain, a dit
 « M. Gandillon, que tous les déchets fermentescibles
 « après qu'ils ont été transportés loin de la ville,
 « doivent être rendus inoffensifs : mais l'essentiel est,
 « d'abord, que leur traversée au milieu de l'agglomé-
 « ration ait lieu sans inconvénient. Les conditions
 « idéales nécessaires pour que la collecte et le trans-
 « port des ordures atteignent la perfection hygiénique
 « seraient que les ordures, une fois produites, soient
 « immédiatement et définitivement rejetées en vase
 « clos, sans aucun transvasement. Témoins, à ce su-
 « jet, les efforts faits pour éviter la dispersion des con-
 « tenus des « poubelles » et des « rivières » ainsi que
 « pour obtenir une étanchéité indispensable. Or, quoi
 « qu'on fasse, le système actuelle d'enlèvement ma-
 « nuel, sur la voie publique, ne semble pas pouvoir
 « réaliser ces conditions.

« Ce qu'il faudrait, d'après M. Gandillon, ce serait
 « d'agir pour tous les déchets organiques fermentes-
 « cibles comme pour les matières fécales, et par con-
 « séquent, de confier à des canalisations rigoureuse-
 « ment étanche le soin d'opérer cet éloignement.

« On ne ferait ainsi que développer le principe du

(1) Voir Razous P., livre cité, p. 30.

« tout à l'égout, au delà des limites auxquelles on s'est
 « borné jusqu'ici. Ce dernier système, qui évacue
 « journallement, à Paris, des tonnes de matières so-
 « lides, a été lui-même, l'élargissement de l'ancien
 « système diviseur qui, lui, était né de la peur de
 « projeter des corps solides directement dans les
 « égouts souterrains. Il semble donc parfaitement lo-
 « gique d'orienter les recherches sur une nouvelle
 « extension de ce principe.

« On peut toujours, d'après M. Gandillon, très bien
 « imaginer qu'un immeuble comporterait, pour l'éva-
 « cuation des ordures, des appareils fixes, qui rem-
 « placeraient les poubelles et qui joueraient, par
 « rapport à ces ordures, le rôle que jouent actuelle-
 « ment les cuvettes des W.-C. pour l'évacuation des
 « matières fécales. Bien entendu il n'y aurait qu'un
 « seul et même réseau qui serait commun aux eaux
 « vannes et aux ordures ménagères, de telle sorte que
 « cette conception nouvelle satisferait aux conditions
 « d'économie. Il faudrait, comme on voit, apporter
 « des éléments très nouveaux dans un tel système.
 « Notamment, il y aurait probablement lieu d'ad-
 « joindre un moyen mécanique permettant d'éviter
 « une trop grande dépense d'eau et donnant toute sé-
 « curité pour l'entretien et le curage du réseau.

« L'idée de M. Gandillon, a fait remarquer M. le
 « docteur Calmette, semble à première vue, très heu-
 « reuse, mais elle soulève des objections, telles que

« l'engorgement possible des égouts, la difficulté de
« traitement des ordures chargées d'eau, etc.

« Le docteur Calmette propose, à son tour, puisque
« des conceptions idéales ont été exposées, un sys-
« tème qui, bien qu'exigeant des canalisations spé-
« ciales, permettrait de résoudre la collecte et le
« transport des ordures d'une façon très élégante. Ce
« serait l'emploi d'un système pneumatique, analogue
« à celui qui existe à Paris pour expédier les « petits
« bleus. »

« Dans chaque ilot de maison se trouverait une
« sorte de borne, dans laquelle les habitants vien-
« draient déposer les ordures, aussitôt après qu'ils
« auraient reconnu la nécessité de les éloigner, et qui,
« par un mécanisme qui serait à créer, seraient aspi-
« rées ou refoulées jusqu'à l'usine de traitement.

« Ceci peut sembler à première vue irréalisable,
« mais il suffit de poser les données du problème : aux
« inventeurs à le résoudre. »

Quoi qu'il en soit sortons un peu de ces rêves pour
revenir à la réalité et voyons ce qui a été fait à
l'étranger.

A Charlottenbourg (1) tout propriétaire est obligé
de tenir en bon état trois baquets de forte taille où les
locataires doivent jeter : dans le premier les cendres
et poussières, dans le deuxième, les papiers, les boîtes,

(1) *Annales de la régie directe*, 1909, p. 258. La régie de Charlottenbourg et son annexe la porcherie.

dans le troisième les débris de cuisine, restes de viande, os, épluchures qui servent à la nourriture de porcs appartenant à la ville. Les tombereaux employés sont du type Meunier en usage à Lyon, mais à quatre roues.

A Anvers, est employée la charrette très basse et fermée, système Verschuren, très facile à charger, aux ouvertures larges et munies de toiles anti-poussières. Après l'opération, le service emploie une balayeuse arroseuse-ramasseuse à traction chevaline ou à moteur. De plus les rues populeuses et fort fréquentées sont nettoyées, journellement, par le service des brouettiers qui complète celui de l'enlèvement des immondices de ménage. Ils se servent de brouettes basculantes à trois roues et en tôle galvanisée ou à quatre bacs mobiles avec réservoirs d'eau.

A Kiel (1) le service municipal transporte les récipients du seuil de l'habitation dans l'usine municipale d'incinération des ordures ménagères au moyen de camions qui peuvent en recevoir 44. A leur arrivée, les récipients sont vidés dans le magasin des immondices par un système ingénieux empêchant toutes poussières.

A Berlin, est utilisé le tombereau en tôle, système Kinsbruner, vaste caisse en tôle fermée sur le dessus

(1) Communication de M. Burelle à la Société des sciences, agriculture et industrie de Lyon, 1908. Voir Razous, p. 23, livre cité.

et porté sur un chariot fixé sur quatre roues basses avec des portes de déchargements et un large marchepied au centre et sur les côtés. Les récipients des ordures sont en tôle galvanisée, à forme parallélepédique : la partie supérieure est fermée par un couvercle qui se meut autour d'une charnière.

Le récipient plein d'ordures est porté contre la paroi latérale de la caisse du tombereau par les rouliers qui montant sur le large marchepied, les accrochent à une traverse en fer rond, puis s'arc-boutant contre le fond de la caisse récipient, lui impriment un mouvement de rotation qui fait basculer le contenu dans l'intérieur de la caisse du tombereau, dont l'ouverture est obstruée par le récipient.

Ce matériel lourd qui exige des ouvriers grands et vigoureux n'est guère utilisable que dans les villes où comme à Berlin les rampes sont inconnues.

Le système Oschner, employé à Zurich, construit dans le but d'éviter d'une manière absolue les poussières, nécessite l'emploi de collecteur de même forme et de même capacité, mais il serait moins lourd et plus pratique que les systèmes Meunier et surtout Kinsbruner ; il peut être employé dans les villes à fortes rampes. Il a été adopté par la ville de Vichy, mais modifié : il n'est plus monté que sur un seul essieu.

M. Burelle, à vu, à Cassel, à Francfort, des tombereaux très perfectionnés. Etablis sur les plans de

M. Höpfner, un ingénieur municipal allemand des plus distingués, ils sont montés sur quatre roues : leurs caisses sont ouvertes par quatre portes ayant pour section un arc de cercle et se mouvant au moyen de charnières fixées à une traverse horizontale qui forme l'axe supérieur du tombereau.

Quand on soulève une de ces portes pour verser un récipient, des éventails se déploient aux deux extrémités de la porte et empêchent les poussières de s'échapper latéralement.

La caisse de ces tombereaux est montée sur un cadre qu'une vis verticale, commandée par un pignon et une manivelle permet de soulever à l'avant, de sorte que le contenu est basculé en deux ou trois minutes par le conducteur de la voiture seul et sans secousse pour le cheval.

Adopté par Anvers, l'éventail latéral a été remplacé par des secteurs fixés, ce qui paraît préférable à M. Burelle.

Un type de tombereau, plus perfectionné encore, existe à Amsterdam. Les couvercles de la caisse, de section cylindrique, se soulèvent automatiquement sous le poids du récipient, présenté pour être vidé. Le récipient vidé et enlevé de la barre sur laquelle il s'appuyait, le couvercle se referme de lui-même.

Nous voyons par ce court aperçu de ce qui a été fait à l'étranger que nos villes pourraient y trouver de

très utiles exemples pour la collecte et le transport de leurs immondices.

Mais là ne se borne pas le problème. Beaucoup de municipalités de grandes villes auront encore à s'occuper de l'utilisation des ordures ainsi ramassées.

Le mode d'emploi le plus ancien et qui subsiste encore le plus souvent aujourd'hui est l'utilisation agricole. Mais cette utilisation devient de plus en plus difficile avec l'extension des villes. Les banlieues sont encombrées de détritiques qu'il a fallu songer à exporter au loin par bateaux et chemins de fer. Mais ces transports sont coûteux et surtout tout à fait anti-hygiéniques ; ils ont été l'objet de prescriptions administratives qui tendent avec raison à leur prohibition.

La question de la destruction des gadoues, autrement que par l'utilisation agricole, se pose réellement, d'après M. Montricher (1), dans les villes ne pouvant disposer dans leur voisinage immédiat, à moins de circonstances exceptionnelles, que d'une surface inférieure à huit fois la surface de l'agglomération, ce qui ne pourra être généralement le cas que d'une agglomération de 50.000 habitants.

Mais autre difficulté, les cultivateurs, là où l'utilisation agricole peut être effectuée, refusent de re-

(1) Comptes rendus de la 30^e session pour l'avancement des Sciences, voir Razous, p. 36.

cevoir les gadoues brutes, dites gadoues vertes, telles qu'elles sortent des tombereaux des rouliers : car elles renferment des produits inertes ou nuisibles, sources de dangers et de difficultés pour les ouvriers et les animaux : et les exigences des agriculteurs sont d'autant plus fortes que la concurrence des engrais chimiques est plus grande.

Pour éviter les refus des propriétaires il a fallu essayer l'enlèvement des produits inertes ou nuisibles.

M. Marquez, membre du Conseil d'hygiène publique de la Seine, établit, en 1905, dans un de ses très intéressants rapports que, grâce aux procédés de triage, trituration et de broyage des ordures ménagères de Paris, expérimentés et mis en pratique avec succès par la société des engrais complets dans ses usines de Saint-Ouen et d'Issy-les Moulineaux, on peut dire que la question si complexe, si actuelle de l'enlèvement et de l'utilisation des détritux a fait un pas en avant et donné satisfaction dans une large mesure aux intérêts parfois opposés de la Ville, de l'hygiène et de l'agriculture (1).

L'utilisation agricole après triage et tamisage a été aussi préconisée : mais si l'opération est rémunératrice, elle entraîne des inconvénients tels pour le

(1) Pour toutes ces questions voir pour plus de développements, P. Razous, p. 35 et suivantes.

personnel qu'on doit la condamner au nom de l'hygiène.

M. Bergès exalte le traitement des ordures ménagères par la vapeur, dont les bénéfices par la vente des graisses et des autres produits extraits seraient tels qu'ils entraîneraient la gratuité du service d'enlèvement.

Mais, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, la meilleure des méthodes de traitement serait l'incinération.

Une usine bien installée où le travail est bien conduit ne doit dégager aucune mauvaise odeur ni présenter aucun élément d'insalubrité aussi bien pour le personnel que pour le voisinage.

A l'étranger, notamment en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et en Autriche, l'incinération a reçu de très larges applications.

Des délégations administratives municipales ont visité les usines d'incinération de ces pays et en ont rapporté la meilleure impression.

Les fours particulièrement remarquables ont été les fours Meldrun, employés à Londres et dans plusieurs villes d'Angleterre (1).

A Brünn, capitale de la Moravie, ville de 120.000 ha-

(1) Voir dans P. Razous, p. 42 et suivantes, la description des diverses usines.

bilants, les délégations purent voir une usine électrique, chauffée avec les gadoues.

L'usine d'incinération de Bruxelles a été aussi très remarquée.

En Allemagne, une des plus belles installations d'incinération est celle de la ville de Kiel, où les ordures sont, comme nous l'avons vu, apportées à l'établissement dans des récipients cylindriques en fer blanc sur des tombereaux qui peuvent en contenir 44.

En France, des usines ont été construites à Paris, d'autres vont l'être à Rouen et au Havre.

C'est par la façon dont s'effectuent les opérations du chargement et de l'escarbillage que se distinguent les usines existantes ou les projets d'usine. Mais la solution rationnelle définitive, l'idéal qui serait que les ordures arrivées à l'usine n'aient plus besoin d'être manutentionnées et se trouvent transportées mécaniquement sur les grilles du four, n'est pas encore trouvée.

Les différents systèmes, que nous venons de citer sont basés sur la combustion à très haute température, par l'insufflation dans le foyer de quantités d'air ou de vapeur à l'excès : d'après un autre système appelé Tabiansky d'Althoff, la combustion est lente avec admission dans le foyer d'une quantité d'air réduite au minimum.

Dans certains quartiers de New-York, d'après un article de M. Max de Nausanty paru dans le Journal

Le Temps (1), une compagnie a obtenu, de faire circuler un incinérateur d'ordures portatif système Rickelt, destiné à supprimer les transports de boîtes à ordures.

Que deviennent les ordures traitées par ces différents systèmes. Certaines municipalités se servent de la chaleur obtenue par leur incinération pour leurs établissements de bains, pour le chauffage à grande distance, pour la fabrication de la glace, pour des sécheries, pour le pompage des eaux, etc., mais en général la chaleur obtenue est employée à produire de l'énergie électrique.

On a cherché encore à transformer les résidus, les scories en briques.

L'on a songé aussi à ne brûler les ordures ménagères qu'après extraction de la partie utilisable comme engrais.

Enfin l'on a proposé le traitement des gadoues en vue d'obtenir des agglomérés.

Pour conclure, suivant M. Razous (2) « il ne peut être contesté, à l'heure actuelle que la destruction par le feu de la totalité des ordures ménagères soit le procédé de débarras pour les villes le plus conforme à la stricte hygiène. »

« Malheureusement, la combustion des ordures ménagères de certaines localités serait extrême-

(1) et (2) Voir Razous, p. 82 et 93.

« ment difficile et très onéreuse. Aussi le procédé de
 « l'avenir paraît consister dans un triage préalable,
 « automatique, basé sur les procédés physiques per-
 « mettant la séparation des divers corps solides de
 « densités différentes : ce triage effectué en appareil
 « clos, permettant la récupération des matières ayant
 « quelque valeur, serait complété par l'incinération
 « des autres matières. »

« Toutefois il paraît indispensable que l'usine d'in-
 « cinération puisse, en période d'épidémie, brûler la
 « totalité des ordures ménagères. »

Il y a quelques années, la ville de Lyon avait tenté de faire construire une usine d'incinération des immondices, mais elle dut renoncer à son projet devant les récriminations des agriculteurs et des industriels. La question d'ailleurs n'avait pas, chez nous, la même acuité que dans presque toutes les grandes villes, Marseille excepté, où les gadoues sont employées à la culture d'un vaste territoire inculte jusqu'alors, les plaines pierreuses de la Crau d'Arles, situé à 70 kilomètres de la ville, et rendu accessible par un service organisé de transport par chemin de fer.

Lyon, en effet, avait la facilité d'exporter ses ordures dans ses banlieues agricoles où elles s'utilisent pour la fumure.

Mais aujourd'hui, soit par suite de la concurrence des engrais chimiques, soit plutôt par suite de l'em-

ploi des tombereaux Meunier, qui très lourds, s'enfoncent dans les champs, jusqu'aux essieux et rendent ainsi impossible le déchargement, qui doit s'effectuer par une ouverture pratiquée au-dessous de sa voiture, les propriétaires de la banlieue refusent de plus en plus les ordures dont bon nombre serait jeté dans les égouts.

La question se pose donc à nouveau de la création d'une usine d'incinération et M. le Directeur de la voirie étudie en ce moment un projet *ad hoc*.

CHAPITRE II

L'ÉVACUATION DES VIDANGES

Comme le service de l'enlèvement des ordures, celui de l'évacuation des vidanges est de première nécessité au point de vue de l'hygiène et incombe aux municipalités.

Quelle répugnance que l'on puisse avoir à traiter pareil sujet, il présente un intérêt primordial en ce qui touche la santé humaine. Les 167 grammes de substances solides, évacuées en moyenne et journalièrement par l'homme, ne renferment-ils pas 12 millions de microbes, pour beaucoup saprogènes, c'est-à-dire inoffensifs, mais souvent aussi pathogènes, dont la quantité est si peu négligeable qu'on a pu voir, dans les sécrétions intestinales, l'origine de la plupart des maladies contagieuses, par leur diffusion dans l'eau et dans l'atmosphère.

Ces dangers étant connus, les municipalités sont intervenues 1° à l'égard des propriétaires en les obligeant :

1° A munir leurs immeubles de fosses d'aisance étanches, d'une capacité suffisante, disposées de façon à pouvoir être vidées et nettoyées intégralement et pourvues de conduits d'aération ;

2° A les faire vider toutes les fois que besoin en est, sans attendre leur débordement et à faire opérer la réparation des fuites, fissures sur simple injonction du service municipal.

Et en leur interdisant :

1° De relier les fosses aux égouts de la ville, de les faire vidanger au moyen d'instruments non conformes au modèle adopté par l'administration, d'épendre les matières extraites sur le sol des jardins ou des cultures maraîchères dans un périmètre déterminé ;

Il° A l'égard des industriels opérant les vidanges en les obligeant :

1° A posséder un matériel suffisant, présentant toutes les garanties de solidité, d'étanchéité, d'activité et ne dégageant aucune émanation délétère ;

2° A se conformer aux règlements de police concernant les heures des opérations, les emplacements à occuper, les itinéraires à suivre, les lieux destinés à recevoir les matières extraites ;

3° A se conformer aux injonctions de l'administration pour la vidange d'office des fosses débordantes et pour les curages périodiques ou accidentels, à deman-

der à l'administration les permissions nécessaires, avant d'effectuer tout travail, afin de permettre au service compétent le contrôle des opérations.

Telle a été jusqu'à présent l'intervention de la plupart des municipalités dans cette matière et en particulier de la ville de Lyon où le Contrôle et la surveillance des opérations de vidange constitue un service spécial primitivement rattaché au service de la voirie, et qui, en 1905, fut réuni au Bureau d'hygiène en raison des affinités qu'ils présentent avec les organes chargés de veiller à l'observation des prescriptions d'hygiène et de salubrité et aussi dans le but de réunir sous une direction unique tous les services ayant pour mission de faire appliquer le règlement sanitaire du 17 octobre 1903, pris en exécution de la loi du 15 février 1902 et dont les articles 39 à 47 prévoient pour le service des vidanges : « 2 vérificateurs et 6 contrôleurs. » Les premiers sont chargés de faire procéder au curage périodique des fosses, de vérifier leur état d'entretien, la régularité de leur édification et de faire procéder aux travaux intérieurs, jugés nécessaires. Ils font au Bureau d'hygiène un rapport sur les irrégularités constatées, sur l'opportunité de travaux à ordonner ou de suppression des fosses d'aisances à prescrire.

Pour permettre une surveillance efficace, les propriétaires sont tenus de déposer les plans et profils de toutes les fosses au Bureau d'hygiène : les vérifica-

teurs s'assurent de la conformité des ouvrages avec les plans produits.

Les contrôleurs ont pour mission de contrôler les travaux de vidange effectués par les industriels autorisés.

Ils constatent les quantités de matières extraites et veillent à ce que les prescriptions réglementaires soient observées en ce qui concerne les heures d'extraction, l'ordre des véhicules, les itinéraires suivis : ils font leurs rapports au Bureau d'hygiène et dressent procès-verbal en cas d'infraction.

En outre, l'administration s'est réservé des droits imprescriptibles relatifs à l'agrément des industriels ou compagnies, lequel n'est accordé que pour une durée assez courte de façon à pouvoir imposer à ceux-ci, au moyen du renouvellement de l'autorisation l'emploi d'instruments conformes aux données les plus récentes de la mécanique.

D'une manière générale, les machines opérant par le vide sont seules agréées pour l'extraction des matières : cependant les pompes à bras sont tolérées pour les opérations à effectuer dans les maisons peu accessibles aux grosses machines et ceci au grand dommage de l'hygiène. Pour y remédier des tentatives d'extraction au moyen de moteurs à essence ont été faites, mais n'ont pas donné des résultats complètement satisfaisants.

Quoi qu'il en soit, cette organisation du service

des vidanges a eu comme avantage d'empêcher, dans une certaine mesure, les abus qui se produisaient auparavant, tels que la vidange au moyen d'appareils rudimentaires, l'épandage des matières sur les terres cultivées dans les parages des agglomérations, l'écoulement du contenu des tonneaux dans les égouts, la communication directe des fosses avec les égouts sans interposition d'appareils aseptiques.

On ne peut nier les progrès accomplis en considérant comment s'opérait l'extraction des vidanges il y a seulement 20 ans.

Cependant, la ville de Lille, en considération du caractère commercial que conservent les entreprises de vidange, caractère, permettant de faire des réserves sur la qualité de l'opération au point de vue de l'hygiène comme il en est d'ailleurs de toute exploitation où l'hygiène est directement intéressée et qui conservent un but lucratif, vît dans la régie directe la meilleure garantie contre les abus possibles. Mais le Conseil d'Etat, conformément à sa théorie, refusa la capacité de l'exploitation à cette ville (1).

Cependant, l'intervention directe des municipalités serait particulièrement désirable en cette matière. Il ne s'agirait pas seulement de racheter, comme l'on se le proposait à Lille, le matériel d'une compagnie, de

(1) *Revue générale d'administration*, 1900, t. I, p. 463.

le perfectionner et de l'employer au mieux des intérêts de l'hygiène, mais de réformer le système évacuateur des fosses, à peu près en usage dans toutes les villes de France.

Malgré toutes les critiques qui ont pu être formulées, les municipalités devraient s'employer à réaliser le « tout à l'égout ».

Mais, dira-t-on (1), il a produit des résultats désastreux à Paris. La capitale repose sur un immense dépotoir dégageant des odeurs nauséabondes par une multitude d'orifices dont la fermeture complète est impossible. Le « tout à l'égout » n'a assaini ni la ville ni la banlieue et il a infecté la Seine et l'Oise. L'Oise empestée, voyant sa nappe souterraine relevée, ses carrières inondées, son eau contaminée élève des clameurs.

Ces critiques sont peut-être exactes : mais pourquoi s'en servir pour condamner irrémédiablement le « tout à l'égout ». Des fautes ont pu être commises dans sa construction : sachons les éviter à l'avenir et prenons comme exemple le système de Berlin qui a donné d'excellents résultats.

L'évacuation n'y a pas été confiée à des canalisations qui s'allongent sur de longues et absurdes distances et sans pente, comme à Paris. La ville a

(1) X. Delore, Assainissement de Lyon par l'installation d'une chute d'eau et de fosses fixes à la campagne.

été divisée en 12 secteurs dont chacun envoie un tube radiateur de la périphérie au centre dont le refoulement s'opère par des machines de 6.000 chevaux dans un champ d'épandage de 11.000 hectares et non pas insuffisant comme ceux de Paris à Gennevilliers : le tube radiateur y est de petit calibre et fermé ; il n'admet ni les eaux industrielles, ni celles de pluie ou de consommation et il n'y entre que la quantité d'eau exigée pour la propreté la plus méticuleuse.

A Lyon, il y a 40 ans, une tentative de « tout à l'égout » fut faite. Mais le système ne fut appliqué que d'une façon restreinte, rue de la République, de la Bourse, Grolée, de l'Hôtel-de-Ville et à l'école de santé militaire.

On ne tarda pas, d'après M. Delore (1), à s'apercevoir que les égouts dégageaient une puanteur plus intense et fonctionnaient mal, faute d'eau et de pente. En outre, l'égout menaçait de polluer gravement le fleuve ; on fut obligé d'y renoncer.

Il y a une dizaine d'années, M. Burelle proposa son système d'évacuation : mais, n'ayant pu s'entendre avec la ville, il a dû se contenter de l'appliquer dans la banlieue.

Les voitures pleines vont à l'entrepôt de la rue Sébastien-Gryphe où leur contenu est vidé rapidement par un tube aspirateur et envoyé à l'usine de

(1) X. Delore, livre cité plus haut.

la mouche, et de là dirigé sous pression dans une canalisation tubulaire d'une longueur totale de 54 kilomètres, aboutissant dans des fosses fixes d'une contenance de 5.000 mètres cubes situées à Saint-Priest, Heyrieux, Pouilly, Vénissieux, aux Sept-Chemin, à Chassieux, Pierre Frite, Vaux, Meyzieux, Janériat, Saint-Romain de Jalionnas, Pont-de-Chéruy où le paysan vient lui-même s'approvisionner selon ses besoins.

L'auteur du projet se déclarait en mesure de recevoir de suite toutes les déjections lyonnaises dans onze fosses d'une contenance de 55.000 mètres cubes, capacité amplement suffisante et susceptible de s'accroître : il montrait que la plaine du Dauphiné, avec son terrain argileux-caillouteux, se prête admirablement à une irrigation fertilisante de vidanges, à condition que le paysan puisse en surveiller lui-même l'emploi en allant en chercher dans les fosses fixes, selon ses besoins. Enfin, M. Burelle prenait à sa charge tous les frais de canalisation.

A Lyon, également, a été tenté l'usage des fosses septiques (1) dans les maisons construites à Vaise par une société d'employés P.-L.-M. La fosse, nécessitant des vidages périodiques, y est remplacée, par des fosses genre Mauras améliorées par l'architecte

(1) *Société d'économie politique*, 1909-10, p. 361. Les habitations ouvrières à Lyon.

Bezault, dont le principe est le passage des matières et des eaux résiduaires en des réservoirs rigoureusement étanches divisés en compartiments inégaux et dans lesquels plongent les tuyaux d'amenée et de sortie des eaux et où par suite de l'absence totale de communication avec l'air extérieur il se produit un travail de fermentation tel que les matières sont désagrégées ; les eaux les plus infectées perdent leur nocivité et leurs odeurs ; à la sortie du dernier réservoir, il ne s'écoule plus qu'un liquide, presque incolore, qui va directement à l'égout où il serait désirable qu'on n'envoie jamais plus d'eau contaminée, disent les partisans de ce système.

Cependant M. Chalumeau, directeur de la voirie, s'élève contre cette tentative, surtout si l'on prend comme déversoir la Saône. Cet ingénieur distingué étudie d'ailleurs, en ce moment, un projet de « tout à l'égout » avec canalisation séparée. Les égouts existants seraient conservés pour les eaux ménagères et les eaux de pluie et de nouveaux seraient créés pour les vidanges. La ville serait divisée en plusieurs secteurs dont chacun enverrait un tube radiateur de la périphérie au centre d'où le refoulement s'opérerait par de puissantes machines vers l'usine de traitement d'où les matières absolument inoffensives pourraient être déversées dans le Rhône. En cas de hautes eaux les vidanges pourraient même être déversées directement dans le fleuve sans traitement préalable.

Le projet coûterait une trentaine de millions, somme qui pourrait être amortie et rétribuée d'un bon intérêt par les contributions des propriétaires qui seraient contraints de relier leurs fosses aux égouts ainsi créés, contributions qui seraient cependant moins onéreuses pour eux que le mode d'évacuation actuel.

Quoi qu'il en soit il serait profondément désirable que nous soyons délivrés du défilé aussi peu esthétique qu'hygiénique de tombereaux, plus ou moins odorants qui circulent dans les rues, pour la seule joie des étudiants les jours de monôme.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude, nous croyons avoir montré la nécessité de l'intervention directe des municipalités d'une façon générale dans toutes les questions d'hygiène que nous venons de voir et celle des établissements publics, principalement, en ce qui concerne l'habitation et aussi le lait et les bains.

Si nous avons été amenés à proposer des solutions que les esprits timorés trouveront peut-être trop osées, l'unique pensée qui nous a guidé a été l'intérêt de la santé publique, bien pitoyable dans nos villes, surtout dans les milieux ouvriers.

Nous n'avons pas examiné si tel ou tel parti pou-

vait se prévaloir des mêmes idées, si nous allions grandir le spectre rouge. Mais nous ne nous en sommes pas effrayés.

Que ceux d'ailleurs que cet avenir épouvante, songent que leur égoïsme fera beaucoup plus pour son triomphe que les réformes les plus hardies, si toutefois nous pouvons parler de hardiesse, en nous souvenant qu'elles ont été réalisées ou qu'elles sont sur le point de l'être dans des monarchies.

La situation actuelle de l'ouvrier excuse toutes ses haines, toutes ses révoltes, toutes ses violences. Il faut donc, selon nous, que ceux qui sont encore capables d'éprouver quelques sentiments humains, que ceux même que leur seul intérêt guide, entrent résolument dans la voie de la municipalisation. Nous ne la considérons certes pas comme la panacée universelle, capable d'apporter en tout et partout le bonheur. Nous nous demanderions plutôt, comme Sismondi, après avoir constaté le mal, si un remède bien efficace est possible. Néanmoins nous croyons, fermement, et l'exemple de l'étranger donne quelque autorité à notre opinion, que l'exploitation en régie des services d'intérêt général que nous avons étudiés serait susceptible d'apporter des améliorations et pourrait contribuer pour beaucoup à assurer à l'ouvrier ce minimum de bien-être dans lequel une société moderne doit en toute justice le faire vivre. Une des questions que nous avons traitées, l'habitation, n'a-t-elle pas

pu, et à juste titre, être appelée la clef de voûte de l'édifice social ?

Mais si de certain côté l'on nous reprochera d'avoir trop osé, d'un autre l'on nous fera peut-être la critique de n'avoir pas demandé, au nom de l'hygiène, la municipalisation de la boucherie et de la boulangerie.

Si nous ne l'avons pas fait, c'est qu'à notre avis ces questions n'intéressent pas aussi directement l'hygiène que celles que nous avons envisagées.

Le pain, que la plupart de nos boulangers nous fournissent, ne laisse rien à désirer au point de vue de la qualité : le pétrissage mécanique tend de plus en plus à remplacer le pétrissage à mains, les fours sont de mieux en mieux tenus. Une mesure, cependant, qui s'imposerait, serait la suppression du travail de nuit.

Quant à la boucherie, nous n'avons pas eu en France les mêmes raisons qu'en Italie pour la municipaliser : nos boucheries, pour le plus grand nombre, sont bien tenues. Pourtant, il serait à désirer que nombre de villes assez importantes, où l'inspection sanitaire est quelque peu illusoire, assurent un traitement suffisant à un vétérinaire afin que celui-ci se tienne en permanence à l'abattoir au moment de l'abattage.

La mise en régie de ces commerces ne semblerait donc pas s'imposer strictement au point de vue de l'hygiène et elle ruinerait un nombre considérable de petits commerçants, particulièrement intéressants, surtout les boulangers.

Ceux-ci ne sont-ils pas, en effet, quelque peu les banquiers du pauvre ?

Mais, nous objectera-t-on, avec la municipalisation les prix seront considérablement abaissés et la classe ouvrière pourra ainsi mieux s'alimenter. La santé des gens qui s'occupent à de rudes travaux ne souffre-t-elle pas du manque de viandes que la cherté de la vie et le faible salaire empêchent de se procurer ?

Cette observation nous paraît assez justifiée. D'ailleurs, nous ne sommes pas hostile en principe à cette municipalisation, étant partisan de la liberté économique la plus complète pour les communes, auxquelles les circonstances locales désigneront quels sont les services à exploiter d'abord.

Mais, comme à l'aurore de l'émancipation des communes, l'on ne pourra, sans danger, passer d'une vie économique à peu près nulle à une vie intense, il faudra choisir parmi les services à exploiter, et il nous paraît qu'en généralité, à part l'existence de besoins locaux que nous ne pouvons pas connaître, qu'au point de vue de la santé publique, c'est la municipalisation de l'habitation, du lait, de l'eau et

de la pharmacie qui s'impose de prime abord : nous ne parlons pas de l'évacuation des déchets de la vie, parce que ces services en quelque sorte administratifs et intéressant toutes les classes de la société, sont en bonne voie de mise en régie.

Vu :

Lyon, le 1^{er} mars 1912.

Le président de la thèse,

JEAN APPLETON.

Vu :

Lyon, le 20 mars 1912.

Pour le Doyen

L'Assesseur,

L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer, Lyon le 23 mars 1912.

Le Recteur de l'Académie,

Pour le Recteur et par délégation,

Le Vice-Président du Conseil de l'Université.

CHABOT.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

OUVRAGES PROPREMENT DITS.

Barbat du Closel. — Les entreprises municipales de la ville de Glasgow, envisagées au point de vue de l'intérêt collectif, *Thèse*, Paris, 1907.

Berthélemy. — *Traité élémentaire de droit administratif*, 4^e édit., p. 52, 1901, Paris, Rousseau.

Bourdeau. — *L'évolution du Socialisme*, Paris, Alcan, 1901.

Bourguin. — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, *Annexes*, 3^e édit., Paris, Armand Colin, 1908.

Bouvier. — La municipalisation des services publics devant la loi et la jurisprudence française : extraits des *Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des Sciences*, Congrès de Lyon, 1906. Paris, secrétariat de l'Association, 1907. *L'exploitation collective des services publics, les régies municipales*, 1910.

Boverat. — Le socialisme municipal en Angleterre et ses résultats financiers. *Thèse*, Paris, 1907.

Brees. — *Les régies et concessions communales en Belgique*.

Brès. — *De la municipalisation des services d'intérêt public en Italie*.

Brouillet. — *Les fonctions sociales des Caisses d'épargne et la loi de 1895*.

Cheysson. — *Du municipalisme*, Paris, Guillaumin, 1904.

Duclaux. — *L'hygiène sociale*, Paris, Alcan, 1902.

Gannier. — *Le socialisme municipal. La leçon de l'étranger* (Cahiers du socialiste), Paris, 1909.

Gaucheron. — *Etude sur l'œuvre économique des municipalités*, Thèse, Paris, 1906.

Gide. — *Principes d'économie politique*, 10^e édit., 1906,

Hauriou. — *Précis de droit administratif*, p. 788, 5^e édit., 1903.

H. Lévy-Bruhl et A. Prudhomme. — *L'organisation économique de la commune* (Cahiers du socialiste), Paris, 1909.

Mater. — *Le socialisme municipal au conservateur*, 1909, Paris.

Mercier. — *Exploitations municipales, commerciales ou industrielles en France*. Thèse, Paris, 1905.

Montet. — *Etude sur le socialisme municipal anglais*. Thèse, Paris, 1904.

Pic. — *Traité élémentaire de législation industrielle, les lois ouvrières*, p. 504, Paris, Rousseau, 1908.

Un voyage social en Grande-Bretagne (Régies municipales, habitations ouvrières), Lyon, Storck, 1907.

Renard. — *Le socialisme à l'œuvre*, Paris, 1907.

Stehelin. — *Essai sur le socialisme municipal*. Thèse, Paris, 1904.

REVUES ET PÉRIODIQUES.

Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques.

Louis-Jaray (P.). — *Le socialisme municipal en Italie*, p. 297, 1904.

Le socialisme municipal en France, p. 197, 1905.

Annuaire de la Société d'économie de Lyon.

Guyot (Yves). — *Expériences de socialisme municipal*, p. 359, 1895-1896.

Bouvier. — *Les régies municipales*, p. 492, 1907-8.

Annales de la régie directe.

Bouvier. — *De la nécessité d'une loi sur les régies municipales*, p. 152, 1909. — *Le domaine illimité de la municipalisation*, p. 261, 1909.

Bulletin commentaire des lois nouvelles.

Dejamme. — *La loi du 15 février 1902*, janvier 1903.

Crevoisier (F.). — *Les habitations, la petite propriété et les maisons à bon marché*, mai 1908.

Les débats politiques et littéraires.

Le socialisme municipal en Angleterre, 8 septembre 1912.

L'économiste français.

P. Leroy-Beaulieu. — *Le socialisme municipal*, p. 925, I, 1904.

Levasseur. — *Une critique britannique des élections municipales de Londres*, 26 janvier 1907.

Le Journal des économistes.

Cheysson. — *Rapport sur le socialisme municipal*, p. 269, 1904.

Journal officiel, *passim*, cité dans l'ouvrage.

Musée social. — Deux aspects du mouvement social en Italie, mars 1904, Métin.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.

Pic. — *Des monopoles municipaux*, p. 19, 1903.

Louis Jaray (P). — *Industries municipalisées*, p. 106, 1903.

Augagneur. — *Le socialisme municipal*, p. 101, 1904.

Pic. — *Un voyage social en Angleterre*, p. 103, 1907.

La Réforme sociale, p. 457, I, 1910. — H. Clément, *Le socialisme municipal*.

Revue économique internationale.

Lord Awbury. — *On municipal and national Trading*, 16 janvier 1907. — Cl. W. Mullins, *La municipalisation des services publics à Londres*, juillet 1911.

Revue des Deux-Mondes.

Dubois (P.). — *Le socialisme municipal en Angleterre*, 1^{er} mars 1908.

Revue d'économie politique.

Mater. — *La municipalisation et le Conseil d'Etat*, avril 1905.

Revue politique et parlementaire.

L. Petit. — *L'extension du domaine industriel des communes*, p. 44, 1906 ; p. 468, 1905.

Roger (L.). — *Le domaine industriel des communes*, avril 1906.

Revue socialiste.

L'action socialiste municipale, 15 mars 1911.

Ouvrages spéciaux.

1° Sur l'habitation.

OUVRAGES PROPREMENT DITS :

Beaujean. — *Les habitations municipales à Milan*, 1908.

Bellamy. — *Habitations à bon marché. De l'intervention des pouvoirs publics. Thèse*, Paris, 1905.

Bertillon (Dr). — *Essai de statistique comparée du surpeuplement des habitations à Paris et dans les grandes capitales européennes*, Paris, 1894, Chaix.

Borgne (Le). — *Notions générales sur la législation des logements insalubres en France. Thèse*, Rennes, 1908.

Cheysson. — *L'hygiène sociale et l'assainissement de la maison*, Paris, Guillaumin, 1903.

Le confort du logement populaire, Paris, Chaix, 1905.

Le taudis, Paris, Chaix, 1907.

Documents de la prévoyance sociale.

Enquête sur l'habitation ouvrière, 1906.

Dubois. — *Etude sur les habitations à bon marché. Leur rareté et ses causes. Thèse*, Paris, 1905.

D^{rs} Dupin et Lacôme. — *Topographie de la tuberculose à Lyon* (préface du D^r J. Courmont), 1900-4.

Duret (Henry). — *De l'intervention des municipalités en matière d'habitations ouvrières. La question devant le Conseil municipal de la ville de Lyon. Thèse*, Lyon, 1910.

Ferrand. — *Les habitations à bon marché*, 1903, Paris. — *Hygiène et habitations à bon marché*, Paris, 1908.

Fuster. — *L'habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne* (Documents de la prévoyance sociale), Paris, Berger-Levrault, 1904.

Gautheron. — *Le logement de l'ouvrier. Thèse*, 1898.

Gautrez. — *Une loi nécessaire. — L'insalubrité publique et l'expropriation*, Paris, 1907.

- Gayet. — La question d'hygiène et le droit de propriété. *Thèse*, Lyon, 1907.
- Jourdan. — *Législation des logements insalubres. Commentaire pratique de la loi de 1902*, Paris, 1904.
- Jourdet. — Les habitations à bon marché. *Thèse*, Paris, 1906.
- Juillerat. — *Le Casier sanitaire des maisons : une institution nécessaire*, 1906.
- L'hygiène du logement*, 1909.
- Lang. — De l'intervention des départements et des communes en matière d'habitations à bon marché. *Thèse*, Nancy, 1908.
- Leloutre. — De l'intervention des pouvoirs publics en matière d'habitations à bon marché. *Thèse*, Paris, 1906.
- Benoit-Lévy. — *Les cités-jardins d'Amérique*, 1905. La cité-jardin.
- Du Mesnil et Manginot. — *Enquêtes sur les logements et professions*, Paris, Chaix, 1898.
- Moyroud. — Le logement de l'ouvrier, la question à Lyon. *Thèse*, Lyon, 1910.
- Péhu (Maurice et Antonin). — *Les logements insalubres à Lyon de 1891 à 1904*.
- Pic. — *L'habitation ouvrière et la législation française* (Rapport présenté au Congrès d'Alliance d'hygiène sociale), Lyon, 1907.
- J. Picot. — *Rapport au Congrès des habitations à bon marché*, Paris, 1900.
- L'enquête ouvrière à Paris. Le logement en garni. Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques*, Paris, 1900.
- Un devoir social et les logements ouvriers*.
- Roux. — La question des habitations ouvrières en Allemagne. *Thèse*, Paris, 1903.
- Siegfried. — *Les habitations à bon marché*, 1897.
- Strauss et Baulez. — *Habitations à bon marché. Commentaire juridique et guide pratique de la loi du 12 avril 1906*, Paris, Flammarion, 1907.
- Les habitations à bon marché en Allemagne*, Paris, Flammarion, 1903.
- Turot et Bellamy. — *Le surpeuplement et les habitations à bon marché*, Paris, Alcan, 1907.
- Comptes rendus des congrès internationaux des habitations à bon mar-*

ché, Paris, 1889; Anvers, 1894; Bordeaux, 1895; Bruxelles, 1897; Paris, 1900; Dusseldorf, 1902; Liège, 1906; Londres, 1907.
Congrès d'hygiène sociale, Genève, 1906. *Congrès d'assainissement des habitations*, Paris, novembre 1909.

REVUES ET PÉRIODIQUES.

Annales de la régie directe, *passim*, cité dans l'étude.

Bulletin de l'office international du travail, années 1907-8-9. Enquêtes sur les conditions du logement, des salaires et du coût de la vie en Angleterre, en Allemagne et en France, faites par le Board of Trade, 1902-1908, janvier, avril et mai 1909, p. 414, 1229.

Bulletin de la Société française des habitations à bon marché, 1904 à 1911.

Bulletin officiel de la ville de Paris, *passim*.

Bulletin officiel municipal de la ville de Lyon, 1906-1908-1910.

La construction lyonnaise, 11 mai 1911.

Documents du Progrès, p. 501, 1909, Hutchenson.

L'économiste français.

Cheysson. — *Les habitations à bon marché pendant l'année 1907*, 29 août et 3 septembre 1908. *Enquête sur les conditions du logement ouvrier*.

Les habitations à bon marché pendant l'année 1908, 24 septembre 1909.

Le Lyonnais (hebdomadaire), 30 avril, 7, 28 mai 1911.

Le Musée social.

M. Beaufreton. — Conférence sur la situation des logements à Paris, *Annales* 1908, p. 97.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.

Fochier. — *Les municipalités allemandes et la question de l'habitation*, p. 173, 1903.

Publications du Ministère du travail et de la Prévoyance sociale.

Lois, règlements et instructions sur les habitations à bon marché, 1907.

Rapport du Conseil supérieur des habitations à bon marché, années 1906 à 1910.

La Réforme sociale.

La crise de l'Allemagne, 16 août, 1^{er} septembre et 16 décembre 1902.

- Congrès des habitations à bon marché de Dusseldorf, t. II, 1902.
- E. Cheysson. — *L'intervention patronale en matière de logements ouvriers*, 1908, n° 68.
- Le logement des familles nombreuses à faible salaire*, p. 487, I, 1909.
- Le Pelletier. — *La question des habitations à Venise*, p. 553, 1^{er} avril 1907.
- A. Renoir. — *L'œuvre des municipalités anglaises dans la lutte contre l'insalubrité de l'habitation*, p. 671, 1908.
- Dorf (A.). — *Le mouvement de la population en Allemagne*, p. 309, 1909.
- Revue économique internationale.*
- Beaujean (E.). — *Les habitations économiques en Italie*, janvier 1907.
- Revue d'hygiène.*
- Bertillon (M.). — *Enquête sur les logements et le surpeuplement*, mai 1908.
- Revue philanthropique.*
- Monod (H.). — *De l'exécution de la loi de 1902 sur la santé publique*, 15 juin 1909.
- Barthès (E. Dr.). — *De la protection de la santé publique*, 15 décembre 1908).
- Le nouveau projet de loi anglais sur les maisons ouvrières et la salubrité, 15 mai 1909.
- Le Sage (R.). — *Le logement des ouvriers à Londres*, décembre 1902 et janvier 1903.
- Revue politique et parlementaire.*
- Cahen (G.). — *Les habitations ouvrières et l'intervention des pouvoirs publics*, avril 1906.
- Turot (H.). — *Les habitations à bon marché et la législation*, mars 1907.
- Ribot. — *Les habitations à bon marché*, avril 1910.
- Société d'économie politique de Lyon.*
- Sabrou. — *Les habitations ouvrières à Lyon*, p. 669, 1909-10.

2° Sur la question du lait.

OUVRAGES PROPREMENT DITS.

- Beau (M.). — *L'approvisionnement en lait des grandes villes*. Rapport présenté au 1^{er} Congrès international d'hygiène alimentaire, Paris 1906.
- L. Durand. — *Enquête sur l'industrie laitière par l'office de renseignements agricoles au ministère de l'agriculture*, Paris, 1902.
- Maurer (M.). — *Du rôle des débouchés en agriculture. La production et la vente du lait dans la région lyonnaise. Thèse*, Lyon, 1908.
- Rolet. — *Le lait hygiénique. Production et vente*, Paris, 1908.
- Rothschild (Dr H. de). — *Le lait à Copenhague*, Paris, 1903.

REVUES ET PÉRIODIQUES.

Annales de la régie directe.

Ernest Tarbouriech. — *La régie directe et l'agriculture*, janvier 1910.

Dr N. Enschedé. — *L'hygiène publique et la régie du lait*, p. 67, 1909.

Expériences et projets de régie du lait, p. 143, 1909.

Documents du progrès.

Dr Otto Kasdorf. — *La question du lait dans les grandes villes*, p. 373, mai 1911.

Industrie laitière.

Rapport sur la proposition de loi ayant pour but la répression des fraudes dans le commerce du lait, par Lucien Cornet, p. 281, 23 avril 1911.

3° Sur les questions.

A. DE L'EAU

E. Bouvier. — *Les régies municipales* (cité), p. 108.

E. Bress. — *Les régies et concessions communales en Belgique* (cité).

P. Pic. — *Traité élémentaire de législation industrielle* (cité), p. 507.

Annales de la régie directe.

E. Herriot. — *La mise en régie du service des eaux à Lyon et ses résultats financiers*, p. 37, 1909-10.

La régie des eaux à Fribourg en Brisgau et à Munich, p. 65 et 106, 1909-10.

Le Progrès de Lyon, 14 janvier 1912.

Paris voudrait détourner le Rhône.

B. DES BAINS, DE LAVOIRS.

Boverat. — *Le socialisme municipal en Angleterre* (cité), ch. III, p. 333.

P. Mercier. — *Exploitations municipales, commerciales, etc.* (cité), p. 113.

L. Stehelin. — *Essais de socialisme municipal* (cité), p. 172.

Annales de la régie directe.

Extraits du livre de M. J. Huret, en Allemagne, p. 258, 1908-1909.

Les bains de Chicago, p. 124, 1908-9.

La municipalisation des bains à Saint-Claude, p. 124, février 1911.

4° Sur la question de la pharmacie.

P. Mercier (cité), p. 110.

L. Stehelin (cité), p. 160.

Annales de la régie directe.

La pharmacie municipale de Reggio-Emilia, p. 91 et 112, 1909-10, p. 208, 1910-11 ; de Saint-Petersbourg, p. 122, 1909-10.

Dalloz, 1898, 3, 3.

Journal officiel, 21 novembre 1894.

Revue générale d'administration, 1894, 3, 434.

Société d'économie politique de Lyon, 1908 9. *Les Hospices civils de Lyon*, E. Caillemer, p. 342.

5° Sur la question des Immondices et des Vidanges.

D^r X. Delore. — *Les vidanges à Lyon*, 1894. Association typographique.

L'assainissement de Lyon par l'installation d'une chute d'eau et de fosses à la campagne. Lyon, Ass. typographique, 1901.

P. Razous. — *Collecte, Transport et Traitement des déchets urbains* Paris, Société d'édit. techniques, 1911.

Eaux d'égout et eaux résiduaires industrielles, épuration, utilisation.

Annales de la régie directe.

Enlèvement des ordures ménagères à Paris. Un essai de régie directe, p. 125, 1909.

La régie de Charlottenbourg et son annexe, la porcherie, p. 258, 1909.

Revue générale d'administration, t. I, p. 463, 1900.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

L'Habitation	13
Chapitre I. — Le taudis devant l'initiative privée et la loi.	13
Chapitre II. — Les réformes à apporter dans notre législation. — L'exemple de l'étranger. . .	2
Chapitre III. — Projet de loi, modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché	50
§ 1. — Exposé des motifs.	50
§ 2. — Projet	63
§ 3. — Critique.	68
Appendice. — La question à Lyon	73
§ 1. — Généralités. — L'intervention de la caisse d'épargne et du bureau de bienfaisance.	73
§ 2. — Le domaine des hospices civils de Lyon .	76
§ 3. — L'œuvre de la municipalité	89

DEUXIÈME PARTIE

Le lait	93
--------------------------	-----------

Chapitre I. — Des dangers de la production et de la vente actuelles du lait	97
Chapitre II. — Le remède	104

TROISIÈME PARTIE

L'eau, les bains, les lavoirs	117
--	------------

Chapitre I. — L'eau	119
Chapitre II. — Les bains	124
Chapitre III. — Les lavoirs	131

QUATRIÈME PARTIE

La Pharmacie.	133
------------------------------	------------

Chapitre I. — Nécessité de la municipalisation de la phar- macie	137
Chapitre II. — Les pharmacies d'hospices.	150

CINQUIÈME PARTIE

Les Immondices, les Vidanges . . .	153
---	------------

Chapitre I. — Collecte, Transport, Traitement des Immon- dices	155
Chapitre II. — L'évacuation des vidanges	175
CONCLUSION	185
BIBLIOGRAPHIE	191

